

COUR D'ARBITRAGE

F. 2003 — 2372

[2003/200631]

Arrêt n° 51/2003 du 30 avril 2003

Numéros du rôle : 2303, 2304, 2431 et 2432

En cause : les recours en annulation totale ou partielle :

- du décret de la Région wallonne du 8 juin 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, introduits par L. Beckers et autres et par l'a.s.b.l. Net Sky et autres;

- du décret de la Région wallonne du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, introduits par l'a.s.b.l. Net Sky et autres et par L. Beckers et autres;

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

a. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 14 et 17 décembre 2001 et parvenues au greffe les 17 et 18 décembre 2001, L. Beckers, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, demeurant à 4400 Flémalle, rue du Cowa 165, L. Desneux, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, demeurant à 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, demeurant à 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16, P. Hisette, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33 et S. Cerkiewicz, demeurant à 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, d'une part, et l'a.s.b.l. Net Sky, dont le siège social est établi à 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, demeurant à 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, demeurant à 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, Monsieur Oly, demeurant à 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, et la s.a. Goupil Immo, dont le siège social est établi à 4431 Loncin, rue des Héros 50, d'autre part, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle du décret de la Région wallonne du 8 juin 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (publié au *Moniteur belge* du 16 juin 2001).

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2303 et 2304 du rôle de la Cour.

b. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 30 avril 2002 et parvenues au greffe le 2 mai 2002, l'a.s.b.l. Net Sky, dont le siège social est établi à 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, demeurant à 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, demeurant à 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, Monsieur Oly, demeurant à 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, et J. Starck, demeurant à 4450 Lantin, rue Haut Cornillon 1, d'une part, et L. Beckers, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, demeurant à 4400 Flémalle, rue du Cowa 165, L. Desneux, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, demeurant à 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, demeurant à 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16, P. Hisette, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33, et S. Cerkiewicz, demeurant à 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, d'autre part, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle du décret de la Région wallonne du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (publié au *Moniteur belge* du 31 octobre 2001).

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2431 et 2432 du rôle de la Cour.

II. *La procédure*a) *Dans les affaires n°s 2303 et 2304*

Par ordonnances des 17 et 18 décembre 2001, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 16 janvier 2002, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnance du même jour, le président M. Melchior a soumis les affaires à la Cour réunie en séance plénière.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 7 mars 2002.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 9 avril 2002.

Le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, a introduit un mémoire, dans les affaires respectives, par lettres recommandées à la poste le 22 avril 2002, et un mémoire corrigé, dans l'affaire n° 2304, par lettre recommandée à la poste le 23 août 2002.

b) *Dans les affaires n°s 2431 et 2432*

Par ordonnances du 2 mai 2002, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 8 mai 2002, la Cour a joint les affaires n°s 2431 et 2432 avec les affaires déjà jointes n°s 2303 et 2304.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 24 mai 2002.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 14 juin 2002.

Des mémoires ont été introduits par :

- G. Legros, demeurant à 4431 Loncin, rue Alfred Defuisseaux 140, G. Compere, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Fond du Ruisseau 46, B. Page, demeurant à 6043 Ransart, rue Delhaize 45, et A. Tondeur, demeurant à 6040 Jumet, rue Bivort 30, par lettre recommandée à la poste le 28 juin 2002;

- le Gouvernement wallon, dans les affaires respectives, par lettres recommandées à la poste le 8 juillet 2002.

c) *Dans toutes les affaires*

Par ordonnance du 24 juillet 2002, le président en exercice a prorogé jusqu'au 9 septembre 2002 le délai pour introduire un mémoire en réponse.

Les mémoires introduits dans les affaires respectives ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste les 26 et 30 juillet 2002; l'ordonnance du 24 juillet 2002 a été notifiée par les mêmes lettres.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- G. Legros et autres, par lettre recommandée à la poste le 2 septembre 2002;
- les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2303 et 2432, par lettre recommandée à la poste le 9 septembre 2002;
- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2304, par lettre recommandée à la poste le 9 septembre 2002;
- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2431, par lettre recommandée à la poste le 9 septembre 2002;
- le Gouvernement wallon, dans les affaires n^{os} 2431 et 2432, par lettre recommandée à la poste le 9 septembre 2002.

Par ordonnances du 30 mai 2002 et du 28 novembre 2002, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 14 décembre 2002 et 14 juin 2003 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 octobre 2002, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 13 novembre 2002.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 24 octobre 2002.

A l'audience publique du 13 novembre 2002 :

- ont comparu :

. Me X. Close *loco* Me L. Misson, avocats au barreau de Liège, pour les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2303 et 2432;

. Me L. Cambier et Me R. Born, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2304 et 2431;

. Me A. Lebrun, avocat au barreau de Liège, pour G. Legros et autres;

. Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de cassation, Me F. Haumont, Me A. Tossens et Me F. Alen, avocats au barreau de Bruxelles, et Me F. Guerenne, avocat au barreau de Nivelles, pour le Gouvernement wallon;

- les juges-rapporteurs P. Martens et L. Lavrysen ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Quant à l'intérêt

A.1.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2303 et 2432 ont toutes une habitation en zone B du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Bierset. Elles justifient leur intérêt aux deux recours introduits par le fait qu'elles subissent, selon elles, les mêmes nuisances que les riverains de l'aéroport qui sont repris en zone A. Elles voudraient dès lors bénéficier de la procédure de rachat de leur immeuble, comme c'est le cas pour les riverains de la zone A.

A.1.2. La première partie requérante dans les affaires n^{os} 2304 et 2431 est l'a.s.b.l. Net Sky. Il s'agit d'une association dont le but est de « favoriser l'intégration harmonieuse des activités économiques de Liège-Airport, en protégeant la population de la région liégeoise des nuisances liées directement ou indirectement à tous les modes d'exploitation de l'aéroport de Liège ». Elle se fixe comme objectif la protection de l'environnement et de la qualité de la vie; elle s'efforce d'imposer le respect de toutes les dispositions légales applicables à la vie en société et elle effectue toutes les démarches indispensables pour garantir le but qu'elle s'est fixé dans le cas où la loi est muette ou inexistante. Elle estime dès lors justifier d'un intérêt distinct de l'intérêt général et prétend que la norme entreprise affecte effectivement son objet social.

A.1.3. Les autres parties requérantes dans les affaires n^{os} 2304 et 2431 sont toutes propriétaires d'un immeuble situé dans le voisinage immédiat de l'aéroport de Bierset mais qui n'est pas repris en zone A.

Elles s'estiment lésées par le décret du 8 juin 2001, d'une part, en ce que l'indicateur de bruit dont il impose l'usage diminue l'importance réelle des nuisances subies par ces riverains et d'autre part, en ce qu'il n'organise pas de procédure de rachat, par la Région wallonne, des immeubles repris en zone B, mais leur octroie seulement une prime à l'isolation. En outre, les travaux réalisés à l'aide de cette prime ne garantiraient nullement un niveau de bruit conforme aux normes fixées par l'Organisation mondiale de la santé. Les discriminations dénoncées seraient d'autant plus importantes que l'aéroport est appelé, à terme, à développer davantage encore ses activités, de jour comme de nuit.

A.1.4. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2304 et 2431 s'estiment également discriminées par le décret de la Région wallonne du 25 octobre 2001 « modifiant l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit » au motif qu'il confirme l'usage de l'indicateur L_{dn} pour la délimitation des zones du plan d'exposition au bruit, ainsi que le nombre de décibels requis pour déterminer l'étendue de la zone B. Le décret serait également discriminatoire en ce qu'il oblige les riverains qui ne sont pas repris en zone A à avancer les frais d'études à réaliser pour bénéficier du principe d'équité que ce décret consacre, ainsi qu'à supporter ces frais si leurs prétentions ne s'avèrent pas fondées.

A.1.5. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt de l'a.s.b.l. Net Sky à introduire une requête qui aurait pour objectif la protection de l'environnement et la qualité de la vie. Il soutient que l'intérêt collectif dont se prévaut l'association ne serait pas distinct de la somme des intérêts individuels de ses membres. Le Gouvernement wallon n'aperçoit pas, en outre, en quoi le décret attaqué porterait atteinte à l'objet social de l'association.

Quant au fond

Position des parties requérantes dans les affaires n^{os} 2303 et 2432

A.2.1. Les parties requérantes invoquent, dans un premier moyen, la violation, par l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 8 juin 2001 et par l'article 1^{er}, § 2, du décret du 25 octobre 2001, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 22 et 23, alinéa 3, 2^o et 4^o, de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Elles reprochent aux dispositions précitées d'imposer au Gouvernement wallon une mesure calculée en L_{dn} comme seul critère de différenciation entre les riverains de l'aéroport, avec pour conséquence que, d'une part, des riverains qui connaissent des nuisances sonores identiques ne sont pas traités juridiquement de la même manière et, d'autre part, des riverains qui connaissent des nuisances essentiellement diurnes sont traités de la même manière que ceux qui connaissent des nuisances essentiellement nocturnes.

A.2.2. Les parties requérantes commencent par donner un certain nombre de définitions techniques relatives à l'acoustique. Il est exposé que l'intensité sonore d'un bruit se définit en décibels (dB), à partir d'une fonction logarithmique de l'amplitude du son, calculée en Pascals (Pa). Pour déterminer les nuisances liées à un son, les décibels sont pondérés à l'aide d'un filtre fréquentiel « A », afin de correspondre au mieux à la sensibilité de l'oreille humaine. Selon les parties requérantes, il convient de distinguer l'intensité d'une nuisance sonore de la gêne ressentie subjectivement par la personne qui la subit.

A.2.3. Pour ce qui concerne les zones d'exposition au bruit, les parties requérantes rappellent que la zone A est celle dans laquelle les effets des nuisances sonores sont inacceptables pour une fonction d'habitation et dans laquelle il est techniquement impossible de procéder à une insonorisation suffisante pour assurer le sommeil des résidents. Les autres zones correspondraient à des endroits où cette insonorisation reste possible.

A.2.4. Quant aux critères adoptés par la Région wallonne, c'est le critère « Level day-night » de 70 décibels qui a été choisi pour la zone A, tandis que la zone B est fixée entre 65 et 70 dB, la zone C, entre 60 et 65 dB, et la zone D, entre 55 et 60 dB.

Les parties requérantes examinent l'adéquation du critère de différenciation par rapport au but du législateur qui était de protéger la santé publique et la qualité du sommeil, en intervenant de manière différenciée en fonction de l'importance de la gêne subie par les riverains des aéroports wallons.

Elles font référence à plusieurs indicateurs de bruit.

A.2.5. Le L_{Amax} ou « niveau sonore maximum » est le niveau de bruit maximum engendré par le passage d'un avion et est mesuré en décibels A.

Le L_{Aeq} ou « niveau équivalent » permet de déterminer le bruit moyen subi à un endroit particulier pendant un temps « t » déterminé.

Le L_{dn} ou day/night level est une forme particulière du L_{Aeq} dans laquelle le niveau équivalent est calculé sur une période de 24 heures. Une pénalité de 10 dB est ajoutée à chaque événement nocturne.

Enfin, le Level night (L_{Night}) est une forme du niveau équivalent (L_{Aeq}) calculée sur une période « t » correspondant à la nuit.

A.2.6. Les parties requérantes exposent que la prise en compte du critère L_{dn} a comme désavantage, pour les aéroports qui fonctionnent essentiellement la nuit, comme celui de Bierset, de pondérer les bruits nocturnes (9/24^e du temps pris en compte par l'équation) avec la quasi absence de bruits diurnes (15/24^e), ce qui a pour conséquence de faire baisser le L_{Aeq} .

Ce critère ne suffirait pas pour apprécier l'impact réel des bruits d'avion sur le sommeil. Pour les parties requérantes, les habitations reprises en zone A devraient être celles pour lesquelles il est impossible de réaliser des travaux d'insonorisation lorsqu'on tient compte de l'importance des bruits de crête, quantifiés grâce au critère L_{Amax} . L'ensemble des immeubles soumis à ces bruits de crête devraient connaître le même régime de protection.

A.2.7. Les parties requérantes concluent, dans une première branche, que les personnes subissant le même type de gêne ne peuvent être soumises à des régimes différents, sans subir une discrimination injustifiable. Elles reprochent également au décret, dans une deuxième branche, d'empêcher le Gouvernement de prendre en compte un autre critère que celui du L_{dn} , ce qui lui impose de traiter de manière identique des riverains qui se trouvent dans des situations différentes.

A.3.1. Les parties requérantes prennent un deuxième moyen de la violation, par les dispositions attaquées, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 22 et 23, alinéa 3, 2^o et 4^o, de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel, en ce qu'elles établissent un régime juridique distinct pour les riverains de la zone A et ceux de la zone B.

L'utilisation du critère de 70 dB(A) ne serait pas pertinente par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur wallon.

A.3.2. Il est allégué que le seuil de dangerosité habituellement déterminé par la communauté scientifique correspond à un L_{dn} de 65 dB(A). Plusieurs rapports d'expertise sont cités à l'appui de cette thèse. Les riverains de la zone B, qui sont soumis à un L_{dn} de 66 dB(A) ou plus, seraient donc discriminés par rapport aux habitants de la zone A, alors que leur santé est tout autant mise en péril.

A.4. Enfin, dans un troisième moyen, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 22 de la Constitution, en ce que les décrets porteraient atteinte, de manière disproportionnée, à leur droit au respect de la vie privée et familiale et du domicile. Les parties requérantes renvoient à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme Hutton contre Royaume-Uni, du 2 octobre 2001, pour expliquer qu'en l'espèce, la Région wallonne a créé une discrimination entre les riverains en fixant les zones sans avoir réalisé d'étude d'incidences ou d'expertise relative aux effets qu'aurait le développement de l'activité nocturne de l'aéroport sur le sommeil des riverains et en ne connaissant pas le réel impact économique de sa décision.

Dans les affaires n^{os} 2304 et 2431

A.5.1. Dans le premier moyen de leurs requêtes, les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2304 et 2431 invoquent la violation, par le décret du 8 juin 2001 et celui du 25 octobre 2001, de l'article 22 de la Constitution, ainsi que l'incompétence de l'auteur de l'acte.

Les parties requérantes se réfèrent également à l'arrêt Hutton contre Royaume-Uni, rendu le 2 octobre 2001 par la Cour européenne des droits de l'homme.

A.5.2. Elles allèguent que seul le législateur fédéral est compétent pour déroger au droit garanti par l'article 22 de la Constitution. Les communautés et les régions n'auraient, en revanche, pour seule compétence que celle de garantir la protection du droit fondamental consacré par cet article. Le législateur décentralisé aurait outrepassé ses compétences en adoptant des décrets qui portent atteinte au droit à un environnement sain des riverains, tel qu'il est consacré par la disposition constitutionnelle précitée.

A.6.1. Un deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 22 et 23 de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Tout comme les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2303 et 2432, et pour les mêmes motifs, elles reprochent au décret d'avoir fait usage de l'indicateur de bruit L_{dn} , et non du L_{Amax} . Les parties requérantes subiraient des crêtes de bruit allant jusqu'à 92 dB(A) à l'occasion du passage des avions les plus bruyants, ce qui les réveillerait plus d'une dizaine de fois par nuit et les conduirait à un état dépressif.

A.6.2. Elles allèguent également que la Région wallonne n'aurait pas entrepris les démarches nécessaires et complètes pour trouver la solution la moins préjudiciable pour les riverains, eu égard aux rapports d'experts qui ont été établis, de sorte que l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 22 de la Constitution auraient été violés.

A.6.3. Dans la deuxième branche du deuxième moyen de leurs requêtes, les parties requérantes soutiennent que le choix de délimiter la zone B du Plan d'exposition au bruit par des nuisances sonores comprises entre 65 et 70 dB(A) n'est pas raisonnablement justifié dès lors que suivant les études scientifiques réalisées par des spécialistes, les nuisances sont qualifiées d'intolérables au-delà du seuil de 66 dB suivant l'indicateur L_{dn} .

A.7.1. Dans l'affaire n° 2304, un troisième moyen est pris de la violation, par le décret du 8 juin 2001, des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 16, 17, 22 et 23 de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi qu'avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention.

A.7.2. Il est soutenu, dans une première branche du moyen, que les travaux d'insonorisation prévus pour les habitations situées en zone B sont inadéquats, eu égard à l'importance des nuisances subies par les riverains de cette zone. Si le régime envisagé permet d'isoler efficacement l'immeuble — ce dont doutent les parties requérantes —, il rendrait l'utilisation des terrasses et jardins impossible, en sorte que les riverains sont privés d'une part importante de la jouissance de leur bien. Les riverains de la zone B seraient, de ce fait, victimes d'une discrimination par rapport aux riverains de la zone A, en ce que les nuisances sonores qu'ils subissent sont de même intensité que celles subies par les habitants de la zone A.

A.7.3. Dans une deuxième branche du moyen, il est allégué que l'objectif qui est poursuivi par le législateur d'affaiblir le bruit de 42 dB(A) et de 38 dB(A) selon qu'il s'agit des pièces de nuit ou de jour est inapproprié et entraîne une discrimination entre les riverains de la zone B et ceux de la zone A.

A.7.4. Les parties requérantes renvoient aux seuils de bruit maxima qui sont fixés dans le décret, soit 93 dB(A) pour le jour et 87 dB(A) pour la nuit, auxquels le législateur s'est référé pour fixer le taux d'affaiblissement du bruit de manière à aboutir à l'objectif des 45 et 55 dB(A) préconisés par l'Organisation mondiale de la santé. Selon les parties requérantes, les chiffres qui sont érigés en crêtes de bruit à ne pas dépasser ne sont que la résultante de moyennes de différentes crêtes de bruit, qui sont parfois nettement plus élevées que celles fixées par le décret attaqué. L'efficacité des sanctions prévues par le décret, dans l'hypothèse où les avions ne respecteraient pas les seuils de bruit maxima est, en outre, mise en cause, dès lors qu'aucune mesure d'exécution n'a encore été prise, ce qui rend le système inapplicable. Par ailleurs, les sanctions prévues sont facultatives et leur montant est faible par rapport aux investissements que représente l'adaptation des avions pour atteindre les seuils de bruit imposés.

Les parties requérantes en concluent que la Région wallonne n'a pas pris la mesure la moins préjudiciable pour les riverains.

A.7.6. Dans une troisième branche, les parties requérantes se plaignent du fait que les travaux d'insonorisation des immeubles pour affaiblir les nuisances sonores seront insuffisants chaque fois que les seuils de bruit maxima sont dépassés. Cela témoignerait d'un manque de prudence de la Région wallonne, qui serait contraire à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et à l'article 22 de la Constitution.

A.8. Enfin, dans le quatrième moyen de leur requête, les parties requérantes dans l'affaire n° 2304 invoquent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 16, 17, 22 et 23 de la Constitution, et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le décret ne prévoit aucune mesure d'aide en faveur des personnes qui sont propriétaires d'immeubles loués à des fins commerciales ou utilisés à des fins professionnelles. Les travaux d'insonorisation ne sont en effet pris en charge par la Région wallonne que pour les immeubles d'habitation.

A.9.1. Dans l'affaire n° 2431, les parties requérantes prennent un troisième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 22 et 23 de la Constitution et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le décret du 25 octobre 2001 impose aux riverains qui ne seraient pas repris dans les zones à risque d'avancer les frais relatifs aux mesures individuelles qui les concernent et en ce que ces frais ne leur seraient remboursés que si leurs prétentions sont déclarées fondées. Il est allégué, pour le surplus, que le décret laisse le soin à l'administration de déterminer, selon sa propre appréciation, les critères en fonction desquels telle zone doit être considérée ou non comme zone à risque, de sorte que le décret ne fixerait aucun critère objectif de distinction entre les deux catégories de personnes comparées.

Le moyen employé ne serait, en outre, pas proportionné par rapport à l'objectif du législateur dès lors que les personnes gênées par les nuisances sonores risquent de renoncer au bénéfice du principe d'équité, de peur de devoir prendre en charge les frais relatifs aux mesures individuelles si leur demande est rejetée.

Dans les affaires nos 2431 et 2432

A.10.1. Une requête en intervention est introduite par plusieurs riverains repris dans la zone B de l'aéroport de Bierset, ainsi que par des riverains qui ne sont pas repris en zone A de l'aéroport de Gosselies. Ils s'en réfèrent aux moyens développés par les parties requérantes dans les affaires nos 2431 et 2432, à l'exception du premier moyen de l'affaire n° 2431.

A.10.2. Les parties intervenantes indiquent toutefois qu'elles n'entendent pas tirer les mêmes conséquences de ces moyens que les parties requérantes.

Ainsi entendent-elles voir annuler la mention de l'indicateur L_{dn} reprise au paragraphe 2 de l'article 1^{er} du décret du 25 octobre 2001, pour laisser la place à un autre indicateur qui serait, selon elles, plus adéquat.

Quant au fait que cet indicateur soit déjà présent dans le décret du 1^{er} avril 1999, il est soutenu que plusieurs questions préjudicielles pourraient être posées à la Cour concernant cette disposition. Ces questions ouvriraient ensuite la possibilité d'une annulation, sur la base de l'article 4, 3^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

A.10.3. Les parties intervenantes suggèrent également qu'une réserve d'interprétation soit faite, visant à dire que les normes exprimées en décibels sont des normes optimales qui n'empêchent nullement le Gouvernement d'adopter une position plus souple pour les riverains concernés.

A.10.4. Les parties intervenantes demandent aussi l'annulation de l'article 1^{er bis}, § 3, alinéa 2, 5^o, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, au motif qu'il serait discriminatoire à l'égard des riverains d'aéroports ouverts 24 heures sur 24, par rapport aux riverains d'aéroports ouverts seulement la journée.

A.10.5. Elles suggèrent également, au regard du troisième moyen soulevé dans l'affaire n° 2431, d'annuler la dernière phrase de l'article 1^{er bis}, § 3, point 10, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, instaurée par l'article 1^{er}, § 3, du décret attaqué.

Les parties intervenantes demandent que l'annulation qui serait opérée ne soit pas rétroactive. Elles demandent également que la Cour ordonne plusieurs mesures d'instruction, notamment la production de rapports d'expertise dont se prévalent les parties dans les différentes requêtes en annulation.

Les parties intervenantes avancent les mêmes suggestions concernant le décret du 8 juin 2001.

Enfin, les parties intervenantes qui sont à proximité de l'aéroport de Gosselies font valoir que l'indicateur L_{dn} est tout aussi inapproprié pour l'aéroport de Gosselies, qui n'est pas, selon elles, à l'abri d'une extension du trafic nocturne.

Position du Gouvernement wallon dans les affaires n^{os} 2303 et 2432

A.11.1. Quant à la première branche du premier moyen dans les affaires n^{os} 2303 et 2432, le Gouvernement wallon soutient que l'indicateur de bruit L_{dn} a été fixé, non par le décret attaqué, mais par celui du 1^{er} avril 1999 modifiant la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit. Le moyen manquerait donc en droit.

A.11.2. Le Gouvernement wallon expose, à titre subsidiaire, que l'indicateur L_{dn} est adéquat et ne peut être critiqué.

Il fait référence à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à propos de l'article 8 de la Convention et tente ensuite de démontrer que cette disposition n'a pas été violée par le décret attaqué.

Il est allégué que si l'on pouvait qualifier les nuisances générées par l'aéroport de Liège-Bierset d'ingérence dans le droit au respect du domicile et de la vie privée et familiale, cette ingérence n'est pas pour autant injustifiée. D'une part, elle est prévue par la loi, en particulier l'article 6, § 1^{er}, X, 7^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 27, § 2, de la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions. D'autre part, le développement de l'aéroport doit participer au redressement économique d'une région en déclin depuis un certain nombre d'années.

A.11.3. Le Gouvernement wallon insiste encore sur le fait qu'en ce qui concerne l'obligation positive, pour les Etats, de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit au respect de la vie privée et familiale, les riverains sont en mesure d'apprécier les risques de répercussion de l'état de l'environnement sur leur bien-être et la jouissance de leur domicile, indépendamment de toute information. La tenue de réunions d'informations régulières, la création d'un comité de concertation et la mise sur pied de différentes cellules ont en outre participé au respect de cette obligation d'information.

Il ne serait, en outre, nullement prouvé que l'équilibre entre les intérêts des individus et les intérêts économiques de la société aurait été rompu.

A.11.4. Le Gouvernement wallon reprend la jurisprudence de la Cour européenne relative à l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Il examine ensuite la pertinence du choix opéré pour le critère L_{dn} . Il rappelle que ce critère tient compte des quatre paramètres que sont les crêtes de bruit, le temps de passage de chaque avion, le nombre total d'avions et la période durant laquelle les avions passent. Un projet de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation et à la gestion du bruit ambiant confirmerait que le L_{dn} permet l'établissement d'une carte de bruit. La Région wallonne serait dès lors en avance par rapport aux échéances d'utilisation du critère préconisé par la directive en projet. L'indicateur L_{Amax} , qui est utilisé pour déterminer le niveau de bruit maximum engendré par le passage d'un avion, ne permettrait pas de circonscrire la taille des zones géographiques concernées par les nuisances sonores, comme le permet le L_{dn} .

A.11.5. La Région wallonne aurait également pris les mesures de précaution requises en ne permettant aucun dépassement de niveau sonore de 45 db(A) L_{Amax} dans les chambres à coucher, plus de 10 à 15 fois par nuit, lors de la fixation du niveau de protection par insonorisation.

A.11.6. Le Gouvernement wallon réfute le rapport de l'expert Plom, auquel les parties requérantes se sont référées. Celui-ci serait scientifiquement incorrect dès lors qu'il se fonde sur une méthode à laquelle nul autre aéroport dans le monde ne s'est référé et qu'il a cliché une situation acoustique qui a existé à l'endroit du mesurage le jour de la mesure, qui ne tient pas compte des autres situations que sont celles des week-ends ou des inversions de sens décollage/atterrissage dues aux conditions météorologiques, ainsi que des fluctuations des niveaux sonores qui auraient été constatées si la mesure avait été prise au même endroit à plusieurs reprises.

A.11.7. A l'affirmation selon laquelle la méthode employée serait inadéquate pour des aéroports qui fonctionnent essentiellement la nuit, il est répondu qu'elle ne tient pas compte d'une évolution des activités que l'aéroport sera appelé à connaître à l'avenir. Le critère L_{dn} serait justifié dès lors qu'il procède à une moyenne de 24 heures, tenant compte de cette évolution.

A.11.8. Le Gouvernement wallon en conclut que le critère choisi par le décret est adéquat puisque l'appréciation des nuisances nocturnes à l'intérieur des habitations a lieu par la combinaison de ce critère, soit l'indicateur L_{dn} , avec l'indicateur L_{Amax} qui a pour objet de tenir compte des crêtes de bruit dont se plaignent les requérants.

A.11.9. Le Gouvernement wallon rappelle encore que le décret de la Région wallonne du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit permet une vérification, sur le terrain, du nombre de db(A) exprimés en L_{dn} de manière à permettre à celui qui ne se trouve pas en zone A, mais qui subit des nuisances équivalentes à 70 db(A) L_{dn} , d'être transféré en zone A et de bénéficier des mesures d'accompagnement applicables à celle-ci.

A.11.10. En ce qui concerne la deuxième branche du premier moyen, le Gouvernement wallon soutient que l'argumentation sous-estime l'impact des 10 db applicables à titre de pénalité pour tout vol de nuit.

Il souligne également qu'il n'appartient à la Cour de critiquer le choix opéré par le législateur que si les distinctions qui en résultent sont manifestement arbitraires ou déraisonnables. Or, tel ne serait pas le cas en l'espèce.

A.11.11. Quant au deuxième moyen soulevé par les parties requérantes, le Gouvernement wallon soutient, ici encore, que c'est le décret du 1^{er} avril 1999 qui est, en réalité, critiqué dès lors que c'est ce décret qui aurait établi le seuil de 70 db(A) pour la première zone du plan d'exposition au bruit, soit la zone A.

A titre subsidiaire, le Gouvernement rappelle que le seuil de 70 db(A) a été choisi pour des raisons de faisabilité des mesures d'insonorisation des immeubles destinés à l'habitat, dès lors qu'au-delà de cette limite, il devient quasi impossible de procéder à ces travaux à un coût raisonnable eu égard à la valeur vénale du bien.

A.11.12. Le Gouvernement wallon souligne qu'il n'est pas établi que le riverain qui se trouve en zone B, avec une nuisance sonore entre 65 et 70 db(A) selon l'indicateur L_{dn} , se trouverait dans une situation moins avantageuse que le riverain qui supporte 70 db(A) et qui ne saurait bénéficier d'une isolation efficace.

A.11.13. Le Gouvernement wallon répond au troisième moyen soulevé par les parties requérantes dans l'affaire n° 2303 en soutenant que la portée de l'article 22 de la Constitution ne peut être purement et simplement assimilée à celle de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. La disposition constitutionnelle précitée n'inclurait nullement le droit à un environnement sain. Il est rappelé que d'après la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, l'attention doit être portée sur un juste équilibre entre les intérêts de l'individu et ceux de la communauté. Les Etats jouiraient à cet égard d'une certaine liberté d'appréciation.

A.11.14. La Région wallonne aurait, en l'espèce, procédé à des études préalables qui tiennent compte de l'incidence économique du fret aérien de nuit pour l'aéroport de Bierset. L'accent aurait été mis sur la nécessité d'exploiter l'aéroport 24 heures sur 24. Des rapports auraient également été établis pour évaluer les nuisances sonores subies par les riverains, à la suite desquels le critère L_{dn} a été retenu pour déterminer la gêne acoustique occasionnée par les activités actuelles et futures de l'aéroport.

A.11.15. En réponse au troisième moyen dans l'affaire n° 2432, le Gouvernement wallon fait observer que, compte tenu du fait que le plan d'exposition au bruit a été établi sur la base d'une simulation de vol et que la délimitation des zones s'est réalisée à partir d'un logiciel, le législateur décrétoal a voulu apporter une mesure corrective à cette simulation. Le Gouvernement souligne également que le niveau de gêne sonore est ressenti de manière très variable par les riverains de l'aéroport et que les mesures de vérification individuelles représentent un coût important, de sorte que le législateur décrétoal aurait exposé les deniers publics à des risques d'abus s'il avait autorisé pour tous les riverains un système de mesures gratuites. Ces mesures devraient principalement concerner les habitants situés en zone B, qui se trouvent à la périphérie de la zone A, ainsi que ceux de la zone C, périphérique à la zone B.

A.11.16. Le législateur aurait fait référence aux notions de « lieux et quartiers » afin qu'il soit procédé à des mesures préalables en des endroits situés à proximité de la périphérie de la zone, qui correspondent à des zones d'habitat, plutôt que d'avoir égard à des points équidistants autour de cette zone de référence, qui correspondraient le cas échéant à des zones non habitées. Il appartiendrait ainsi au Gouvernement de décider de la priorité à accorder à des quartiers traversés par la délimitation d'une zone ou à des quartiers à forte densité de population. Le Gouvernement devrait également décider du nombre de points de mesures préalables. Ces mesures permettraient ainsi au Gouvernement d'apprécier dans quels lieux ou quartiers les prétentions des riverains peuvent se révéler fondées. Si tel est le cas *prima facie*, le Gouvernement procéderait à ses frais aux mesures individuelles nécessaires. En revanche, si tel n'est pas le cas, le riverain serait contraint d'avancer les frais afférents aux mesures individuelles, bénéficiant d'un remboursement si sa prétention est déclarée fondée.

Le décret s'appuierait donc sur un critère objectif et raisonnablement justifié, dès lors que les lieux visés constituent une zone où les demandes individuelles de mesures peuvent apparaître *prima facie* fondées.

Dans les affaires n°s 2304 et 2431

A.12.1. Au premier moyen invoqué par les parties requérantes dans les deux affaires, le Gouvernement wallon répond que selon l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la Région est compétente en ce qui concerne la protection de l'environnement, en ce compris la lutte contre le bruit et l'équipement et l'exploitation des aéroports et des aérodromes publics. La Région wallonne n'aurait dès lors nullement excédé ses compétences en adoptant le décret entrepris.

A.12.2. Le Gouvernement wallon relève également que la Convention européenne des droits de l'homme ne contient aucune disposition spécifique consacrant le droit à un environnement sain. Ce droit a été inclus dans l'article 8 de la Convention par la Cour européenne des droits de l'homme. Quant à l'article 23 de la Constitution, il ne pourrait pas être considéré comme une règle répartitrice de compétences entre l'Etat, les communautés et les régions.

A.12.3. Selon le Gouvernement, l'on ne peut non plus considérer que l'article 22 de la Constitution consacre le droit à un environnement sain, même si le Constituant a renvoyé à l'interprétation de la Cour européenne relative à l'article 8 de la Convention. Il en est déduit que les articles 22 et 23 de la Constitution ont une portée différente.

A.12.4. Quant au deuxième moyen des requêtes, le Gouvernement wallon adopte une position identique à celle adoptée en réponse aux premier et deuxième moyens de la requête introduite dans les affaires n°s 2303 et 2432.

A.12.5. En ce qui concerne le troisième moyen dans l'affaire n° 2304, le Gouvernement wallon soutient que la différence de traitement qui existe entre les riverains de la zone A et ceux de la zone B s'explique par la différence des situations que ces riverains connaissent. Il n'est, en effet, pas possible d'envisager des travaux d'insonorisation pour les immeubles situés en zone A tandis que ces travaux peuvent être réalisés pour les immeubles situés en zone B du plan d'exposition au bruit. Pour le surplus, le Gouvernement rappelle l'existence du décret du 25 octobre 2001 qui permet aux riverains de la zone B de bénéficier des mesures prévues pour la zone A lorsqu'ils démontrent qu'ils subissent des nuisances identiques.

Le Gouvernement wallon rappelle encore que les mesures visant à réduire le bruit de 42 dB pour les pièces de nuit et 38 dB pour les pièces de jour sont conformes aux critères de l'Organisation mondiale de la santé.

A.12.6. Enfin, au moyen pris de l'absence de dispositions applicables aux propriétaires d'immeubles donnés en location à des fins commerciales ou utilisés pour partie à des fins professionnelles, le Gouvernement wallon répond que la différence de traitement peut se justifier dès lors qu'elle repose sur un critère objectif, adéquat pour atteindre le but légitime visé par l'autorité.

Réponse des parties requérantes

Dans les affaires n°s 2303 et 2432

A.13.1. A l'exception de tardiveté de la critique formulée à l'encontre du critère L_{dn} retenu dans les décrets attaqués, les parties requérantes répondent que la Cour a plusieurs fois admis que lorsque le législateur reprend dans une disposition nouvelle une disposition ancienne, il manifeste sa volonté de légiférer en la matière, en sorte que la Cour est habilitée à contrôler cette nouvelle norme.

A.13.2. Quant au choix du critère L_{dn} , les parties requérantes rappellent que les riverains de l'aéroport de Bierset subissent, depuis 1998, d'importantes nuisances sonores qui sont la cause de troubles du sommeil. Or, ces troubles du sommeil sont dus à des crêtes de bruit très importantes qui ne peuvent être suffisamment prises en compte par le critère L_{dn} , se fondant sur une présomption d'exploitation maximale de l'aéroport.

A.13.3. Les parties requérantes se réfèrent encore à un rapport de l'Organisation mondiale de la santé qui estimerait que l'on doit pouvoir dormir la fenêtre ouverte. Or, tel ne serait pas le cas, compte tenu des mesures d'insonorisation prévues par le décret. Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé établirait également que les nuisances sonores dues au bruit des avions ne peuvent être évaluées sur la base d'un niveau de bruit moyen et recommanderait une caractérisation séparée des expositions au bruit la nuit.

Il est fait référence à des rapports scientifiques qui suggèrent un ajout de plusieurs dB, en fonction de la gêne qui peut être ressentie de manière subjective par les personnes qui subissent les nuisances sonores. Il est allégué que si cette voie devait être suivie, les riverains situés en zone D seraient repris en zone A du Plan d'exposition au bruit.

A.13.4. Le rapport du professeur Bradley, sur lequel la Région wallonne s'est fondée, ne répondrait pas à l'objection tirée de la spécificité de l'aéroport de Bierset, qui fonctionne essentiellement la nuit. L'Union européenne aurait choisi des critères plus pertinents dans sa directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. En plus de l'indicateur L_{den} , cette directive impose aux Etats l'usage de l'indicateur L_{Night} , qui prend en compte un bruit moyen spécifiquement nocturne. La directive recommande, en outre, l'usage d'autres indicateurs lorsque le bruit a certaines caractéristiques.

A.13.5. Les parties requérantes suggèrent à la Cour de désigner un ou plusieurs experts, en application de l'article 91, alinéa 2, 5°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Elles allèguent encore que le seuil de 70 dB(A) L_{dn} est indéfendable dès lors qu'il ne repose sur aucun seuil scientifique. Quant au fait que le professeur Bradley aurait fondé son rapport sur l'habitat canadien, les parties requérantes soulignent que, contrairement à ce qu'affirme le Gouvernement wallon, cet habitat n'est pas exclusivement composé d'habitations en bois, mais également de bâtiments construits dans d'autres matériaux tels que le béton, le verre ou l'acier.

A.13.6. En réponse au Gouvernement concernant le troisième moyen, les parties requérantes rappellent que la Région wallonne ne disposait pas d'études suffisantes avant l'adoption des décrets contestés. Elle n'a dès lors pu mettre en balance de manière adéquate le bénéfice économique engendré par l'activité aéroportuaire et l'atteinte portée aux droits des riverains.

Dans les affaires n^{os} 2304 et 2431

A.14.1. En ce qui concerne l'intérêt à agir de l'a.s.b.l. Net Sky, les parties requérantes rappellent que l'objet social de l'association est directement affecté par les décrets attaqués et que l'intérêt collectif qu'elle défend se distingue de l'intérêt individuel de ses membres.

A.14.2. Quant au premier moyen, il est soutenu que l'article 22 de la Constitution réserve au législateur fédéral la compétence de garantir le droit à un environnement sain, de sorte que la Région ne peut instaurer des dérogations à ce droit, comme elle l'a fait dans les décrets attaqués. La même conclusion s'impose à propos de l'article 23 de la Constitution.

A.14.3. Pour ce qui est du deuxième moyen, les parties requérantes contestent l'interprétation qui est donnée par le Gouvernement wallon de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elles soulignent qu'un revirement de jurisprudence se serait opéré par l'arrêt Hatton, en sorte qu'il ne pourrait plus être fait référence à la jurisprudence antérieure de la Cour européenne. Se fondant sur ce dernier arrêt, les parties requérantes soutiennent que les Etats doivent en principe procéder à des études sur l'incidence économique que peut avoir l'exploitation d'un aéroport, tout en adoptant la solution la moins préjudiciable pour les riverains, ce qui n'aurait pas été le cas pour l'aéroport de Bierset.

A.14.4. Les parties requérantes insistent ensuite sur le fait que certains jours, les niveaux de nuisances sonores sont plus élevés que d'autres, de sorte que la méthode du bruit moyen ne peut être admise. Les expertises scientifiques réalisées à la demande de la Région wallonne marqueraient clairement leur préférence pour l'indicateur L_{Amax} . Or, ce sont précisément les crêtes de bruit qui éveillent les riverains et non le bruit moyen et théorique qui est mis en évidence par l'indicateur L_{dn} .

A.14.5. Les parties requérantes font encore valoir que le critère choisi par l'Union européenne, en l'occurrence le L_{dn} , doit être distingué du critère L_{dn} , dès lors qu'il prend davantage en compte, outre les nuisances nocturnes, les nuisances qui surviennent pendant la soirée.

A.14.6. Les parties requérantes contestent que la Région wallonne ait pris des mesures préventives suffisantes pour assurer le droit à un environnement sain des riverains. Elles mettent également en doute le fait que les nuisances subies par ceux-ci puissent être compensées par les retombées économiques générées par les vols de nuit sur l'aéroport de Liège-Bierset. Elles invoquent la mauvaise santé financière des sociétés de transport qui effectuent ces vols nocturnes et le peu d'emplois créés depuis le développement de ces activités.

A.14.7. Les parties requérantes rappellent, pour le surplus, que l'obligation d'informer les riverains n'aurait pas été respectée.

A.14.8. En ce qui concerne le seuil n'inhabitabilité, qui est fixé à 70 db(A), il est reproché à la Région wallonne de faire une mauvaise interprétation du rapport de l'expert Bradley. Les parties requérantes soutiennent qu'il est irrelevante de considérer que les habitations existantes pourraient faire l'objet de mesures d'isolation tandis que l'on ne pourrait envisager la construction de nouveaux immeubles, qui pourraient pourtant intégrer dès le départ l'isolation acoustique nécessaire. Une telle solution créerait également une discrimination entre les habitants des anciens immeubles et ceux des nouveaux immeubles.

A.14.9. Les parties requérantes se réfèrent également aux rapports d'expertise qui établiraient qu'au-delà de 66 db(A), le niveau de bruit ne convient pas pour une zone résidentielle. Elles font état d'un rapport de l'Organisation mondiale de la santé qui établirait qu'entre 65 et 70 db(A), des troubles de type cardio-vasculaire peuvent survenir chez les riverains.

A.14.10. Quant au troisième moyen dans l'affaire n° 2304, les parties requérantes commencent par répondre à l'objection tirée du défaut d'intérêt des septième et huitième requérants soulevé par le Gouvernement wallon.

Elles insistent ensuite sur le fait que des travaux d'insonorisation auraient pour effet de les priver d'une part importante de la jouissance de leurs biens.

Quant à la mesure qui vise à réduire les nuisances sonores pour atteindre 45 db(A), les parties requérantes soutiennent une fois encore que cela impliquerait que les avions ne dépassent pas des crêtes de bruit de 87 et 92 db(A), ce qui ne pourrait être le cas en pratique. Les sanctions prévues en cas de dépassement de ces maxima seraient, en outre, purement illusoire.

A.14.11. En ce qui concerne, enfin, le quatrième moyen dans l'affaire n° 2304, les parties requérantes allèguent que dès l'instant où c'est un but de santé publique qui est poursuivi, il n'y a pas lieu de distinguer les immeubles selon qu'ils sont affectés à des fins privées ou professionnelles.

A.14.12. Dans l'affaire n° 2431, les parties requérantes répondent, concernant le troisième moyen, que le décret du 25 octobre 2001 ne prévoit aucune règle et ne donne aucune précision quant aux notions de « lieux et quartiers » dans lesquels les prétentions des riverains peuvent apparaître *prima facie* fondées. Il n'existerait donc pas de critère objectif de distinction entre les deux catégories de personnes que le décret soumet à des traitements différenciés.

Mémoire du Gouvernement wallon en réponse à la requête en intervention introduite dans les affaires n^{os} 2431 et 2432

A.15.1. Le Gouvernement wallon rappelle, à propos des différents moyens soulevés par les parties intervenantes, qu'en vertu de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la requête en intervention ne peut en aucun cas modifier ou étendre le recours initial. Le Gouvernement demande, en conséquence, que les modifications suggérées par les parties intervenantes ne soient pas prises en considération.

A.15.2. A titre subsidiaire, le Gouvernement wallon souligne, en ce qui concerne le deuxième moyen, que la seule annulation de la mention L_{dn} dans le décret rendrait celui-ci inapplicable. En outre, elle n'aboutirait nullement à l'annulation de l'équation mathématique incluse à l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 par le décret du 1^{er} avril 1999, lequel n'a du reste pas été attaqué devant la Cour.

A.15.3. Quant à la seconde branche du deuxième moyen, le Gouvernement fait valoir qu'il ne serait pas sérieux de soutenir que les seuils de bruit en décibels, à les supposer applicables sans indicateur de référence, pourraient être considérés comme des normes optimales en deçà desquelles le principe d'équité pourrait néanmoins s'appliquer.

A.15.4. A propos du troisième moyen, le Gouvernement wallon prétend que l'annulation du point 10 de l'article 1^{er}, § 3, du décret attaqué aurait précisément pour effet de créer une discrimination entre les riverains.

A.15.5. Quant au nouveau moyen pris par les parties intervenantes, le Gouvernement wallon se réfère aux travaux préparatoires pour justifier la différence de traitement entre les riverains d'un aéroport exploité 24 heures sur 24 et ceux d'un aéroport pour lequel ce n'est pas le cas. Il indique en outre que l'on doit exclure que des travaux d'insonorisation soient autorisés pour les immeubles situés en zone A ou assimilés, alors que l'aéroport n'a pas atteint son seuil d'exploitation maximale.

A.15.6. En ce qui concerne la non-rétroactivité de l'annulation que prononcerait la Cour, le Gouvernement s'en remet à la sagesse de la Cour en insistant toutefois sur le fait que si la Cour peut maintenir les effets de certains actes administratifs, elle ne peut déclarer quels sont ceux qui devraient ou non être annulés.

A.15.7. Au sujet des mesures d'instruction suggérées par les parties intervenantes, le Gouvernement estime que les parties requérantes et intervenantes sont en possession de toutes les pièces d'expertise ainsi que des normes réglementaires prises en la matière, qui sont nécessaires pour la solution du litige.

A.15.8. Pour le surplus, le Gouvernement rappelle une fois encore qu'en choisissant le critère L_{dn} , le législateur n'a fait qu'anticiper l'application du L_{den} préconisé par le projet de directive européenne.

Le Gouvernement conclut que dès l'instant où la nécessité de l'expertise demandée par les intervenantes n'est pas établie, il n'y a pas lieu d'y faire droit.

A.15.9. En ce qui concerne les demandes formulées par les parties intervenantes à propos du décret du 8 juin 2001 modifiant l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, le Gouvernement wallon soutient qu'elles sont irrecevables, dès lors que les parties intervenantes n'ont introduit une demande en intervention que dans les affaires n^{os} 2431 et 2432, relatives au décret du 25 octobre 2001, et non dans les affaires qui concernent le décret du 8 juin 2001 précité.

Quant au grief invoqué par les troisième et quatrième parties requérantes en intervention, toutes deux riveraines de l'aéroport de Charleroi, le Gouvernement wallon invoque son irrecevabilité, dès lors qu'une intervention ne peut ni étendre ni modifier le recours initial. Le grief viserait en outre le décret du 8 juin 2001 fixant les heures d'exploitation des aéroports. Or, les parties requérants ne sont pas intervenues dans le recours en annulation dirigé contre ce décret. Le Gouvernement wallon en conclut que la demande en intervention doit être déclarée irrecevable sur ce point.

Mémoire en réponse des parties intervenantes dans l'affaire n^o 2431

A.16. Les parties intervenantes insistent sur le fait que la Région wallonne a consacré son mémoire à l'aéroport de Bierset, alors que deux d'entre elles sont des riverains de l'aéroport de Charleroi.

Elles comparent ensuite le système d'amendes administratives mis en place par le décret avec le régime répressif de droit commun, en l'occurrence celui qui est organisé par les articles 42, 43 et 43bis du Code pénal, pour conclure que ce système d'amendes administratives présente une forte dose de laxisme.

— B —

*Sur la recevabilité**Quant à l'intérêt de l'a.s.b.l. Net sky*

B.1.1. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt à agir de l'a.s.b.l. Net Sky dans les affaires n^{os} 2304 et 2432 au motif, d'une part, que l'intérêt collectif dont elle se prévaut se limiterait à la somme des intérêts individuels de ses membres et, d'autre part, que l'objet social de l'association ne serait pas directement affecté par les actes attaqués.

B.1.2. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; qu'il n'apparaisse pas que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.1.3. Selon ses statuts, l'a.s.b.l. Net Sky a pour but de « favoriser l'intégration harmonieuse des activités économiques de Liège-Airport, en protégeant la population de la région liégeoise des nuisances liées directement ou indirectement à tous les modes d'exploitation de l'aéroport de Liège ». Elle « se fixe comme premier objectif : la protection de l'environnement et de la qualité de la vie » et « elle s'efforcera d'imposer le respect de toutes les dispositions légales applicables à la vie en société et elle effectuera toutes les démarches indispensables pour garantir le but qu'elle s'est fixé dans le cas où la loi est muette ou inexistante ».

Un lien suffisant existe entre l'objet social prédéfini et les dispositions attaquées dans les deux requêtes. Celles-ci concernent, en effet, des mesures qui visent à lutter contre le bruit produit par les aéronefs qui utilisent les aéroports de la Région wallonne, dont celui de Liège-Bierset.

L'intérêt de l'association se distingue, en outre, de l'intérêt individuel de ses membres dès lors qu'elle entend protéger la population riveraine de l'aéroport, dans son ensemble, contre les nuisances liées à l'exploitation de l'aéroport.

B.1.4. Les recours introduits par l'a.s.b.l. Net Sky sont recevables.

Quant à la requête en intervention

B.2.1. Les requérants en intervention habitent dans la zone B de l'aéroport de Bierset ou à proximité de la zone A de l'aéroport de Gosselies. Ils risquent d'être directement et défavorablement affectés par le décret du 25 octobre 2001 dès lors que celui-ci prévoit des mesures applicables aux riverains qui subissent des nuisances sonores produites par l'exploitation des aéroports wallons.

B.2.2. Ils ont donc intérêt à intervenir dans le recours en annulation de dispositions qui peuvent leur être directement appliquées.

Sur le fond

Quant aux dispositions attaquées

B.3.1. Le décret du 8 juin 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit dispose :

« Article 1^{er}. A l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots 'correspondant à des seuils de bruit' sont supprimés;

2° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

“ La deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A).

La troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 60 dB(A) et inférieur à 65 dB(A).

La quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 55 dB(A) et inférieur à 60 dB(A). ”;

3° il est ajouté un paragraphe 4 et un paragraphe 5 rédigés comme suit :

“ § 4. Dans ces zones d'exposition au bruit, le Gouvernement wallon peut arrêter des seuils de bruit maximum exprimés en L_{max} à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

Ces seuils de bruit maximum sont déterminés en fonction de la valeur de l'indicateur L_{max} sur la base notamment des définitions suivantes :

[...]

- le niveau sonore maximum d'un aéronef, L_{max} : la valeur maximale du niveau de pression acoustique L_{Aeq} (1s) mesuré lors du passage d'un aéronef et spécifiquement engendré par lui en un lieu géographique déterminé, soit $\{L_{Aeq} (1s) \}_{avion}^{max}$

Pour ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB(A) exprimé en L_{max} .

Pour ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB(A) exprimé en L_{max} .

§ 5. En dehors des zones d'exposition au bruit que le Gouvernement peut arrêter, il est habilité à fixer des seuils de bruit maximum exprimés en L_{max} à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

En dehors des zones d'exposition au bruit délimitées pour l'aéroport de Liège-Bierset et l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, le seuil de bruit maximum engendré au sol est inférieur à 77 dB (A) exprimé en L_{max} ”;

4° il est ajouté un paragraphe 6, un paragraphe 7, un paragraphe 8 et un paragraphe 9 libellés comme suit :

“ § 6. La ou les principales pièces de nuit des habitations comprises dans les zones B, C et D du Plan d'exposition au bruit de Liège-Bierset font l'objet de travaux d'isolation qui, par des techniques appropriées, assurent le respect d'un affaiblissement du bruit de — 42 dB(A) pour les habitations de zone B, de — 37 dB(A) pour les habitations de zone C, de — 32 dB(A) pour les habitations de zone D.

Les travaux s'exécutent aux frais de la Région wallonne, dans les limites d'intervention, aux conditions et selon la procédure arrêtées par le Gouvernement.

De même, l'isolation de la ou des principales pièces de jour des habitations, comprises dans les zones B, C et D de Liège-Bierset ou dans les zones A, B, C et D de Charleroi-Bruxelles Sud, s'exécute également dans le respect d'un affaiblissement du bruit, le Gouvernement étant en outre chargé d'arrêter le seuil de bruit maximum engendré au sol, entre 7 heures et 22 heures, exprimé en L_{max} , étant entendu que pour les zones B, le seuil de bruit est fixé à 93 dB(A) maximum et l'affaiblissement du bruit à 38 dB(A).

§ 7. Les sanctions visées à l'article 6 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne sont applicables en cas de non-respect des seuils de bruit engendrés au sol, exprimés en L_{max} .

§ 8. Les seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en L_{max} , ne sont applicables qu'à partir du 1^{er} juillet 2002, pour les compagnies ayant exploité des aéronefs sur ces aéroports avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 9. Le Gouvernement peut fixer des seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en L_{max} , inférieurs aux seuils fixés dans le présent décret. ”

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

B.3.2. Le décret du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit énonce :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 1^{er} bis, § 2, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, remplacer la phrase 'Le périmètre des zones d'exposition au bruit ainsi obtenu est pondéré sur la base notamment des caractéristiques d'implantation des constructions, de leur équipement et de leur destination.' par la phrase 'Le périmètre des zones d'exposition au bruit ainsi obtenu peut être adapté par le Gouvernement sur la base notamment des caractéristiques d'implantation des constructions, de leur équipement et de leur destination.'

§ 2. A l'article 1^{er} bis, § 3, de la même loi, ajouter un alinéa 2 rédigé comme suit : 'Dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1^{er} ci-dessus :

1° est réputé compris dans la zone A tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 70 dB(A);

2° est réputé compris dans la zone B tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A);

3° est réputé compris dans la zone C tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 60 dB(A) et inférieur à 65 dB(A);

4° est réputé compris dans la zone D tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 55 dB(A) et inférieur à 60 dB(A);

5° pour les aéroports ouverts 24 heures sur 24, les 2° à 4° ne sont applicables qu'aux immeubles bâtis ou non bâtis situés en dehors de la zone A. '

[...]

§ 3. A l'article 1^{er} bis, § 3, de ma même loi, ajouter un alinéa 3 rédigé comme suit :

[...]

8. l'appartenance par assimilation à une zone du plan d'exposition au bruit (A, B, C ou D) s'effectue par comparaison des résultats obtenus figurant dans le rapport de mesures mentionné au point 7, avec l'indicateur L_{dn} de la zone de référence (A, B, C ou D). Dans l'hypothèse où les indicateurs L_{dn} figurant dans le rapport de mesures dépassent ou sont égaux à l'indicateur de référence (70, 65, 60 ou 55 dB (A) au moins quatre fois, l'immeuble considéré est réputé situé dans la zone de référence (A, B, C ou D);

9. dans le cas mentionné au point 8, le procès-verbal des résultats obtenus ouvre le droit au bénéfice des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, dont la mise en oeuvre a lieu dans les conditions arrêtées par le Gouvernement;

10. en se conformant aux méthodes ci-dessus, le Gouvernement fait procéder à des relevés de mesures de niveaux sonores dans divers lieux ou quartiers situés notamment à la périphérie des zones. Ces mesures préalables lui permettent d'apprécier dans quels lieux ou quartiers une prétention au bénéfice de l'alinéa 2 peut se révéler fondée. Si les mesures auxquelles le Gouvernement a procédé de la sorte indiquent que la prétention de bénéficier d'une des dispositions prévues à l'alinéa 2 du § 3 ci-dessus apparaît *prima facie* fondée, le Gouvernement procède à ses frais aux mesures individuelles nécessaires. Si l'étude des relevés de niveaux sonores auxquels le Gouvernement a procédé ne permet pas une telle conclusion, celui qui estime néanmoins pouvoir prétendre au bénéfice de l'alinéa 2 avance les frais afférents aux mesures individuelles qui le concernent et les récupère dans la mesure où sa prétention s'avère fondée.'

§ 4. A l'article 1^{er} bis, § 3, de la même loi, ajouter un alinéa 4 rédigé comme suit :

'Le Gouvernement arrête la procédure de mise en oeuvre des alinéas 2 et 3 ci-dessus, ainsi que toutes mesures utiles à cet effet.'

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

B.3.3. L'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999 et modifié par les décrets précités, est actuellement rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement wallon est habilité à prendre des mesures en vue de protéger, à proximité des aéroports et des aérodromes en Région wallonne, le voisinage exposé au bruit produit par leur exploitation.

§ 2. A cette fin, le Gouvernement wallon peut arrêter, de manière décroissante, des catégories de zones d'exposition au bruit.

Les zones d'exposition au bruit sont déterminées en fonction de la valeur de l'indicateur de bruit L_{dn} , sur la base notamment des données suivantes :

[...]

La zone la plus exposée au bruit, dénommée 'Zone A', est celle pour laquelle l'indicateur de bruit L_{dn} donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 70 dB(A).

La deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A).

La troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 60 dB(A) et inférieur à 65 dB(A).

La quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 55 dB(A) et inférieur à 60 dB(A).

§ 3. Dans ces zones d'exposition au bruit, le Gouvernement wallon peut notamment :

1° acquérir tout immeuble bâti ou non bâti;

2° favoriser, le cas échéant par l'octroi de subside ou de prime, le placement de dispositifs destinés à réduire le bruit ou les vibrations, à les absorber ou à remédier à leurs inconvénients;

3° proposer une prime de déménagement au titulaire d'un bail de résidence principale;

4° imposer, le cas échéant, des normes d'isolation acoustique et l'utilisation de matériaux de construction spécifiques pour l'édification et la transformation des immeubles.

Dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1^{er} ci-dessus :

1° est réputé compris dans la zone A tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 70 dB(A);

2° est réputé compris dans la zone B tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A);

3° est réputé compris dans la zone C tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 60 dB(A) et inférieur à 65 dB(A);

4° est réputé compris dans la zone D tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 55 dB(A) et inférieur à 60 dB(A);

5° pour les aéroports ouverts 24 heures sur 24, les 2° à 4° ne sont applicables qu'aux immeubles bâtis ou non bâtis situés en dehors de la zone A.

En vue de l'application de l'alinéa 2 ci-dessus, le relevé des mesures des niveaux sonores induits par le trafic aérien civil et commercial en provenance ou à destination des aéroports relevant de la Région wallonne a lieu dans les conditions suivantes :

[...]

8. l'appartenance par assimilation à une zone du plan d'exposition au bruit (A, B, C ou D) s'effectue par comparaison des résultats obtenus figurant dans le rapport de mesures mentionné au point 7, avec l'indicateur L_{dn} de la zone de référence (A, B, C ou D). Dans l'hypothèse où les indicateurs L_{dn} figurant dans le rapport de mesures dépassent ou sont égaux à l'indicateur de référence (70, 65, 60 ou 55 dB (A) au moins quatre fois, l'immeuble considéré est réputé situé dans la zone de référence (A, B, C ou D);

9. dans le cas mentionné au point 8, le procès-verbal des résultats obtenus ouvre le droit au bénéfice des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, dont la mise en oeuvre a lieu dans les conditions arrêtées par le Gouvernement;

10. en se conformant aux méthodes ci-dessus, le Gouvernement fait procéder à des relevés de mesures de niveaux sonores dans divers lieux ou quartiers situés notamment à la périphérie des zones. Ces mesures préalables lui permettent d'apprécier dans quels lieux ou quartiers une prétention au bénéfice de l'alinéa 2 peut se révéler fondée. Si les mesures auxquelles le Gouvernement a procédé de la sorte indiquent que la prétention de bénéficier d'une des dispositions prévues à l'alinéa 2 du § 3 ci-dessus apparaît *prima facie* fondée, le Gouvernement procède à ses frais aux mesures individuelles nécessaires. Si l'étude des relevés de niveaux sonores auxquels le Gouvernement a procédé ne permet pas une telle conclusion, celui qui estime néanmoins pouvoir prétendre au bénéfice de l'alinéa 2 avance les frais afférents aux mesures individuelles qui le concernent et les récupère dans la mesure où sa prétention s'avère fondée.

Le Gouvernement arrête la procédure de mise en oeuvre des alinéas 2 et 3 ci-dessus, ainsi que toutes mesures utiles à cet effet.

§ 4. Dans ces zones d'exposition au bruit, le Gouvernement wallon peut arrêter des seuils de bruit maximum exprimés en L_{max} à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

Ces seuils de bruit maximum sont déterminés en fonction de la valeur de l'indicateur L_{max} sur la base notamment des définitions suivantes :

[...]

- le niveau sonore maximum d'un aéronef, L_{max} : la valeur maximale du niveau de pression acoustique L_{Aeq} (1s) mesuré lors du passage d'un aéronef et spécifiquement engendré par lui en un lieu géographique déterminé, soit $\{L_{Aeq}(1s)_{avion}\}_{max}$

Pour ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB(A) exprimé en L_{max} .

Pour ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone B', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone C', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB(A) exprimé en L_{max} .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'Zone D', le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB(A) exprimé en L_{max} .

§ 5. En dehors des zones d'exposition au bruit que le Gouvernement peut arrêter, il est habilité à fixer des seuils de bruit maximum exprimés en L_{max} à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

En dehors des zones d'exposition au bruit délimitées pour l'aéroport de Liège-Bierset et l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, le seuil de bruit maximum engendré au sol est inférieur à 77 dB(A) exprimé en L_{max} .

§ 6. La ou les principales pièces de nuit des habitations comprises dans les zones B, C et D du Plan d'exposition au bruit de Liège-Bierset font l'objet de travaux d'isolation qui, par des techniques appropriées, assurent le respect d'un affaiblissement du bruit de — 42 dB(A) pour les habitations de zone B, de — 37 dB(A) pour les habitations de zone C, de - 32 dB(A) pour les habitations de zone D.

Les travaux s'exécutent aux frais de la Région wallonne, dans les limites d'intervention, aux conditions et selon la procédure arrêtées par le Gouvernement.

De même, l'isolation de la ou des principales pièces de jour des habitations, comprises dans les zones B, C et D de Liège-Bierset ou dans les zones A, B, C et D de Charleroi-Bruxelles Sud, s'exécute également dans le respect d'un affaiblissement du bruit, le Gouvernement étant en outre chargé d'arrêter le seuil de bruit maximum engendré au sol, entre 7 heures et 22 heures, exprimé en L_{max} , étant entendu que pour les zones B, le seuil de bruit est fixé à 93 dB(A) maximum et l'affaiblissement du bruit à 38 dB(A).

§ 7. Les sanctions visées à l'article 6 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne sont applicables en cas de non-respect des seuils de bruit engendrés au sol, exprimés en L_{max} .

§ 8. Les seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en L_{max} , ne sont applicables qu'à partir du 1^{er} juillet 2002, pour les compagnies ayant exploité des aéronefs sur ces aéroports avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 9. Le Gouvernement peut fixer des seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en L_{max} , inférieurs aux seuils fixés dans le présent décret. »

Quant au premier moyen dans les affaires n^{os} 2304 et 2431

B.4.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2304 et 2431 prennent un premier moyen de la violation, par les décrets attaqués, de l'article 22 de la Constitution. Elles font observer que cet article consacre, tout comme l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, le droit à un environnement sain et que seul le législateur fédéral pourrait y apporter des dérogations, les communautés et les régions n'étant compétentes que pour garantir la protection de ce droit.

B.4.2. L'examen de la conformité d'un décret avec les règles de compétence doit précéder l'examen de sa compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.4.3. L'article 22 de la Constitution énonce :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixées par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

B.4.4. Le droit au respect de la vie privée et familiale a pour objet essentiel de protéger les personnes contre les immixtions dans leur intimité, leur vie familiale, leur domicile ou leur correspondance. La proposition qui a précédé l'adoption de l'article 22 de la Constitution insistait sur « la protection de la personne, la reconnaissance de son identité, l'importance de son épanouissement et celui de sa famille... » et elle soulignait la nécessité de protéger la vie privée et familiale « des risques d'ingérence que peuvent constituer, notamment par le biais de la modernisation constante des techniques de l'information, les mesures d'investigation, d'enquête et de contrôle menés par les pouvoirs publics et organismes privés, dans l'accomplissement de leurs fonctions ou de leurs activités ». (*Doc. parl.*, Sénat, 1991-1992, n° 100-4/2°, p. 3).

B.4.5. En outre, il ressort des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a entendu chercher « à mettre le plus possible la proposition en concordance avec l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [...], afin d'éviter toute contestation sur le contenu respectif de l'article de la Constitution et de l'article 8 de la [Convention] » (*Doc. parl.*, Chambre, 1993-1994, n° 997/5, p. 2).

B.4.6. La Cour européenne des droits de l'homme a admis (arrêt Powell et Rayner c. Royaume-Uni du 21 février 1990, arrêt Hatton c. Royaume-Uni, du 2 octobre 2001) que, lorsqu'elles sont exorbitantes, les nuisances sonores causées par les avions peuvent diminuer la qualité de la vie privée des riverains et qu'elles peuvent s'analyser, soit comme un manquement à l'obligation positive des États d'adopter des mesures adéquates pour protéger les droits que les requérants puisent dans l'article 8, paragraphe 1, de la Convention européenne, soit comme une ingérence d'une autorité publique qui doit être justifiée selon les critères énumérés au paragraphe 2 de cet article. Il faut à ce sujet avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts de l'individu et de la société dans son ensemble, l'État jouissant, dans les deux hypothèses, d'une marge d'appréciation pour déterminer les dispositions à prendre, spécialement lorsque l'exploitation d'un aéroport poursuit un but légitime et que l'on ne peut en éliminer entièrement les répercussions négatives sur l'environnement.

B.4.7. Il peut être admis, sous ces réserves, que, lorsqu'elles atteignent un degré insupportable, des nuisances sonores provenant du bruit des avions peuvent porter atteinte aux droits que les riverains d'un aéroport puisent dans l'article 22 de la Constitution.

B.4.8. Sans doute le droit à la protection d'un environnement sain a-t-il été inscrit à l'article 23 de la Constitution. Mais il ne pourrait en être déduit que l'article 22 ne pourrait plus être invoqué lorsque des nuisances sonores peuvent porter atteinte au respect de la vie privée et familiale, garanti par cet article.

B.4.9. Il ressort du texte même de l'article 22 de la Constitution que les régions doivent, dans l'exercice de leurs compétences, garantir le respect de la vie privée.

B.4.10. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les régions sont compétentes en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le bruit. L'article 6, § 1^{er}, X, 7^o, de la même loi spéciale leur donne compétence en matière d'équipement et d'exploitation des aéroports et des aérodromes publics, à l'exception de l'aéroport de Bruxelles-National.

B.4.11. En adoptant les dispositions attaquées, le législateur décréto a exercé des compétences dans des matières qui lui appartiennent. Il devait, à cette occasion, garantir le respect de la vie privée, conformément à l'article 22, alinéa 2, de la Constitution. Tel est l'objectif poursuivi par les dispositions entreprises. Celles-ci entendent, en effet, protéger les riverains d'aéroports contre les nuisances sonores produites par l'exploitation de ceux-ci.

B.4.12. Sans doute découle-t-il de l'article 22, alinéa 1^{er}, de la Constitution que seul le législateur fédéral peut déterminer dans quels cas et à quelles conditions le droit au respect de la vie privée et familiale peut être limité, mais cette compétence ne peut raisonnablement concerner que les restrictions générales à ce droit, applicables dans n'importe quelle matière. En juger autrement signifierait que certaines compétences des communautés et des régions seraient vidées de leur substance. Une ingérence dans la vie privée et familiale qui s'inscrit dans la réglementation d'une matière déterminée relève, dès lors, du législateur compétent pour régler cette matière.

B.4.13. Le moyen pris de l'incompétence du législateur décréto n'est pas fondé.

Quant au premier moyen dans les affaires nos 2303 et 2432 et à la première branche du premier moyen dans les affaires nos 2304 et 2431, réunis

B.5.1. Les parties requérantes allèguent, dans les quatre affaires, la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec ses articles 22 et 23, alinéa 3, 2^o et 4^o, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention. Ils reprochent aux deux décrets attaqués d'imposer au Gouvernement wallon l'usage de l'indicateur de bruit moyen L_{dn} pour la délimitation des zones d'exposition au bruit. Ce critère ne serait pas adapté pour évaluer les nuisances sonores causées par l'exploitation d'un aéroport qui fonctionne essentiellement la nuit. Il aurait pour conséquence de créer une discrimination à l'égard des riverains qui sont situés dans la zone B du plan d'exposition au bruit, par rapport à ceux qui sont situés en zone A, dès lors que ces deux catégories de riverains sont soumis à des régimes juridiques distincts alors qu'ils subissent des crêtes de bruit identiques.

L'application de l'indicateur de bruit L_{dn} créerait, en outre, une discrimination en traitant de manière identique les riverains qui subissent des nuisances sonores essentiellement nocturnes et ceux qui subissent des nuisances essentiellement diurnes.

B.5.2. Les parties requérantes estiment que seule l'application du critère L_{max} permettrait d'évaluer adéquatement les effets du bruit des avions sur le sommeil. Ce critère correspond au niveau de bruit maximum produit par le passage d'un avion et est mesuré en dB(A).

B.5.3. Selon le Gouvernement wallon, le moyen manque en droit puisque l'indicateur L_{dn} a déjà été utilisé dans le décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999 modifiant la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, pour la détermination de la zone A du Plan d'exposition au bruit. Le moyen reviendrait ainsi à critiquer le décret précité, alors qu'il n'a fait l'objet d'aucun recours.

B.5.4. L'article 1^{er}, 2^o, du décret du 8 juin 2001 modifiant l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit définit la zone B du Plan d'exposition au bruit comme étant celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A).

Le décret du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 prévoit qu'est réputé compris dans la zone A tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 70 dB(A). Est réputé compris dans la zone B tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A).

B.5.5. Les décrets entrepris déterminent l'étendue de la Zone B du Plan d'exposition au bruit à l'aide de l'indicateur de bruit L_{dn} . Les parties requérantes sont recevables à invoquer l'inadéquation du critère utilisé par le décret, même si cet indicateur était déjà utilisé dans un décret antérieur. L'exception soulevée par le Gouvernement wallon, en conséquence, est rejetée.

B.5.6. La Cour aura toutefois égard aux travaux préparatoires du décret du 1^{er} avril 1999 pour examiner la justification du critère choisi par le législateur décréteur pour définir les différentes zones d'exposition au bruit, cette justification ayant été exprimée pour la première fois à l'occasion de l'adoption de ce décret et étant implicitement confirmée, dans les décrets contestés, par le choix du critère L_{dn} pour déterminer l'étendue de la zone B.

B.5.7. La Cour doit également examiner s'il existe une justification objective et raisonnable pour traiter de la même manière les riverains qui subissent des nuisances essentiellement diurnes et ceux qui subissent des nuisances essentiellement nocturnes.

B.5.8. En adoptant les décrets contestés, le législateur décréteur entendait réaliser un équilibre entre les intérêts économiques de la Région et la protection de la santé des riverains qui subissent des nuisances sonores en raison de l'exploitation des aéroports (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/1, p. 2).

B.5.9. Les travaux préparatoires du décret du 1^{er} avril 1999 exposent ce qui suit :

« Le critère L_{dn} reconnu internationalement a été choisi parce qu'il prend en considération quatre paramètres liés au bruit des avions et identifiés par des spécialistes comme prépondérants quant à la gêne que les personnes peuvent ressentir :

1. le niveau sonore maximum au passage de chaque avion : la crête de bruit;
2. le temps de passage de chaque avion (un avion moins bruyant mais qui vole moins vite peut être perçu plus dérangeant qu'un avion plus bruyant mais volant plus vite);
3. le nombre total d'avions;
4. le moment où l'avion passe (de jour ou de nuit, étant entendu que dans cette dernière hypothèse, même si l'avion fait le même bruit qu'en pleine journée, il est plus mal perçu. On ajoute ainsi une pénalité de 10 dB à chaque vol de nuit dans le calcul du L_{dn} , ce qui permet de mieux appréhender la gêne ressentie la nuit). » (*Doc.*, Parlement wallon, 1998-1999, n° 485/4 et n° 403/2, p. 6)

Quant au choix de l'indicateur de bruit L_{dn} pour l'aéroport de Bierset qui, à l'heure actuelle, fonctionne essentiellement la nuit, les travaux préparatoires du décret du 8 juin 2001 mentionnent que le législateur wallon a entendu aboutir « à la définition d'un trafic maximal se fondant sur une projection d'une situation fictive de pleine activité à l'aéroport de Bierset » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/5, p. 4; Parlement wallon, C.R.I., 2000-2001, n° 21, p. 6).

B.5.10. Il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur décréteur quant au choix du critère à utiliser pour tenir compte des nuisances subies par les riverains d'aéroports wallons. La Cour est toutefois tenue de vérifier si le critère choisi ne repose pas sur une appréciation manifestement déraisonnable.

B.5.11. Outre le fait qu'il tient compte des crêtes de bruit, du nombre total d'avions et du temps de passage de chaque avion, le critère L_{dn} prend en considération le volume des vols nocturnes puisqu'il applique une pénalité de 10 dB(A) pour chacun de ceux-ci.

En adoptant un critère qui constitue une moyenne des bruits produits par le trafic aérien pendant 24 heures, et en justifiant cette mesure par le fait que l'aéroport de Bierset est appelé à connaître un développement tel que ce trafic sera autant diurne que nocturne, la Région wallonne a pris une mesure qui ne repose pas sur une appréciation manifestement déraisonnable par rapport à l'objectif décrit en B.5.8.

B.5.12. Pour le surplus, la Cour constate que, contrairement à ce qu'affirment les parties requérantes, le législateur décréteur a fait usage du critère L_{max} dans son décret du 8 juin 2001. Celui-ci prévoit, en effet, que, pour ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, dans la zone B du Plan d'exposition au bruit, le seuil de bruit maximum produit au sol est de 87 dB(A) exprimé en L_{max} .

Le décret habilite en outre le Gouvernement à fixer des seuils de bruit exprimés en L_{max} à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

Il a été déclaré, lors des débats parlementaires qui ont précédé l'adoption du décret du 8 juin 2001, que « fixer des zones sans tenir compte de la valeur L_{max} aurait été une mesure bancale. Pour les riverains, ce n'est pas seulement la prise en considération du niveau moyen de bruit, calculé au moyen de nombreux indices correcteurs, qui importe; la prise en compte des pointes de bruit revêt aussi une importance considérable » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/5, p. 4).

Le L_{max} devait permettre d'exclure les avions les plus bruyants, ainsi qu'il fut rappelé à l'occasion des débats préalables à l'adoption du décret du 25 octobre 2001. Le L_{max} devait, en outre, constituer une garantie complémentaire car « avec le seul indice L_{dn} , dix avions effectuant des vols nocturnes très bruyants réveillant à coup sûr les riverains (même si leurs habitations sont isolées) pourraient ne pas dépasser le seuil du L_{dn} 70 » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/2, p. 10).

B.5.13. Quant à la fixation du seuil de 87 dB(A) pour la zone B, cette limite a été justifiée par la circonstance que, dans l'optique du développement économique, il était requis d'accepter des avions long courrier à destination d'autres continents (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/5, p. 4).

Le décret a également prévu l'application de sanctions en cas de non-respect de ces seuils de bruit maximum produit au sol.

B.5.14. Il découle de ce qui précède qu'en ce qu'ils font usage de l'indicateur de bruit L_{dn} pour déterminer la zone B du Plan d'exposition au bruit, les décrets attaqués ne sont pas discriminatoires.

B.6.1. Il est encore reproché aux décrets attaqués de créer une discrimination à l'égard des riverains compris en zone B du Plan d'exposition au bruit, certains d'entre eux subissant des nuisances sonores identiques à celles subies par les riverains de la zone A, sans pouvoir bénéficier d'une procédure de rachat de leur immeuble par le Gouvernement, comme c'est le cas pour les immeubles compris en zone A du Plan d'exposition au bruit.

B.6.2. A l'occasion des discussions qui ont précédé l'adoption du décret du 8 juin 2001, le législateur décréta plusieurs fois manifesté son souci de respecter au mieux le principe d'équité entre les riverains de la zone A et ceux de la zone B (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/5, p. 10; C.R.I., 2000-2001, n° 22, p. 23).

B.6.3. C'est précisément pour répondre au grief invoqué par les parties requérantes que la Région wallonne a adopté le décret du 25 octobre 2001. Selon l'exposé des motifs, ce décret avait pour objectif d'« éviter que la division par zones du Plan d'exposition au bruit, basée sur la définition de périmètres, ne présente le risque de méconnaître des situations présentant des nuisances sonores égales ou supérieures à celles reconnues à l'intérieur d'une desdites zones, sans que les mesures prévues par les arrêtés d'exécution puissent leur être appliquées » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/1, p. 2). Cette intention s'est traduite par les dispositions du décret selon lesquelles les riverains de la zone B peuvent bénéficier de la mesure de rachat de leur immeuble lorsqu'il est établi qu'ils subissent des nuisances sonores pour lesquelles l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 70 dB(A).

Le législateur décréta ainsi veillé à permettre de tenir compte, cas par cas, des situations dans lesquelles l'application automatique des critères adoptés se révélerait inadéquate.

B.7. Le moyen n'est pas fondé.

Quant au deuxième moyen dans l'affaire n° 2303, au premier moyen et à la deuxième branche du deuxième moyen dans les affaires n°s 2304 et 2431, au troisième moyen dans l'affaire n° 2304, ainsi qu'au deuxième moyen dans l'affaire n° 2432, réunis

B.8.1. Les parties requérantes invoquent, dans les quatre affaires soumises à la Cour, le défaut de pertinence du seuil fixé à 70 dB(A) pour délimiter la zone A, par rapport à la zone B du Plan d'exposition au bruit. Il est allégué que, suivant des études scientifiques réalisées par des spécialistes, les nuisances sont qualifiées d'intolérables au-delà du seuil de 66 dB(A) suivant l'indicateur L_{dn} . Il en résulterait une discrimination entre les riverains de la zone A et ceux de la zone B, ces derniers ne pouvant bénéficier des mesures avantageuses dont bénéficient les premiers, alors qu'ils subiraient des nuisances sonores aussi néfastes pour leur santé.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 2304 se plaignent, en outre, de ce que les mesures d'insonorisation des immeubles situés en zone B du Plan d'exposition au bruit sont inadéquates en raison du degré des nuisances sonores qu'ils subissent et en ce que ces mesures privent les occupants de ces immeubles de la jouissance pleine et entière de leur habitation puisqu'ils devront y rester enfermés, sans possibilité d'utiliser leur jardin ou leur terrasse, sous peine de subir des nuisances graves, voire insupportables.

B.8.2. Les décrets attaqués définissent la zone B du Plan d'exposition au bruit comme étant celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A).

Comme la Cour l'a déjà indiqué en B.5.12, le législateur décréta a, en outre, fixé un seuil de bruit maximum produit au sol qui est de 87 dB(A), exprimé en L_{max} , pour les aéronefs volant la nuit et de 93 dB(A), pour ceux qui volent entre 7 heures et 22 heures.

Le décret du 8 juin 2001 prévoit que la ou les principales pièces de nuit des habitations comprises dans la zone B font l'objet de travaux d'isolation qui, par des techniques appropriées, assurent le respect d'un affaiblissement de bruit de 42 dB(A). L'affaiblissement de bruit des principales pièces de jour des habitations est fixé à 38 dB(A).

B.8.3. Il ressort des travaux préparatoires du décret du 8 juin 2001 que ces mesures ont été instaurées en vue de satisfaire aux normes édictées par l'Organisation mondiale de la santé, soit une norme de 55 dB(A) le jour et de 45 dB(A) la nuit : aucun réveil ne se produirait consécutivement à l'émission d'une nuisance sonore égale ou inférieure à cette amplitude (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 184/5, pp. 5 et 6). Il a été précisé, dans les travaux préparatoires du décret du 25 octobre 2001, qu'il s'agissait là d'une obligation de résultat (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/2, p. 4).

Le seuil de 70 dB(A), qui délimite la zone A du Plan d'exposition au bruit, a été justifié en ces termes : « [...] les enquêtes médicales ont démontré que des niveaux de bruit correspondant à un indicateur de $L_{dn} = 70$ dB(A) et au-delà ne conviennent pas pour des zones résidentielles » (*Doc.*, Parlement wallon, 1998-1999, n° 485/4 et n° 403/2, p. 6).

Ce seuil a été remis en cause à l'occasion des débats parlementaires qui ont précédé l'adoption du décret du 25 octobre 2001. On s'est étonné de ce que le projet avait abandonné les normes Bradley qui indiquaient clairement qu'au-dessus du L_{dn} 66, il n'était pas possible d'envisager un développement aéroportuaire raisonnable dans une zone résidentielle, alors que ces normes servaient de référence au précédent Gouvernement (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/2, p. 9). Il a été indiqué que la plupart des rapports scientifiques, techniques ou administratifs n'étaient pas favorables au critère L_{dn} 70 pour les zones résidentielles. Il fut répondu que « la norme du L_{dn} 70, complétée par le principe d'égalité et par la prise de mesures importantes pour les habitations soumises à des nuisances sonores inférieures au L_{dn} 70, devrait emporter l'adhésion des instances judiciaires qui seront appelées à se prononcer » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/2, p. 10).

B.8.4. La Cour n'est pas habilitée à substituer son appréciation à celle du législateur pour déterminer le critère adéquat qui lui permettra d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé. En revanche, elle doit examiner si le choix opéré par le législateur n'est pas manifestement arbitraire ou déraisonnable.

B.8.5. Les parties requérantes dans les affaires n°s 2303 et 2432 produisent, en annexe à leur requête, plusieurs rapports d'expertise acoustique.

Celui de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement relève, à propos du bruit mesuré à l'extérieur des habitations, qu'un niveau de bruit entre 65 et 70 dB(A) est insupportable et dangereux pour la santé et qu'il est couramment admis qu'aucune personne ne peut résider dans une zone soumise à des bruits d'avions supérieurs à 65 dB(A) (pages 30-1 et 30-3 du rapport).

Une étude d'incidences réalisée par le bureau POLY'ART indique que la solution consistant à isoler acoustiquement les habitations existantes de façon à ne pas dépasser le plafond de 45 dB(A) dans les chambres à coucher imposerait aux citoyens de vivre dans des conditions qui seraient insupportables (page 17 du rapport). Le même bureau a également souligné que des niveaux de bruit supérieurs à $L_{dn} = 66$ dB(A) ne convenaient pas pour les zones résidentielles (pages 17 et 45 du rapport). Ce dernier point de vue a également été confirmé par le groupe de travail A-Tech (Acoustic Technologies), mis sur pied par la Région wallonne (point 1.2, alinéa 4), de même que par l'expert J.-S. Bradley, auquel se sont référés les travaux préparatoires des décrets attaqués.

B.8.6. Le Gouvernement wallon soutient, dans son mémoire, que les conclusions du rapport Bradley ont été erronément traduites. Ce rapport aurait envisagé l'impossibilité de développer mais non de maintenir des zones résidentielles qui sont soumises à des nuisances de 66 dB(A) et plus. Le Gouvernement souligne également que les conclusions de ce rapport se fondent sur l'habitat canadien, soit des maisons en bois qui résistent moins au bruit que les immeubles construits chez nous, ce qui expliquerait que l'on fixe à 66 dB(A) L_{dn} le niveau de bruit extérieur maximum admis au Canada.

Quant à la limite de 70 dB(A), qui permet de différencier la zone A de la zone B, le Gouvernement se réfère au rapport d'A-Tech pour expliquer qu'il s'agit d'un seuil au-delà duquel les travaux d'insonorisation s'avèreraient techniquement difficiles et coûteux, voire impossibles, s'ils ne s'accompagnent pas d'un renforcement de la structure même des bâtiments.

B.8.7. Il n'appartient pas à la Cour de donner une appréciation sur les conclusions des différents rapports établis par des experts. La Cour constate toutefois qu'aucun de ces rapports ne permet de conclure que les riverains de l'aéroport de Bierset pourraient occuper leur habitation, sans qu'il soit porté une atteinte exorbitante au respect de leur vie privée, s'ils doivent subir des nuisances sonores qui se situent entre 65 et 70 dB(A).

B.8.8. Sans doute le classement en zone B des habitations subissant de telles nuisances est-il motivé par la possibilité technique de les insonoriser, tandis qu'au-delà de 70 dB(A), cette insonorisation nécessiterait un renforcement de la structure des bâtiments. Il ressort toutefois de l'ensemble des rapports que ces travaux d'insonorisation permettraient de réduire les nuisances de manière telle qu'elles ne mettraient plus en danger la santé des riverains, mais à la condition que ceux-ci vivent dans leurs habitations portes et fenêtres fermées, ce qui a été confirmé au cours des travaux préparatoires du décret du 25 octobre 2001 (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, 184/5, pp. 12-14; *Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 21, p. 8; *Doc.*, Parlement wallon, 2001-2002, n° 22, p. 16).

B.8.9. Il découle de ce qui précède que les habitants de la zone B, en ce qui concerne le droit au respect de leur vie privée et familiale, ne se trouvent pas dans une situation essentiellement différente de celle dans laquelle se trouvent les habitants de la zone A, de sorte que la différence de traitement critiquée n'est pas raisonnablement justifiée.

B.9. Le moyen, pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 22, de la Constitution est fondé.

Quant au troisième moyen dans l'affaire n° 2431

B.10.1. Les parties requérantes allèguent la violation, par le décret du 25 octobre 2001, des articles 10 et 11, lus isolément ou en combinaison avec les articles 22 et 23, de la Constitution, ainsi qu'avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que les riverains de la zone B, qui sont considérés comme étant dans une zone « à risque », peuvent bénéficier d'un mesurage gratuit des nuisances sonores qu'ils subissent, tandis que les autres riverains doivent avancer les frais relatifs aux mesures individuelles qui les concernent et ne sont remboursés que si leurs prétentions sont déclarées fondées.

B.10.2. L'article 1^{er}, § 3, du décret du 25 octobre 2001 ajoute un alinéa 3 à l'article 1^{er bis}, § 3, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, dont le point 10 prévoit que le Gouvernement peut procéder à des relevés de mesures de niveaux sonores dans divers lieux ou quartiers situés notamment à la périphérie des zones. Si les mesurages auxquels le Gouvernement a procédé indiquent que la prétention de bénéficier d'une des mesures que le décret prévoit apparaît à première vue fondée, le Gouvernement procède à ses frais aux mesures nécessaires. Si l'étude des relevés de niveaux sonores auxquels le Gouvernement a procédé ne permet pas d'arriver à une telle conclusion, celui qui estime pouvoir prétendre au bénéfice de telles mesures doit avancer les frais afférents aux mesurages et il les récupère si sa prétention s'avère fondée.

B.10.3. La disposition critiquée a été introduite dans le décret par une proposition d'amendement justifiée comme suit :

« La première partie du point 10 permet encore de ne pas pénaliser la situation de celui qui, ne disposant pas des fonds pour effectuer l'avance des frais nécessaires à l'exécution des mesures de niveaux sonores, renoncerait à sa prétention, alors que la demande individuelle ne paraît raisonnablement pas dépourvue de sens. » (*Doc.*, Parlement wallon, 2000-2001, n° 257/3, amendement n° 3, p. 3).

B.10.4. Le législateur décréte a pu considérer que, pour tenir compte des prétentions des riverains sans exposer les deniers publics à des demandes inconsidérées, il s'imposait de n'admettre la gratuité des mesurages que pour certains lieux ou quartiers pour lesquels les demandes des riverains apparaissent à première vue fondées. Comme l'indique le décret lui-même, les lieux et quartiers pris en compte visent des endroits situés notamment à la périphérie des zones du Plan d'exposition au bruit, pour lesquels le Gouvernement reçoit des demandes individuelles de mesurage de la part des riverains.

Une telle disposition, qui vise à corriger les imperfections que peut présenter un tracé effectué de manière théorique à l'aide d'un logiciel, en permettant au Gouvernement de procéder à des mesurages gratuits pour les riverains sans s'exposer à des demandes téméraires, est raisonnablement justifiée par rapport à l'objectif poursuivi.

B.11. Il s'ensuit que le moyen n'est pas fondé.

Quant au troisième moyen dans les affaires nos 2303 et 2432

B.12. Les parties requérantes reprochent au législateur décréte de ne pas avoir réalisé d'étude d'incidences ou d'expertise relative à l'impact qu'aurait le développement de l'activité nocturne de l'aéroport sur le sommeil des riverains et sur l'économie de la Région. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 22 de la Constitution auraient ainsi été méconnus. Les parties requérantes appuient leur thèse sur l'arrêt rendu le 2 octobre 2001 par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Hatton et autres c/ Royaume-Uni.

B.13. Le moyen, qui ne vise aucun article du décret entrepris, n'est pas dirigé contre le contenu de celui-ci mais contre l'absence de mesures qui auraient dû entourer sa préparation. La Cour n'est pas compétente pour apprécier si l'adoption d'un décret aurait dû être précédée de consultations, d'études ou d'expertises.

Quant au quatrième moyen dans l'affaire n° 2304

B.14.1. Les parties requérantes reprochent au décret du 8 juin 2001 de ne prévoir aucune mesure d'aide en faveur des personnes qui sont propriétaires d'immeubles qu'elles donnent en location à des fins commerciales ou qu'elles utilisent, pour partie, à des fins professionnelles.

B.14.2. Contrairement à ce qu'affirme le Gouvernement wallon dans son mémoire, l'une des parties requérantes est une société anonyme qui est propriétaire d'un immeuble affecté essentiellement à un usage professionnel, de sorte que son recours est recevable.

B.14.3. L'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, inséré par le décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999, habilite le Gouvernement wallon à prendre des mesures en vue de protéger le voisinage exposé au bruit produit par l'exploitation des aéroports et des aérodromes en Région wallonne, sans exclure les immeubles destinés à une activité commerciale ou professionnelle.

B.14.4. Il n'appartient pas à la Cour de présumer de quelle manière sera mise en oeuvre l'habilitation contenue dans l'article 1^{er} bis précité. Elle n'est pas davantage compétente pour censurer une éventuelle abstention du Gouvernement d'user de cette habilitation en ce qui concerne les immeubles situés en zone B du Plan d'exposition au bruit et qui sont destinés à une activité commerciale ou professionnelle.

B.15. Le moyen n'est pas fondé.

Quant à la requête en intervention dans les affaires n^{os} 2431 et 2432

B.16.1. Les parties intervenantes demandent à la Cour de faire usage de l'article 91, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en requérant de la Région wallonne qu'elle produise un certain nombre de documents.

Les parties intervenantes demandent également la réalisation d'une expertise, sur la base des articles 91, 5^o, et 94 de la même loi spéciale.

B.16.2. A supposer que les parties intervenantes puissent solliciter des mesures d'instruction qui n'étaient pas demandées dans les requêtes à l'appui desquelles elles interviennent, il n'apparaît pas que ces mesures soient nécessaires à la solution des questions juridiques que la Cour doit trancher.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule dans l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, modifié par le décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999 et par les décrets de la Région wallonne des 8 juin 2001 et 25 octobre 2001 :

a) le paragraphe 2, antépénultième alinéa, libellé comme suit : « La deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée 'zone B', est celle pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A) »;

b) le paragraphe 3, alinéa 2, 2^o, libellé comme suit : « 2^o est réputé compris dans la zone B tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur L_{dn} est égal ou supérieur à 65 dB(A) et inférieur à 70 dB(A) ».

2. rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 avril 2003.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2003 — 2372

[2003/200631]

Arrest nr. 51/2003 van 30 april 2003

Rolnummers 2303, 2304, 2431 en 2432

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging :

- van het decreet van het Waalse Gewest van 8 juni 2001 houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingesteld door L. Beckers en anderen en door de v.z.w. Net Sky en anderen;

- het decreet van het Waalse Gewest van 25 oktober 2001 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingesteld door de v.z.w. Net Sky en anderen en door L. Beckers en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

a. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 14 en 17 december 2001 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 17 en 18 december 2001, hebben L. Beckers, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, wonende te 4400 Flémalle, rue du Cowa 165, L. Desneux, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, wonende te 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, wonende te 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16, P. Hisette, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33 en S. Cerkiewicz, wonende te 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, enerzijds, en de v.z.w. Net Sky, met maatschappelijke zetel te 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, wonende te 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, wonende te 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, de heer Oly, wonende te 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, en de n.v. Goupil Immo, met maatschappelijke zetel te 4431 Loncin, rue des Héros 50, anderzijds, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 8 juni 2001 houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 2001).

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2303 en 2304 van de rol van het Hof.

b. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 30 april 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 2 mei 2002, hebben de v.z.w. Net Sky, met maatschappelijke zetel te 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, wonende te 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, wonende te 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, de heer Oly, wonende te 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, en J. Starck, wonende te 4450 Lantin, rue Haut Cornillon 1, enerzijds, en L. Beckers, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, wonende te 4400 Flémalle, rue du Cowa 165,

L. Desneux, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, wonende te 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, wonende te 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16, P. Hisette, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33, en S. Cerkiewicz, wonende te 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, anderzijds, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 25 oktober 2001 houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 2001).

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2431 en 2432 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

a) In de zaken nrs. 2303 en 2304

Bij beschikkingen van 17 en 18 december 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 16 januari 2002 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft voorzitter M. Melchior de zaken voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 7 maart 2002 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 april 2002.

De Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, heeft een memorie ingediend in de respectieve zaken, bij op 22 april 2002 ter post aangetekende brieven, en een verbeterde memorie, in de zaak nr. 2304, bij op 23 augustus 2002 ter post aangetekende brief.

b) In de zaken nrs. 2431 en 2432

Bij beschikkingen van 2 mei 2002 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 8 mei 2002 heeft het Hof de zaken nrs. 2431 en 2432 samengevoegd met de reeds samengevoegde zaken nrs. 2303 en 2304.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 24 mei 2002 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juni 2002.

Memories zijn ingediend door :

- G. Legros, wonende te 4431 Loncin, rue Alfred Defuisseaux 140, G. Compere, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Fond du Ruisseau 46, B. Page, wonende te 6043 Ransart, rue Delhaize 45, en A. Tondeur, wonende te 6040 Jumet, rue Bivort 30, bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brief;

- de Waalse Regering, in de respectieve zaken, bij op 8 juli 2002 ter post aangetekende brieven.

c) In alle zaken

Bij beschikking van 24 juli 2002 heeft de voorzitter in functie de termijn voor het indienen van een memorie van antwoord verlengd tot 9 september 2002.

Van de memories ingediend in de respectieve zaken is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 26 en 30 juli 2002 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking van 24 juli 2002.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- G. Legros en anderen, bij op 2 september 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432, bij op 9 september 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2304, bij op 9 september 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2431, bij op 9 september 2002 ter post aangetekende brief;

- de Waalse Regering, in de zaken nrs. 2431 en 2432, bij op 9 september 2002 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 30 mei 2002 en 28 november 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 14 december 2002 en 14 juni 2003.

Bij beschikking van 22 oktober 2002 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 13 november 2002.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 oktober 2002 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 13 november 2002 :

- zijn verschenen :

. Mr. X. Close *loco* Mr. L. Misson, advocaten bij de balie te Luik, voor de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432;

. Mr. L. Cambier en Mr. R. Born, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2304 en 2431;

. Me A. Lebrun, advocaat bij de balie te Luik, voor G. Legros en anderen;

. Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaat bij het Hof van Cassatie, Mr. F. Haumont, Mr. A. Tossens en Mr. F. Alen, advocaten bij de balie te Brussel, en Mr. F. Guerenne, advocaat bij de balie te Nijvel, voor de Waalse Regering;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en L. Lavrysen verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Ten aanzien van het belang

A.1.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432 hebben allen een woning die gelegen is in zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven van Bierset. Zij verantwoorden hun belang bij de twee beroepen die zijn ingediend door het feit dat zij, volgens hen, dezelfde geluidshinder ondergaan als de omwonenden van de luchthaven die zich in zone A bevinden. Bijgevolg zouden zij de procedure van terugkoop van hun woning willen genieten, zoals dat het geval is voor de omwonenden van zone A.

A.1.2. De eerste verzoekende partij in de zaken nrs. 2304 en 2431 is de v.z.w. Net Sky. Het gaat om een vereniging die tot doel heeft de « harmonieuze integratie te bevorderen van de economische activiteiten van de luchthaven van Luik door de bevolking van de Luikse regio te beschermen tegen de geluidshinder die rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden is met alle exploitatievormen van de luchthaven van Luik ». Zij stelt zich tot doel het leefmilieu en de kwaliteit van het leven te beschermen; zij spant zich in om de eerbiediging op te leggen van alle wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het maatschappelijk leven en zij zet alle stappen die absoluut noodzakelijk zijn om het vooropgezette doel te waarborgen in de gevallen waarin de wet niets zegt of onbestaande is. Bijgevolg is zij van mening dat zij van een ander belang doet blijken dan het algemeen belang en beweert zij dat de bestreden norm haar maatschappelijk doel daadwerkelijk raakt.

A.1.3. De andere verzoekende partijen in de zaken nrs. 2304 en 2431 zijn allen eigenaar van een gebouw dat in de onmiddellijke nabijheid van de luchthaven van Bierset gelegen is, maar dat niet in zone A is opgenomen.

Zij zijn van mening dat zij door het decreet van 8 juni 2001 worden geraakt, enerzijds, in zoverre de geluidsindicator die volgens het decreet moet worden aangewend de werkelijke omvang van de door die omwonenden ondergane geluidshinder vermindert en, anderzijds, in zoverre het niet in een procedure tot terugkoop, door het Waalse Gewest, voorziet voor de gebouwen die in zone B zijn gelegen, maar hun enkel een isolatiepremie toekent. De werken die met die premie worden uitgevoerd zouden bovendien geenszins een geluidsniveau garanderen dat in overeenstemming is met de door de Wereldgezondheidsorganisatie vastgestelde normen. De aangeklaagde discriminaties zouden des te groter zijn daar de luchthaven haar activiteiten, op termijn, zowel overdag als 's nachts nog zal moeten uitbreiden.

A.1.4. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2304 en 2431 zijn van mening dat ze eveneens gediscrimineerd worden door het decreet van het Waalse Gewest van 25 oktober 2001 « tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder », om reden dat dit decreet het gebruik van de L_{dn}-indicator bevestigt voor de afbakening van de zones van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, alsmede het vereiste aantal decibels vastlegt voor het bepalen van de omvang van zone B. Het decreet zou eveneens discriminerend zijn, in zoverre het de omwonenden die niet in zone A voorkomen verplicht om de kosten voor te schieten van studies die moeten worden uitgevoerd teneinde het billijkheidsbeginsel te genieten dat in dit decreet wordt verankerd, en die kosten te dragen indien hun beweringen niet gegrond blijken.

A.1.5. De Waalse Regering betwist het belang van de v.z.w. Net Sky bij het indienen van een verzoekschrift dat tot doel heeft het leefmilieu en de kwaliteit van het leven te beschermen. Zij betoogt dat het collectief belang waarop de vereniging zich beroept niet verschillend is van de som van de individuele belangen van haar leden. De Waalse Regering ziet bovendien niet in hoe het bestreden decreet afbreuk zou doen aan het maatschappelijk doel van de vereniging.

*Ten gronde**Standpunt van de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432*

A.2.1. De verzoekende partijen voeren, in een eerste middel, de schending aan, door artikel 1, 2^o, van het decreet van 8 juni 2001 en door artikel 1, § 2, van het decreet van 25 oktober 2001, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 22 en 23, derde lid, 2^o en 4^o, van de Grondwet, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Zij verwijten de voormelde bepalingen dat zij aan de Waalse Regering een in L_{dn} berekende opmeting opleggen als enig criterium voor de differentiatie tussen de omwonenden van de luchthaven met als gevolg dat, enerzijds, de omwonenden die aan dezelfde geluidshinder worden blootgesteld juridisch niet op dezelfde wijze worden behandeld en, anderzijds, omwonenden die hoofdzakelijk overdag geluidshinder ondervinden op dezelfde wijze worden behandeld als diegenen die hoofdzakelijk 's nachts aan geluidshinder worden blootgesteld.

A.2.2. De verzoekende partijen geven eerst een aantal technische definities in verband met de akoestiek. Er wordt uiteengezet dat de intensiteit van een geluid wordt bepaald in decibel (dB), op basis van een logaritmische functie van de geluidsamplitude, die wordt berekend in Pascal (Pa). Teneinde de lawaaihinder te bepalen die verbonden is aan een geluid, worden de decibels gewogen met behulp van een frequentie filter « A » teneinde zo goed mogelijk afgestemd te zijn op de gevoeligheid van het menselijk oor. Volgens de verzoekende partijen moet een onderscheid worden gemaakt tussen de intensiteit van lawaaihinder en de hinder die subjectief wordt ervaren door de persoon die deze ondergaat.

A.2.3. Wat betreft de zones van blootstelling aan geluidshinder, brengen de verzoekende partijen in herinnering dat zone A diegene is waarin de gevolgen van de geluidshinder onaanvaardbaar zijn voor een woonfunctie en waarin het technisch gezien onmogelijk is om over te gaan tot een toereikende geluidsdemping teneinde de nachtrust van de bewoners te garanderen. De andere zones zouden overeenstemmen met plaatsen waar die geluidsdemping mogelijk blijft.

A.2.4. Wat de door het Waalse Gewest aangenomen criteria betreft werd het criterium « Level day-night » van 70 decibel gekozen voor zone A, terwijl zone B wordt vastgesteld tussen 65 en 70 dB, zone C tussen 60 en 65 dB, en zone D tussen 55 en 60 dB.

De verzoekende partijen onderzoeken of het differentiatiecriterium in overeenstemming is met het doel van de wetgever dat erin bestond de volksgezondheid en de kwaliteit van de nachtrust te beschermen door op een gedifferentieerde wijze op te treden naar gelang van de omvang van de geluidshinder die door de omwonenden van de Waalse luchthavens wordt ondergaan.

Zij verwijzen naar verscheidene geluidsindicatoren.

A.2.5. De L_{Amax} of het « maximale geluidsniveau » is het niveau van maximaal lawaai dat wordt veroorzaakt door het overvliegen van een vliegtuig en wordt gemeten in decibel A.

Aan de hand van de L_{Aeq} of het « equivalent niveau » kan het gemiddeld lawaai worden opgemeten dat op een bepaalde plaats gedurende een bepaalde tijd « t » wordt ondergaan.

De L_{dn} of het day/night level is een bijzondere vorm van de L_{Aeq} waarin het equivalent niveau wordt berekend over een periode van 24 uur. Aan elke nachtelijke beweging wordt een strafpunt van 10 dB toegevoegd.

Ten slotte, is het Night level (L_{Night}) een vorm van equivalent niveau (L_{Aeq}) berekend over een periode « t » die overeenstemt met de nacht.

A.2.6. De verzoekende partijen zetten uiteen dat wanneer rekening wordt gehouden met het L_{dn}-criterium, dat voor de luchthavens die hoofdzakelijk 's nachts operationeel zijn, zoals die van Bierset, tot nadeel heeft dat het lawaai 's nachts (9/24^e van de tijd die in de vergelijking in aanmerking wordt genomen) wordt afgewogen met de quasi afwezigheid van lawaai overdag (15/24^e), wat tot gevolg heeft dat de L_{Aeq} daalt.

Dat criterium zou niet volstaan om de werkelijke weerslag van het vliegtuiglawaai op de nachtrust te beoordelen. Voor de verzoekende partijen zouden de woningen die in zone A gelegen zijn woningen moeten zijn waarvoor onmogelijk werken van geluidsdemping kunnen worden uitgevoerd, wanneer men rekening houdt met het belang van de geluidspieken die met behulp van het L_{Amax} criterium in kaart worden gebracht. Alle gebouwen die bloot staan aan die geluidspieken zouden hetzelfde stelsel van bescherming moeten kennen.

A.2.7. De verzoekende partijen besluiten, in een eerste onderdeel, dat de personen die aan hetzelfde type van hinder worden blootgesteld niet aan verschillende stelsels kunnen worden onderworpen, zonder dat ze een onverantwoorde discriminatie ondergaan. Zij verwijten het decreet, in een tweede onderdeel, tevens dat het de Regering verhindert om een ander criterium in aanmerking te nemen dan dat van de L_{dn}, waardoor ze verplicht wordt de omwonenden die zich in verschillende situaties bevinden op gelijke wijze te behandelen.

A.3.1. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 22 en 23, derde lid, 2^o en 4^o, ervan, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol, in zoverre zij een verschillende juridische regeling vaststellen voor de omwonenden van zone A en die van zone B.

De aanwending van het criterium van 70 dB(A) zou niet relevant zijn ten opzichte van de door de Waalse wetgever nagestreefde doelstelling.

A.3.2. Er wordt aangevoerd dat de gevarendrempel die gewoonlijk door de wetenschappers wordt vastgesteld, met een L_{dn} van 65 dB(A) overeenstemt. Er worden verscheidene deskundigenrapporten ter staving van die stelling geciteerd. De omwonenden van zone B, die onderworpen zijn aan een L_{dn} van 66 dB(A) of meer, zouden dus gediscrimineerd worden ten aanzien van de bewoners van zone A, terwijl hun gezondheid evenzeer in gevaar is.

A.4. Ten slotte voeren de verzoekende partijen, in een derde middel, de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 22 van de Grondwet, in zoverre de decreten op onevenredige wijze afbreuk zouden doen aan hun recht op eerbiediging van hun privé- en gezinsleven en van hun woning. De verzoekende partijen verwijzen naar het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, Hatton tegen het Verenigd Koninkrijk, van 2 oktober 2001, om uiteen te zetten dat te dezen het Waalse Gewest onder de omwonenden een discriminatie in het leven heeft geroepen, doordat het de zones heeft vastgesteld zonder een effectenstudie of een deskundigenverslag te hebben laten opmaken in verband met de gevolgen die de uitbouw van de nachtelijke activiteit van de luchthaven zou hebben voor de nachtrust van de omwonenden en zonder de werkelijke economische impact van zijn beslissing te kennen.

In de zaken nrs. 2304 en 2431

A.5.1. In het eerste middel van hun verzoekschriften, voeren de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2304 en 2431 de schending aan door het decreet van 8 juni 2001 en dat van 25 oktober 2001, van artikel 22 van de Grondwet, alsmede de onbevoegdheid van de auteur van de akte.

De verzoekende partijen verwijzen tevens naar het arrest Hatton tegen het Verenigd Koninkrijk, dat op 2 oktober 2001 is gewezen door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.

A.5.2. Zij voeren aan dat enkel de federale wetgever bevoegd is om af te wijken van het bij artikel 22 van de Grondwet gewaarborgde recht. De gemeenschappen en de gewesten zouden daarentegen enkel de bevoegdheid hebben om de bescherming van het in dat artikel verankerde fundamenteel recht te waarborgen. De decreetgever zou zijn bevoegdheden overschreden hebben door decreten aan te nemen die afbreuk doen aan het recht van de omwonenden op een gezond leefmilieu, zoals dat is verankerd in de voormelde grondwetsbepaling.

A.6.1. Een tweede middel wordt afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 22 en 23 ervan, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zoals de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432, en wegens dezelfde motieven, verwijten zij het decreet dat het gebruik heeft gemaakt van de L_{dn} en niet van de L_{Amax}-geluidsindicator. De verzoekende partijen zouden, bij het overvliegen van de meest lawaaierige vliegtuigen, geluidspieken ondergaan tot 92 dB(A), waardoor ze meer dan tienmaal per nacht wakker zouden worden en zich depressief zouden voelen.

A.6.2. Zij voeren tevens het feit aan dat het Waalse Gewest niet de noodzakelijke en afdoende stappen zou hebben gezet om de voor de omwonenden minst nadelige oplossing te vinden, gelet op de deskundigenverslagen die zijn opgemaakt, zodat artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 22 van de Grondwet zouden zijn geschonden.

A.6.3. In het tweede onderdeel van het tweede middel van hun verzoekschriften betogen de verzoekende partijen dat de keuze om de zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder af te bakenen tot waar de geluidshinder tussen 65 en 70 dB(A) bedraagt, niet redelijkerwijze verantwoord is, aangezien volgens de door specialisten uitgevoerde wetenschappelijke studies, de geluidshinder ondraagelijk wordt genoemd boven de drempel van 66 dB volgens de L_{dn}-indicator.

A.7.1. In de zaak nr. 2304 wordt een derde middel afgeleid uit de schending, door het decreet van 8 juni 2001, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 16, 17, 22 en 23 ervan, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens alsmede artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag.

A.7.2. In een eerste onderdeel van het middel wordt betoogd dat de maatregelen van geluidsdemping waarin wordt voorzien voor de woningen die gelegen zijn in zone B niet adequaat zijn, gelet op de omvang van de geluidshinder waaraan de omwonenden in die zone worden blootgesteld. Hoewel de beoogde regeling het mogelijk maakt een gebouw doeltreffend te isoleren — wat de verzoekende partijen betwijfelen - zou het echter onmogelijk blijven om gebruik te maken van de terrassen en de tuinen, zodat de omwonenden een aanzienlijk deel van het genot van hun goed wordt ontzegd. De omwonenden van zone B zouden hierdoor het slachtoffer zijn van een discriminatie ten aanzien van de omwonenden van zone A, in zoverre de geluidshinder die zij ondergaan even sterk is als de hinder die de bewoners van zone A ondergaan.

A.7.3. In een tweede onderdeel van het middel wordt aangevoerd dat de door de wetgever nagestreefde doelstelling om het lawaai met 42 dB(A) en 38 dB(A) te verminderen, naargelang het gaat om dagruimten of nachtruimten, niet geschikt is en een discriminatie teweegbrengt tussen de omwonenden van zone B en die van zone A.

A.7.4. De verzoekende partijen verwijzen naar de in het decreet vastgestelde maximale geluidsdrempels, zijnde 93 dB(A) overdag en 87 dB(A) 's nachts, waarnaar de wetgever heeft verwezen om de graad van geluidsvermindering vast te stellen, zodat de door de Wereldgezondheidsorganisatie vooropgestelde doelstelling van 45 en 55 dB(A) kan worden bereikt. Volgens de verzoekende partijen zijn de cijfers die worden aangemerkt als geluidspieken die niet mogen worden overschreden, niets meer dan het resultaat van gemiddelden van verschillende geluidspieken die soms duidelijk hoger liggen dan diegenen die worden vastgesteld in het bestreden decreet. De doeltreffendheid van de in het decreet bedoelde sancties, in het geval waarin de vliegtuigen de maximale geluidsdrempels niet zouden respecteren, wordt bovendien in het geding gebracht, aangezien nog geen enkele uitvoeringsmaatregel werd genomen, waardoor het systeem ontoepasbaar wordt gemaakt. Bovendien zijn de sancties waarin wordt voorzien facultatief en is het bedrag ervan laag in vergelijking met de investeringen die gepaard gaan met de aanpassing van de vliegtuigen om aan de opgelegde geluidsdrempels te voldoen.

De verzoekende partijen besluiten daaruit dat het Waalse Gewest niet de voor de omwonenden minst nadelige maatregel heeft genomen.

A.7.6. In een derde onderdeel beklagen de verzoekende partijen zich over het feit dat de isolatiewerken aan de gebouwen om de geluidshinder te verminderen, ontoereikend zullen zijn telkens wanneer de maximale geluidsdrempels worden overschreden. Dat zou, vanwege het Waalse Gewest, getuigen van een gebrek aan voorzichtigheid dat strijdig zou zijn met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 22 van de Grondwet.

A.8. Ten slotte voeren de verzoekende partijen in de zaak nr. 2304 in het vierde middel van hun verzoekschrift, de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 16, 17, 22 en 23 ervan, alsmede met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre het decreet in geen enkele steunmaatregel voorziet ten voordele van de personen die eigenaar zijn van gebouwen die voor commerciële doeleinden worden verhuurd of die voor beroepsdoeleinden worden gebruikt. De isolatiewerken worden immers enkel door het Waalse Gewest ten laste genomen voor woongebouwen.

A.9. In de zaak nr. 2431 leiden de verzoekende partijen een derde middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 22 en 23 ervan en met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre het decreet van 25 oktober 2001 aan de omwonenden die niet opgenomen zouden zijn in zones « met risico » de verplichting oplegt om de kosten met betrekking tot individuele opmetingen die hen betreffen voor te schieten en, in zoverre die kosten enkel zouden worden terugbetaald als hun beweringen gegrond zouden blijken. Voor het overige wordt aangevoerd dat het decreet aan de administratie de zorg overlaat om, volgens haar eigen beoordeling, de criteria vast te stellen op basis waarvan een dergelijke zone al dan niet moet worden beschouwd als een zone « met risico », zodat het decreet geen enkel objectief onderscheidingscriterium voor de beide met elkaar vergeleken categorieën van personen zou vaststellen.

Het aangewende middel zou bovendien niet evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstelling, aangezien de personen die de geluidshinder ondergaan dreigen af te zien van het genot van het billijkheidsbeginsel, uit vrees dat ze de kosten verbonden aan de individuele opmetingen ten laste zullen moeten nemen, indien hun vordering wordt verworpen.

In de zaken nrs. 2431 en 2432

A.10.1. Een verzoekschrift tot tussenkomst wordt ingediend door verscheidene omwonenden die in de zone B van de luchthaven van Bierset zijn opgenomen alsmede door omwonenden die niet in de zone A van de luchthaven van Gosselies zijn opgenomen. Zij verwijzen naar de middelen die door de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2431 en 2432 zijn uiteengezet, met uitzondering van het eerste middel van de zaak nr. 2431.

A.10.2. De tussenkomende partijen geven echter aan dat zij uit die middelen niet dezelfde gevolgen willen afleiden als de verzoekende partijen.

Zo willen zij dat de vermelding van de L_{dn} -indicator in paragraaf 2 van artikel 1 van het decreet van 25 oktober 2001 wordt vernietigd ten voordele van een andere indicator die, volgens hen, meer geschikt zou zijn.

Ten aanzien van het feit dat die indicator reeds werd vermeld in het decreet van 1 april 1999, wordt betoogd dat in verband met die bepaling verscheidene prejudiciële vragen aan het Hof zouden kunnen worden gesteld. Die vragen zouden vervolgens de mogelijkheid openen voor een vernietiging op grond van artikel 4, 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

A.10.3. De tussenkomende partijen suggereren tevens dat voorbehoud van interpretatie zou worden gemaakt, in die zin dat de in decibels uitgedrukte normen optimale normen zijn die de Regering geenszins verhinderen een soepeler standpunt aan te nemen voor de betrokken omwonenden.

A.10.4. De tussenkomende partijen vorderen ook de vernietiging van artikel 1bis, § 3, tweede lid, 5°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, om reden dat het discriminerend zou zijn ten aanzien van de omwonenden van luchthavens die dag en nacht open zijn, in vergelijking met de omwonenden van luchthavens die enkel overdag open zijn.

A.10.5. Ten aanzien van het derde middel dat wordt opgeworpen in de zaak nr. 2431, suggereren zij eveneens om de laatste zin van artikel 1bis, § 3, punt 10, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, die is ingevoerd bij artikel 1, § 3, van het bestreden decreet te vernietigen.

De tussenkomende partijen vorderen dat de vernietiging niet met terugwerkende kracht zou gebeuren. Zij vorderen tevens dat het Hof verscheidene onderzoeksmaatregelen zou gelasten, met name de voorlegging van deskundigenverslagen waarop de partijen zich in de verschillende verzoekschriften tot vernietiging beroepen.

De tussenkomende partijen voeren dezelfde suggesties aan in verband met het decreet van 8 juni 2001.

Ten slotte doen de tussenkomende partijen die in de nabijheid van de luchthaven van Gosselies wonen gelden dat de L_{dn} -indicator evenmin geschikt is voor de luchthaven van Gosselies die, volgens hen, niet gevrijwaard is van enige uitbreiding van de nachtvluchten.

Standpunt van de Waalse Regering in de zaken nrs. 2303 en 2432

A.11.1. Ten aanzien van het eerste onderdeel van het eerste middel in de zaken nrs. 2303 en 2432 betoogt de Waalse Regering dat de L_{dn} -geluidsindicator niet is vastgesteld bij het aangevochten decreet maar wel bij dat van 1 april 1999 tot wijziging van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder. Het middel zou dus in rechte falen.

A.11.2. De Waalse Regering zet, in ondergeschikte orde, uiteen dat de L_{dn} -indicator geschikt is en niet bekritiseerd kan worden.

Zij verwijst naar de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in verband met artikel 8 van het Verdrag en tracht vervolgens aan te tonen dat die bepaling niet werd geschonden door het bestreden decreet.

Er wordt aangevoerd dat mocht men de geluidshinder die wordt veroorzaakt door de luchthaven van Luik-Bierset kunnen aanmerken als inmenging in het recht op de eerbiediging van de woning en het privé-leven en gezinsleven, die inmenging daarom niet onverantwoord is. Enerzijds, wordt daarin voorzien in de wet, in het bijzonder in artikel 6, § 1, X, 7^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en in artikel 27, § 2, van de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. Anderzijds, moet de ontwikkeling van de luchthaven bijdragen tot het economische herstel van een regio die sinds een aantal jaren achterop hinkt.

A.11.3. De Waalse Regering dringt verder aan op het feit dat, wat betreft de positieve verplichting voor de Staten om de noodzakelijke maatregelen te nemen om het recht van eerbiediging van het privé-leven en gezinsleven te garanderen, de omwonenden in staat zijn de risico's te beoordelen van de weerslag die de toestand van hun leefomgeving heeft op hun welzijn en het genot van hun woning, los van elke informatie. Het houden van informatievergaderingen op gezette tijden, de oprichting van een overlegcomité en het oprichten van verscheidene cellen hebben bovendien bijgedragen tot de eerbiediging van die informatieplicht.

Bovendien zou het geenszins bewezen zijn dat het evenwicht tussen de belangen van de individuen en de economische belangen van de maatschappij zou zijn verbroken.

A.11.4. De Waalse Regering neemt de rechtspraak van het Europees Hof over in verband met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Vervolgens onderzoekt zij of de keuze voor het L_{dn} -criterium relevant is. Zij herinnert eraan dat dit criterium rekening houdt met vier parameters, namelijk de geluidspieken, de overvliegtijd van elk vliegtuig, het aantal vliegtuigen en de periode waarin de vliegtuigen overvliegen. Een voorstel van richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai zou bevestigen dat aan de hand van de L_{dn} het lawaai in kaart kan worden gebracht. Het Waalse Gewest zou bijgevolg juist een stap voor zijn wat betreft de vooropgestelde termijnen voor het gebruik van het in de ontworpen richtlijn aanbevolen criterium. De L_{Amax} indicator die gebruikt wordt om het maximale geluidsniveau vast te stellen dat door een overvliegend vliegtuig wordt veroorzaakt, zou het niet mogelijk maken om, zoals de L_{dn} dat kan, de omvang af te bakenen van de geografische zones die te maken hebben met geluidshinder.

A.11.5. Het Waalse Gewest zou bij het vaststellen van het beschermingsniveau door geluidsdemping eveneens de vereiste voorzorgmaatregelen hebben genomen, door niet toe te staan dat in de slaapkamers het geluidsniveau van 45 dB(A) L_{Amax} , meer dan 10 tot 15 keer per nacht wordt overschreden.

A.11.6. De Waalse Regering weerlegt het rapport van de deskundige Plom waarnaar de verzoekende partijen hebben verwezen. Dat rapport zou wetenschappelijk onjuist zijn, aangezien het zich baseert op een methode waarnaar geen enkele andere luchthaven ter wereld heeft verwezen en het een geluidssituatie weergeeft die zich op de plaats van de opmeting voordeed op de dag van de opmeting zelf, maar die geen rekening houdt met andere situaties zoals de weekends of omgekeerde richtingen voor het landen en opstijgen die te wijten zijn aan meteorologische omstandigheden, alsmede schommelingen van de geluidsniveaus die zouden zijn vastgesteld indien de opmeting verscheidene malen op dezelfde plaats zou zijn uitgevoerd.

A.11.7. Op de bewering volgens welke de aangewende methode niet geschikt zou zijn voor de luchthavens die hoofdzakelijk 's nachts operationeel zijn, wordt geantwoord dat daarbij geen rekening wordt gehouden met de evolutie waarmee de luchthaven op het vlak van haar activiteiten in de toekomst zal worden geconfronteerd. Het L_{dn} -criterium zou verantwoord zijn, aangezien het uitgaat van een gemiddelde van 24 uur, rekening houdend met die evolutie.

A.11.8. De Waalse Regering besluit daaruit dat het in het decreet gekozen criterium geschikt is, vermits de beoordeling van de nachtelijke hinder in de woningen gebeurt door dat criterium, zijnde de L_{dn} -indicator, samen te voegen met de L_{Amax} indicator, die tot doel heeft de geluidspieken te registreren waarover de verzoekers zich beklagen.

A.11.9. De Waalse Regering brengt verder in herinnering dat het decreet van het Waalse Gewest van 25 oktober 2001 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder het mogelijk maakt, op het terrein, het aantal dB(A) dat in L_{dn} is uitgedrukt te onderzoeken, zodat diegene die zich niet in zone A bevindt maar die aan een geluidshinder is blootgesteld die gelijk is aan 70 dB(A) L_{dn} kan worden overgeheveld naar zone A en de op die zone toepasbare begeleidingsmaatregelen kan genieten.

A.11.10. Wat betreft het tweede onderdeel van het eerste middel betoogt de Waalse Regering dat in de argumentering de weerslag van 10 dB die van toepassing is als straf op elke nachtvlucht wordt onderschat.

Zij onderstreept tevens dat het enkel aan het Hof toekomt om de door de wetgever gemaakte keuze te bekritisieren als de onderscheiden die daaruit voortvloeien kennelijk willekeurig of onredelijk zijn. Dit is te dezen evenwel niet het geval.

A.11.11. Ten aanzien van het tweede middel dat door de verzoekende partijen wordt opgeworpen betoogt de Waalse Regering ook hier dat in werkelijkheid het decreet van 1 april 1999 wordt bekritiseerd, aangezien het dat decreet is dat de drempel van 70 dB(A) zou hebben vastgesteld voor de eerste zone van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, zijnde zone A.

In ondergeschikte orde herinnert de Regering eraan dat de drempel van 70 dB(A) is gekozen om redenen van haalbaarheid van de maatregelen inzake isolatie van de gebouwen die bestemd zijn voor de woonfunctie, aangezien boven die grens, het bijna onmogelijk wordt om dergelijke werken tegen een redelijke prijs te laten uitvoeren, gelet op de verkoopprijs van het goed.

A.11.12. De Waalse Regering onderstreept dat niet wordt aangetoond dat de omwonende die zich in zone B bevindt, met een geluidshinder tussen 65 en 70 dB(A) volgens de L_{dn} -indicator, zich in een minder gunstige situatie zou bevinden dan de omwonende die 70 dB(A) ondergaat en die niet in aanmerking zou komen voor een doeltreffende isolatie.

A.11.13. De Waalse Regering antwoordt verder op het derde middel dat door de verzoekende partijen in de zaak nr. 2303 wordt opgeworpen, door te betogen dat de draagwijdte van artikel 22 van de Grondwet niet eenvoudigweg kan worden gelijkgesteld met die van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. De voormelde grondwetsbepaling zou geenszins het recht op een gezond leefmilieu opnemen. Er wordt aan herinnerd dat, volgens de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, de aandacht moet gaan naar een billijk evenwicht tussen de belangen van het individu en die van de gemeenschap. De Staten zouden in dit verband een zekere beoordelingsvrijheid genieten.

A.11.14. Het Waalse Gewest zou, te dezen, voorafgaande studies hebben laten uitvoeren waarbij rekening werd gehouden met de economische weerslag van het nachtelijk luchtvervoer voor de luchthaven van Bierset. Daarin zou de nadruk gelegd zijn op de noodzaak om de luchthaven dag en nacht te exploiteren. Er zouden tevens rapporten zijn opgesteld om de geluidshinder te beoordelen die de omwonenden ondergaan, naar aanleiding waarvan het L_{dn} -criterium in aanmerking is genomen om de geluidshinder vast te stellen die door de huidige en toekomstige activiteiten van de luchthaven wordt [zal worden] veroorzaakt.

A.11.15. Als antwoord op het derde middel in de zaak nr. 2432, doet de Waalse Regering opmerken dat, rekening houdend met het feit dat het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder is vastgesteld op basis van een vluchtsimulatie en dat de zones zijn afgebakend op basis van software, de decreetgever een correctie maatregel heeft willen invoeren voor die simulatie. De Regering onderstreept tevens dat het niveau van geluidshinder op zeer uiteenlopende wijze wordt aanvoeld door de omwonenden van de luchthaven en dat individuele controlemaatregelen zeer duur zijn, zodat de decreetgever de overheidsfinanciën aan risico's van misbruik had blootgesteld indien hij voor alle omwonenden een systeem van gratis opmetingen had toegestaan. Die opmetingen zouden evenwel hoofdzakelijk betrekking hebben op de bewoners die zich in zone B bevinden, aan de rand van zone A, alsmede diegenen van zone C, die zich aan de rand van zone B bevinden.

A.11.16. De wetgever zou hebben verwezen naar de begrippen « plaatsen en wijken » opdat zou worden overgegaan tot voorafgaande opmetingen op plaatsen die dicht bij de rand van de zone gelegen zijn, en die als woonzone bestemd zijn, veeleer dan rekening te houden met punten op gelijke afstand rond die referentiezone, die in voorkomend geval met niet-bewoonde zones zouden overeenstemmen. Het zou aldus aan de Regering staan om te beslissen welke prioriteit moet worden gegeven aan wijken die middendoor worden gesneden door de afbakening van een zone of aan wijken die dichtbevolkt zijn. De Regering zou ook beslissen hoeveel punten voor voorafgaande opmetingen er moeten komen. Die opmetingen zouden de Regering aldus in staat moeten stellen te oordelen op welke plaatsen of in welke wijken de beweringen van de omwonenden gegrond kunnen blijken. Als dat *prima facie* het geval is, zou de Regering op haar kosten overgaan tot de noodzakelijke individuele opmetingen. Indien zulks daarentegen niet het geval is zou de omwonende verplicht worden de aan individuele opmetingen verbonden kosten voor te schieten en een terugbetaling kunnen genieten, indien zijn beweringen gegrond worden verklaard.

Het decreet zou dus op een objectief en redelijkerwijze verantwoord criterium berusten aangezien de beoogde plaatsen een zone vormen waarin de individuele aanvragen tot maatregelen *prima facie* gegrond kunnen blijken.

In de zaken nrs. 2304 en 2431

A.12.1. Ten aanzien van het eerste middel dat door de verzoekende partijen in beide zaken wordt aangevoerd, antwoordt de Waalse Regering dat volgens artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, het Gewest bevoegd is wat betreft de bescherming van het leefmilieu, met inbegrip van de strijd tegen de geluidshinder, en de uitrusting en uitbating van de luchthavens en de openbare vliegvelden. Het Waalse Gewest zou bijgevolg geenszins zijn bevoegdheden hebben overschreden door het bestreden decreet aan te nemen.

A.12.2. De Waalse Regering merkt tevens op dat het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens geen enkele specifieke bepaling omvat waarin het recht op een gezond leefmilieu wordt verankerd. Dat recht werd door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in artikel 8 van het Verdrag ingesloten. Artikel 23 van de Grondwet zou niet kunnen worden beschouwd als een regel van bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

A.12.3. Volgens de Regering kan men evenmin oordelen dat artikel 22 van de Grondwet het recht op een gezond leefmilieu verankert, ook al heeft de Grondwetgever verwezen naar de interpretatie van het Europees Hof in verband met artikel 8 van het Verdrag. Daaruit wordt afgeleid dat de artikelen 22 en 23 van de Grondwet een verschillende draagwijdte hebben.

A.12.4. Ten aanzien van het tweede middel van de verzoekschriften, neemt de Waalse Regering een standpunt in dat identiek is met datgene dat ze heeft aangenomen als antwoord op het eerste en tweede middel van het verzoekschrift dat is ingediend in de zaken nrs. 2303 en 2432.

A.12.5. Wat betreft het derde middel in de zaak nr. 2304 betoogt de Waalse Regering dat het verschil in behandeling tussen de omwonenden van zone A en die van zone B wordt verklaard door het verschil in situaties waarin die omwonenden zich bevinden. Het is immers niet mogelijk isolatiewerken te overwegen voor de gebouwen in zone A terwijl die werken wel kunnen worden uitgevoerd voor de gebouwen die gelegen zijn in zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder. Voor het overige brengt de Regering het bestaan in herinnering van het decreet van 25 oktober 2001 aan de hand waarvan de omwonenden van zone B de maatregelen kunnen genieten waarin is voorzien voor zone A, wanneer zij aantonen dat zij aan dezelfde hinder worden blootgesteld.

De Waalse Regering brengt verder in herinnering dat de maatregelen die ertoe strekken het lawaai met 42 dB te verlagen voor de nachtruimten en 38 dB voor de dagruimten in overeenstemming zijn met de criteria van de Wereldgezondheidsorganisatie.

A.12.6. Op het middel dat is afgeleid uit de ontstentenis van bepalingen die van toepassing zijn op de eigenaars van gebouwen die worden verhuurd voor commerciële doeleinden of gedeeltelijk worden gebruikt voor beroepsdoeleinden antwoordt de Waalse Regering ten slotte, dat een verschil in behandeling kan worden verantwoord wanneer het op een objectief criterium berust dat adequaat is om het door de overheid wettig beoogde doel te bereiken.

Antwoord van de verzoekende partijen

In de zaken nrs. 2303 en 2432

A.13.1. Ten aanzien van de exceptie van laattijdigheid van de kritiek die wordt geuit tegen het L_{dn} -criterium dat in de bestreden decreten in aanmerking wordt genomen, antwoorden de verzoekende partijen dat het Hof meermaals heeft aangenomen dat, wanneer de wetgever in een nieuwe bepaling een vroegere bepaling herneemt, hij zijn wil te kennen geeft om terzake wetgevend op te treden, zodat het Hof gemachtigd is om die nieuwe norm te toetsen.

A.13.2. Ten aanzien van de keuze van het L_{dn} -criterium, antwoorden de verzoekende partijen dat de omwonenden van de luchthaven van Bierset sinds 1998 worden blootgesteld aan aanzienlijke geluidshinder die de oorzaak vormt van slaapstoornissen. Die slaapstoornissen zijn te wijten aan zeer hoge geluidspieken die niet voldoende in aanmerking kunnen worden genomen door het L_{dn} -criterium, wanneer men uitgaat van het vermoeden van maximale uitbating van de luchthaven.

A.13.3. De verzoekende partijen verwijzen verder naar een rapport van de Wereldgezondheidsorganisatie, die van oordeel zou zijn dat men met open venster moet kunnen slapen. Zulks zou evenwel niet het geval zijn, rekening houdend met de in dat decreet bedoelde isolatiemaatregelen. In het rapport van de Wereldgezondheidsorganisatie zou ook worden gesteld dat de geluidshinder die te wijten is aan vliegtuiglawaai niet kan worden geëvalueerd op basis van een gemiddeld geluidsniveau en het zou de aanbeveling bevatten om blootstelling aan geluidshinder 's nachts op een afzonderlijke wijze aan te merken.

Er wordt verwezen naar wetenschappelijke rapporten waarin wordt gesuggereerd om verscheidene dB toe te voegen, naargelang de hinder die op subjectieve wijze kan worden ervaren door personen die aan geluidshinder blootstaan. Er wordt aangevoerd dat, mocht men die weg opgaan, de omwonenden van zone D in de zone A van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder zouden worden opgenomen.

A.13.4. Het rapport van Professor Bradley, waarop het Waalse Gewest zich heeft gebaseerd, zou niet beantwoorden aan het bezwaar dat is afgeleid uit het specifieke karakter van de luchthaven van Bierset, die hoofdzakelijk 's nachts operationeel is. De Europese Unie zou voor meer relevante criteria geopteerd hebben in haar richtlijn 2002/49/EG van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai. Naast de L_{den} -indicator zou die richtlijn de Lidstaten opleggen om de L_{Night} -indicator te gebruiken, waarbij een gemiddeld specifiek nachtelijk lawaai in aanmerking wordt genomen. In de richtlijn wordt bovendien het gebruik van andere indicatoren aanbevolen wanneer het lawaai andere kenmerken heeft.

A.13.5. De verzoekende partijen suggereren aan het Hof om een of meer deskundigen aan te wijzen, met toepassing van artikel 91, tweede lid, 5^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Zij voeren verder aan dat de drempel van 70 dB(A) L_{dn} onverdedigbaar is, aangezien die op geen enkele wetenschappelijke drempel berust. Ten aanzien van het feit dat professor Bradley zijn rapport zou hebben gesteund op het Canadese woningbestand, onderstrepen de verzoekende partijen dat, in tegenstelling tot wat de Waalse Regering beweert, dat woningbestand niet uitsluitend uit houten woningen bestaat maar tevens uit gebouwen die zijn opgetrokken uit andere materialen zoals beton, glas of staal.

A.13.6. Als antwoord aan de Regering, in verband met het derde middel, brengen de verzoekende partijen in herinnering dat het Waalse Gewest niet over voldoende studies beschikte vooraleer het de betwiste decreten aannam. Het heeft dus niet op gepaste wijze een afweging kunnen maken van het economisch voordeel dat de luchthavenactiviteit oplevert en de inbreuk op de rechten van de omwonenden.

In de zaken nrs. 2304 en 2431

A.14.1. Wat betreft het belang om in rechte te treden van de v.z.w. Net Sky, brengen de verzoekende partijen in herinnering dat het maatschappelijk doel van de vereniging rechtstreeks wordt geraakt door de bestreden decreten en dat het collectief belang dat zij verdedigt zich van het individueel belang van haar leden onderscheidt.

A.14.2. Ten aanzien van het eerste middel wordt betoogd dat artikel 22 van de Grondwet aan de federale wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om het recht op een gezond leefmilieu te waarborgen, zodat het Gewest geen afwijkingen van dit recht kan invoeren, zoals hij het in de bestreden decreten heeft gedaan. Dezelfde conclusie dringt zich op in verband met artikel 23 van de Grondwet.

A.14.3. Voor wat betreft het tweede middel betwisten de verzoekende partijen de interpretatie die door de Waalse Regering wordt gegeven aan artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zij onderstrepen dat het arrest Hatton een ommekeer in de rechtspraak zou hebben teweeggebracht, zodat niet langer kan worden verwezen naar de vroegere rechtspraak van het Europees Hof. De verzoekende partijen die zich op dit laatste arrest baseren, betogen dat de Staten in beginsel een studie moeten maken van de economische gevolgen die de exploitatie van een luchthaven kan hebben en daarbij de voor de omwonenden minst nadelige oplossing moeten kiezen, wat niet het geval zou zijn geweest voor de luchthaven van Bierset.

A.14.4. De verzoekende partijen onderstrepen verder het feit dat op bepaalde dagen de niveaus van geluidshinder hoger liggen dan op andere dagen, zodat de methode van gemiddelde geluidshinder niet kan worden aangenomen. In de wetenschappelijke deskundigenonderzoeken die op verzoek van het Waalse Gewest zijn uitgevoerd zou duidelijk de voorkeur blijken voor de L_{Amax} indicator. Het zijn evenwel precies de geluidspieken die de omwonenden wekken en niet de gemiddelde en theoretische geluidshinder die uit de L_{dn} -indicator blijkt.

A.14.5. De verzoekende partijen doen verder gelden dat het door de Europese Unie gekozen criterium, te dezen de L_{den} , moet worden onderscheiden van het L_{dn} -criterium, aangezien het naast de nachtelijke hinder nog meer rekening houdt met hinder die voorkomt tijdens de avond.

A.14.6. De verzoekende partijen betwisten dat het Waalse Gewest preventieve maatregelen zou hebben genomen die toereikend zijn om aan de omwonenden het recht op een gezond leefmilieu te garanderen. Zij betwijfelen eveneens het feit dat de door hen ondervonden hinder kan worden gecompenseerd door de gunstige economische gevolgen van de nachtvluchten op de luchthaven van Luik-Bierset. Zij voeren aan dat de vervoersmaatschappijen welke die nachtvluchten uitvoeren in een slechte financiële toestand verkeren en dat er sinds de ontwikkeling van die activiteiten weinig banen zijn gecreëerd.

A.14.7. De verzoekende partijen brengen voor het overige in herinnering dat de verplichting om de omwonenden te informeren niet zou zijn nagekomen.

A.14.8. Wat betreft de drempel van onbewoonbaarheid, die wordt vastgesteld op 70 dB(A), wordt het Waalse Gewest verweten dat het rapport van de deskundige Bradley slecht wordt geïnterpreteerd. De verzoekende partijen betogen dat het niet pertinent is ervan uit te gaan dat voor de bestaande woningen isolatiemaatregelen kunnen worden genomen, terwijl niet zou kunnen worden gedacht aan het bouwen van nieuwe gebouwen die nochtans van bij het begin zouden kunnen worden voorzien van de noodzakelijke geluidsisolatie. Een dergelijke oplossing zou tevens een discriminatie in het leven roepen tussen de bewoners van oude gebouwen en die van nieuwe gebouwen.

A.14.9. De verzoekende partijen verwijzen eveneens naar de deskundigenverslagen, waaruit zou blijken dat boven 66 dB(A) het geluidsniveau niet geschikt is voor een woonzone. Zij maken gewag van een rapport van de Wereldgezondheidsorganisatie waaruit zou blijken dat tussen 65 en 70 dB(A) de omwonenden aan hart- en vaatziekten kunnen lijden.

A.14.10 Ten aanzien van het derde middel in de zaak nr. 2304 antwoorden de verzoekende partijen in de eerste plaats op het bezwaar dat is afgeleid uit het feit dat de Waalse Regering opwerpt dat de zevende en achtste verzoekers niet doen blijken van een belang.

Zij beklemtonen vervolgens het feit dat de isolatiewerken tot gevolg zouden hebben dat hun een aanzienlijk deel van het genot van hun goederen wordt ontzegd.

Ten aanzien van de maatregel die ertoe strekt de geluidshinder te verminderen tot een niveau van 45 dB(A) is bereikt, betogen de verzoekende partijen eens te meer dat zulks zou impliceren dat de vliegtuigen niet de geluidspieken van 87 en 92 dB(A) overschrijden, wat in de praktijk niet het geval zou kunnen zijn. Het opleggen van sancties ingeval die maxima worden overschreden, zou bovendien een loutere illusie zijn.

A.14.11. Wat ten slotte het vierde middel in de zaak nr. 2304 betreft, voeren de verzoekende partijen aan dat vanaf het ogenblik waarop een doel van volksgezondheid wordt nagestreefd er geen onderscheid moet worden gemaakt tussen de gebouwen naargelang zij worden aangewend voor private doeleinden of voor beroepsdoeleinden.

A.14.12. In de zaak nr. 2431 antwoorden de verzoekende partijen in verband met het derde middel dat het decreet van 25 oktober 2001 in geen enkele regel voorziet en geen enkele precisering geeft in verband met de begrippen « plaatsen en wijken », waarin de beweringen van de omwonenden *prima facie* gegrond kunnen blijken. Er zou dus geen objectief criterium van onderscheid bestaan tussen de beide categorieën van personen die het decreet aan een verschillende behandeling onderwerpt.

Memorie van de Waalse Regering als antwoord op het verzoekschrift tot tussenkomst ingediend in de zaken nrs. 2431 en 2432

A.15.1. De Waalse Regering brengt, naar aanleiding van de verschillende middelen die door de tussenkomende partijen zijn opgeworpen, in herinnering, dat krachtens artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, het verzoekschrift tot tussenkomst geenszins het oorspronkelijke beroep kan wijzigen of uitbreiden. De Regering vordert bijgevolg dat de door de tussenkomende partijen gesuggereerde wijzigingen niet in aanmerking zouden worden genomen.

A.15.2. In ondergeschikte orde onderstreept de Waalse Regering, wat betreft het tweede middel, dat de enkele vernietiging van de vermelding L_{dn} in het decreet dat decreet ontoepasbaar zou maken. Die vernietiging zou bovendien geenszins leiden tot de vernietiging van de wiskundige vergelijking die is opgenomen in artikel *1bis* van de wet van 18 juli 1973, bij het decreet van 1 april 1999, hetwelk overigens niet wordt aangevochten voor het Hof.

A.15.3. Ten aanzien van het tweede onderdeel van het tweede middel, doet de Regering gelden dat het niet ernstig zou zijn te betogen dat de geluidsdrempels in decibels, in de veronderstelling dat ze toepasbaar zijn zonder referentie-indicator, zouden kunnen worden beschouwd als optimale normen waaronder het billijkheidsbeginsel niettemin zou kunnen worden toegepast.

A.15.4. In verband met het derde middel beweert de Waalse Regering dat de vernietiging van punt 10 van artikel 1, § 3, van het bestreden decreet precies tot gevolg zou hebben dat onder de omwonenden een discriminatie in het leven wordt geroepen.

A.15.5. Ten aanzien van het nieuwe middel dat door de tussenkomende partijen wordt afgeleid, verwijst de Waalse Regering naar de parlementaire voorbereiding teneinde het verschil in behandeling te verantwoorden tussen de omwonenden van een luchthaven die dag en nacht wordt uitgebaat en die van een luchthaven waarvoor dat niet het geval is. Zij stelt bovendien dat moet worden uitgesloten dat isolatiewerken worden toegelaten voor gebouwen die gelegen zijn in zone A of daarmee zijn gelijkgesteld, terwijl de luchthaven niet haar maximale exploitatiedrempel heeft bereikt.

A.15.6. Wat betreft de niet-retroactiviteit van de vernietiging die het Hof zou uitspreken, gedraagt de Regering zich naar de wijsheid van het Hof, maar dringt echter aan op het feit dat, mocht het Hof de gevolgen van bepaalde administratieve handelingen handhaven, het niet kan verklaren welke handelingen al dan niet zouden moeten worden vernietigd.

A.15.7. Op het vlak van de door de tussenkomende partijen gesuggereerde onderzoeksmaatregelen is de Regering van mening dat de verzoekende en tussenkomende partijen in het bezit zijn van alle expertisestukken alsmede van de terzake genomen reglementaire normen die noodzakelijk zijn voor de oplossing van het geschil.

A.15.8. Voor het overige brengt de Regering nogmaals in herinnering dat de wetgever, door zijn keuze voor het L_{dn} -criterium, niets meer heeft gedaan dan vooruit te lopen op de toepassing van de L_{den} die wordt veropgesteld in het ontwerp van Europese richtlijn.

De Regering besluit dat, wanneer de tussenkomende partijen niet aantonen dat het gevraagde deskundigenonderzoek noodzakelijk is, dat verzoek niet dient te worden ingewilligd.

A.15.9. Wat betreft de vorderingen die door de tussenkomende partijen zijn geformuleerd naar aanleiding van het decreet van 8 juni 2001 tot wijziging van artikel *1bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van geluidshinder, betoogt het Waalse Gewest dat zij onontvankelijk zijn, aangezien de tussenkomende partijen enkel een vordering tot tussenkomst hebben ingediend in de zaken nrs. 2431 en 2432, in verband met het decreet van 25 oktober 2001, en niet in de zaken met betrekking tot het voormelde decreet van 8 juni 2001.

Ten aanzien van de grief die wordt aangevoerd door de derde en vierde verzoekende partij tot tussenkomst, beiden omwonenden van de luchthaven van Charleroi, voert de Waalse Regering de onontvankelijkheid ervan aan, vermits een tussenkomst het oorspronkelijk beroep noch kan uitbreiden noch kan wijzigen. De grief zou bovendien het decreet van 8 juni 2001 beogen dat de uren van uitbating van de luchthavens vaststelt. De verzoekende partijen zijn evenwel niet tussengekomen in het beroep tot vernietiging dat tegen dat decreet is gericht. De Waalse Regering besluit daaruit dat, wat dat punt betreft, de vordering tot tussenkomst onontvankelijk moet worden verklaard.

Memorie van antwoord van de tussenkomende partijen in de zaak nr. 2431

A.16. De tussenkomende partijen beklemtonen het feit dat het Waalse Gewest zijn memorie heeft gewijd aan de luchthaven van Bierset, terwijl twee van hen omwonenden zijn van de luchthaven van Charleroi.

Zij vergelijken vervolgens het systeem van administratieve geldboetes dat door het decreet is ingevoerd, met de gemeenrechtelijke strafregeling zoals bepaald bij de artikelen 42, 43 en 43*bis* van het Strafwetboek, en besluiten daaruit dat het systeem van administratieve geldboetes blijkt geeft van een verregaande laksheid.

— B —

*De ontvankelijkheid**Ten aanzien van het belang van de v.z.w. Net Sky*

B.1.1. De Waalse Regering betwist het belang om in rechte te treden van de v.z.w. Net Sky in de zaken nrs. 2304 en 2432, enerzijds, omdat het collectief belang waarop zij zich beroept zich zou beperken tot de som van de individuele belangen van haar leden en, anderzijds, omdat het maatschappelijk doel van de vereniging niet rechtstreeks door de bestreden rechtshandelingen zou worden geraakt.

B.1.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet beperkt is tot het individuele belang van de leden; dat het maatschappelijk doel door de bestreden bepaling kan worden geraakt; dat niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.1.3. Volgens haar statuten heeft de v.z.w. Net Sky tot doel « de harmonieuze integratie te bevorderen van de economische activiteiten van de luchthaven van Luik door de bevolking van de Luikse regio te beschermen tegen de geluidshinder die rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden is met alle exploitatievormen van de luchthaven van Luik ». Zij « stelt zich als eerste doel : het leefmilieu en de kwaliteit van het leven te beschermen en » zij « spant zich in om de eerbiediging op te leggen van alle wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het maatschappelijk leven en zij zet alle stappen die absoluut noodzakelijk zijn om het vooropgezette doel te waarborgen in de gevallen waarin de wet niets zegt of onbestaande is ».

Er bestaat een voldoende band tussen het hiervoor beschreven maatschappelijk doel en de in de beide verzoekschriften aangevochten bepalingen. Die hebben immers betrekking op maatregelen die ertoe strekken het lawaai te bestrijden dat wordt veroorzaakt door de vliegtuigen die gebruik maken van de luchthavens van het Waalse Gewest, waaronder die van Luik-Bierset.

Het belang van de vereniging onderscheidt zich bovendien van het individueel belang van haar leden, doordat zij alle omwonenden van de luchthaven wil beschermen tegen de geluidshinder die verbonden is aan de exploitatie van de luchthaven.

B.1.4. De door de v.z.w. Net Sky ingediende beroepen zijn ontvankelijk.

Ten aanzien van het verzoekschrift tot tussenkomst

B.2.1. De verzoekers tot tussenkomst wonen in zone B van de luchthaven van Bierset of in de nabijheid van zone A van de luchthaven van Gosselies. Zij dreigen rechtstreeks en ongunstig te worden geraakt door het decreet van 25 oktober 2001 aangezien dit voorziet in maatregelen die van toepassing zijn op de omwonenden die geluidshinder ondergaan die wordt veroorzaakt door de exploitatie van de Waalse luchthavens.

B.2.2. Zij hebben dus een belang om tussen te komen in het beroep tot vernietiging van bepalingen die rechtstreeks op hen kunnen worden toegepast.

*Ten gronde**Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.3.1. Het decreet van 8 juni 2001 houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder bepaalt wat volgt :

« Artikel 1. In artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, 1^{ste} lid, worden de woorden ' op grond van geluidsdrempels ' geschrapt.

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgende leden :

' De tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 65 dB(A) die minder bedraagt dan 70 dB(A).

De derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 60 dB(A) die minder bedraagt dan 65 dB(A).

De vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 55 dB(A) die minder bedraagt dan 60 dB(A). '

3° er worden een vierde paragraaf en een vijfde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

' § 4. In deze aan geluidshinder blootgestelde zones kan de Regering maximale geluidsdrempels bepalen, uitgedrukt in L_{max} , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

[...]

- Het maximum geluidsniveau van een luchtvaartuig, L_{max} : de maximumwaarde van het geluidsdrumniveau L_{Aeq} (1s) gemeten bij de doorgang van een luchtvaartuig en specifiek door hem voortgebracht op een bepaalde geografische plaats, met name $\{ [L_{Aeq}(1s)]_{vliegtuig} \}_{max}$

Wat de luchthaven Luik-Bierset betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 82 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

Wat de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 82 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

§ 5. Naast de aan geluidshinder blootgestelde zones die door de Regering bepaald kunnen worden, is ze ook bevoegd voor de vaststelling van geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

Buiten de aan geluidshinder blootgestelde zones die voor de luchthaven Luik-Bierset en de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid afgebakend zijn, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel minder dan 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

4° Er worden een paragraaf 6, een paragraaf 7, een paragraaf 8 en een paragraaf 9 toegevoegd, luidend als volgt :

' § 6. In de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset worden isolatiewerken uitgevoerd waarbij via geschikte technieken gezorgd wordt voor een geluidsvermindering van 42 dB(A) voor de woningen van zone B, van 37 dB(A) voor de woningen van zone C, van 32 dB(A) voor de woningen van zone D.

De kosten van de uitgevoerde werken zijn voor rekening van het Waalse Gewest binnen de perken van de tegemoetkomingen, onder de voorwaarden en volgens de procedure die door de Regering worden bepaald.

De isolatiewerken in de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen, gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset of binnen de zones A, B, C en D van Charleroi-Brussel-Zuid worden ook uitgevoerd met inachtneming van een vereiste geluidsvermindering, waarbij de Regering belast is met de vaststelling van de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel tussen 7 en 22 uur, uitgedrukt in L_{max} , met dien verstande dat de geluidsdrempel voor de zones B vastgesteld is op maximum 93 dB(A) en de geluidsvermindering op 38 dB(A).

§ 7. De strafbepalingen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden zijn van toepassing indien de op de grond voortgebrachte geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , niet in acht genomen worden.

§ 8. De op de grond voortgebrachte geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , zijn slechts vanaf 1 juli 2002 van toepassing voor de maatschappijen die luchtvaartuigen op deze luchthavens vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben geëxploiteerd.

§ 9. De Regering kan op de grond voortgebrachte maximumgeluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , vaststellen die lager zijn dan de bij dit decreet bepaalde drempels.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

B.3.2. Het decreet van 25 oktober 2001 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder bepaalt :

« Artikel 1. § 1. In artikel 1bis, § 2, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt de zin ' De aldus berekende omtrek van de aan geluidshinder blootgestelde zones wordt gewogen op grond van de vestigingseigenschappen van de constructies, alsmede van hun uitrusting en bestemming ' door de zin ' De aldus berekende omtrek van de aan geluidshinder blootgestelde zones kan door de Regering worden aangepast op grond van de vestigingseigenschappen van de constructies, van hun uitrusting en bestemming. '

§ 2. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet wordt er een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt :

' In het kader van de maatregelen getroffen door de Regering overeenkomstig bovenstaand eerste lid :

1° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 70 dB(A) of meer, geacht deel uit te maken van zone A;

2° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 65 dB(A) of meer en minder dan 70 dB(A), geacht deel uit te maken van zone B;

3° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 60 dB(A) of meer en minder dan 65 dB(A), geacht deel uit te maken van zone C;

4° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 55 dB(A) of meer en minder dan 60 dB(A), geacht deel uit te maken van zone D;

5° zijn de nrs. 2° tot en met 4° voor luchthavens die geopend zijn 24 uur op 24 enkel van toepassing op al dan niet bebouwde onroerende goederen gelegen buiten de zone A. '

[...]

§ 3. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet, wordt er een derde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

[...]

8. het deel uitmaken van een zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder (A, B, C of D) bij wijze van gelijkstelling vloeit voort uit de vergelijking van de berekende uitslagen opgenomen in het meetverslag onder punt 7, met vermelding van de geluidsindicator L_{dn} van de referentiezone. Mochten de indicatoren L_{dn} opgenomen in het meetverslag minstens vier keer herhaald hoger zijn dan of gelijk aan de referentie-indicator (70, 65, 60 of 55 dB(A)), wordt het onroerend goed geacht in de referentiezone gelegen te zijn (A, B, C of D);

9. in het geval vermeld onder punt 8 opent het proces-verbaal van de berekende uitslagen het recht om in aanmerking te komen voor de maatregelen bedoeld onder het eerste lid, waarvan de uitvoering plaatsvindt onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering;

10. de Regering, die zich richt naar de bovenstaande methodes, laat opmetingen verrichten voor de geluidsniveaus op verschillende plaatsen of in verschillende wijken die meer bepaald aan de rand van de zones liggen. Door die voorafgaande maatregelen kan zij oordelen op welke plaatsen en in welke wijken de aanspraak op het recht van het tweede lid gegrond kan blijken. Indien de opmetingen die de Regering aldus heeft laten verrichten, erop wijzen dat de aanspraak op het recht om in aanmerking te komen voor één van de bepalingen bedoeld onder het tweede lid van § 3 hierboven *prima facie* gegrond blijkt, laat de Regering op eigen kosten de noodzakelijke individuele opmetingen verrichten. Indien er uit het onderzoek van de opmetingen van de geluidsniveaus die de Regering heeft laten verrichten, geen dergelijke conclusie getrokken kan worden, schiet degene die desalniettemin meent aanspraak te kunnen maken op het recht in het tweede lid de kosten met betrekking tot de individuele maatregelen die hem betreffen voor en worden laatstgenoemde hem terugbetaald voor zover zijn aanspraak gegrond blijkt. '

§ 4. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet wordt er een vierde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

' De Regering stelt de procedure vast voor de uitvoering van de leden twee tot en met vier, evenals alle daartoe nodige maatregelen. '

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.3.3 Artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999 en gewijzigd bij de voormelde decreten, luidt thans als volgt :

« § 1. De [Waalse] Regering wordt ertoe gemachtigd maatregelen te nemen om de bevolking die in de nabijheid van de luchthavens en vliegvelden van het Waalse Gewest woont, tegen geluidshinder te beschermen.

§ 2. Daartoe kan de [Waalse] Regering categorieën van aan geluidshinder blootgestelde zones in afnemende lijn bepalen.

Deze zones worden bepaald naar gelang van de waarde van de geluidsindicator L_{dn} , met name op grond van de volgende gegevens :

[...]

De zone die het meest aan geluidshinder is blootgesteld, "zone A" genoemd, is degene waarin de geluidsindicator L_{dn} wijst op een geluidsbelasting van 70 dB(A) of meer.

De tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 65 dB(A) die minder bedraagt dan 70 dB(A).

De derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 60 dB(A) die minder bedraagt dan 65 dB(A).

De vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 55 dB(A) die minder bedraagt dan 60 dB(A).

§ 3. In deze zones kan de Waalse Regering met name:

1° elk al dan niet gebouwd onroerend goed kopen;

2° de plaatsing bevorderen van voorzieningen om het geluid of de trillingen te verminderen, te dempen of om de nadelen ervan te verhelpen, in voorkomend geval door de toekenning van een toelage of een premie;

3° de huurders van een hoofdverblijfplaats een verhuispremie aanbieden;

4° in voorkomend geval geluidsisolatiënormen opleggen, alsmede het gebruik van specifieke bouwmaterialen voor de oprichting en de verbouwing van gebouwen.

In het kader van de maatregelen getroffen door de Regering overeenkomstig bovenstaand eerste lid :

1° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 70 dB(A) of meer, geacht deel uit te maken van zone A;

2° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 65 dB(A) of meer en minder dan 70 dB(A), geacht deel uit te maken van zone B;

3° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 60 dB(A) of meer en minder dan 65 dB(A), geacht deel uit te maken van zone C;

4° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 55 dB(A) of meer en minder dan 60 dB(A), geacht deel uit te maken van zone D;

5° zijn de nrs. 2° tot en met 4° voor luchthavens die geopend zijn 24 uur op 24 enkel van toepassing op al dan niet bebouwde onroerende goederen gelegen buiten de zone A.

Met het oog op de toepassing van bovenstaand tweede lid wordt het opmeten van het geluidsniveau voortvloeiende uit burgerlijk en commercieel luchtverkeer uit of naar luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, onder de volgende voorwaarden verricht :

[...]

8. het deel uitmaken van een zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder (A, B, C of D) bij wijze van gelijkstelling vloeit voort uit de vergelijking van de berekende uitslagen opgenomen in het meetverslag onder punt 7, met vermelding van de geluidsindicator L_{dn} van de referentiezone. Mochten de indicatoren L_{dn} opgenomen in het meetverslag minstens vier keer herhaald hoger zijn dan of gelijk aan de referentie-indicator (70, 65, 60 of 55 dB(A)), wordt het onroerend goed geacht in de referentiezone gelegen te zijn (A, B, C of D);

9. in het geval vermeld onder punt 8 opent het proces-verbaal van de berekende uitslagen het recht om in aanmerking te komen voor de maatregelen bedoeld onder het eerste lid, waarvan de uitvoering plaatsvindt onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering;

10. de Regering, die zich richt naar de bovenstaande methodes, laat opmetingen verrichten voor de geluidsniveaus op verschillende plaatsen of in verschillende wijken die meer bepaald aan de rand van de zones liggen. Door die voorafgaande maatregelen kan zij oordelen op welke plaatsen en in welke wijken de aanspraak op het recht van het tweede lid gegrond kan blijken. Indien de opmetingen die de Regering aldus heeft laten verrichten, erop wijzen dat de aanspraak op het recht om in aanmerking te komen voor één van de bepalingen bedoeld onder het tweede lid van § 3 hierboven prima facie gegrond blijkt, laat de Regering op eigen kosten de noodzakelijke individuele opmetingen verrichten. Indien er uit het onderzoek van de opmetingen van de geluidsniveaus die de Regering heeft laten verrichten, geen dergelijke conclusie getrokken kan worden, schiet degene die desalniettemin meent aanspraak te kunnen maken op het recht in het tweede lid de kosten met betrekking tot de individuele maatregelen die hem betreffen voor en worden laatstgenoemde hem terugbetaald voor zover zijn aanspraak gegrond blijkt.

De Regering stelt de procedure vast voor de uitvoering van de leden twee tot en met vier, evenals alle daartoe nodige maatregelen.

§ 4. In deze aan geluidshinder blootgestelde zones kan de Regering maximale geluidsdrempels bepalen, uitgedrukt in L_{max} , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

[...]

Wat de luchthaven Luik-Bierset betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 82 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

Wat de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 82 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel maximum 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

§ 5. Naast de aan geluidshinder blootgestelde zones die door de Regering bepaald kunnen worden, is ze ook bevoegd voor de vaststelling van geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

Buiten de aan geluidshinder blootgestelde zones die voor de luchthaven Luik-Bierset en de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid afgebakend zijn, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel minder dan 77 dB(A), uitgedrukt in L_{max} .

§ 6. In de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset worden isolatiewerken uitgevoerd waarbij via geschikte technieken gezorgd wordt voor een geluidsvermindering van - 42 dB(A) voor de woningen van zone B, van - 37 dB(A) voor de woningen van zone C, van - 32 dB(A) voor de woningen van zone D.

De kosten van de uitgevoerde werken zijn voor rekening van het Waalse Gewest binnen de perken van de tegemoetkomingen, onder de voorwaarden en volgens de procedure die door de Regering worden bepaald.

De isolatiewerken in de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen, gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset of binnen de zones A, B, C en D van Charleroi-Brussel-Zuid worden ook uitgevoerd met inachtneming van een vereiste geluidsvermindering, waarbij de Regering belast is met de vaststelling van de op de grond voortgebrachte geluidsdrempel tussen 7 en 22 uur, uitgedrukt in L_{max} , met dien verstande dat de geluidsdrempel voor de zones B vastgesteld is op maximum 93 dB(A) en de geluidsvermindering op 38 dB(A).

§ 7. De strafbepalingen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden zijn van toepassing indien de op de grond voortgebrachte geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , niet in acht genomen worden.)

§ 8. De op de grond voortgebrachte geluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , zijn slechts vanaf 1 juli 2002 van toepassing voor de maatschappijen die luchtvaartuigen op deze luchthavens vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben geëxploiteerd.

§ 9. De Regering kan op de grond voortgebrachte maximumgeluidsdrempels, uitgedrukt in L_{max} , vaststellen die lager zijn dan de bij dit decreet bepaalde drempels. »

Ten aanzien van het eerste middel in de zaken nrs. 2304 en 2431

B.4.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2304 en 2431 leiden een eerste middel af uit de schending, door de bestreden decreten, van artikel 22 van de Grondwet. Zij doen opmerken dat dat artikel, evenals artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, het recht op een gezond leefmilieu verankert en dat enkel de federale wetgever daaraan afwijkingen zou kunnen aanbrengen, aangezien de gemeenschappen en gewesten enkel bevoegd zijn om de bescherming van dat recht te garanderen.

B.4.2. De toetsing van de verenigbaarheid van een decreet met de bevoegdheidsregels moet de toetsing van de bestaanbaarheid ervan met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voorafgaan.

B.4.3. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt :

« Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. »

B.4.4. Het recht op de eerbiediging van het privé-leven en het gezinsleven heeft als essentieel doel de personen te beschermen tegen inmengingen in hun privé-leven, hun gezinsleven, hun woning of hun briefwisseling. Het voorstel dat is voorafgegaan aan de aanneming van artikel 22 van de Grondwet beklemtoonde « de bescherming van de persoon, de erkenning van zijn identiteit en de belangrijkheid van zijn ontplooiing en die van zijn gezin » en het onderstreepte de noodzaak om het privé-leven en het gezinsleven te beschermen tegen « inmenging, onder meer als gevolg van de onafgebroken ontwikkeling van de informatietechnieken, wanneer maatregelen van opsporing, onderzoek en controle door de overheid en particuliere instellingen worden uitgevoerd bij het uitoefenen van hun functie of hun activiteit » (*Parl. St.*, Senaat, 1991-1992, nr. 100-4/2°, p. 3).

B.4.5. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt bovendien dat de Grondwetgever « een zo groot mogelijke concordantie met artikel 8 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM), teneinde betwistingen over de inhoud van dit Grondwetsartikel respectievelijk artikel 8 van het EVRM te vermijden (...) » (*Parl. St.*, Kamer, 1993-1994, nr. 997/5, p. 2).

B.4.6. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft aangenomen (arrest Powell en Rayner t/Verenigd Koninkrijk van 21 februari 1990, arrest Hutton t/Verenigd Koninkrijk van 2 oktober 2001) dat de geluidshinder door vliegtuigen, wanneer die buitensporig is, de kwaliteit van het privé-leven van de omwonenden kan verminderen en dat die geluidshinder kan worden beschouwd hetzij als een tekortkoming in de positieve verplichting van de Staten om adequate maatregelen te nemen teneinde de rechten te beschermen die de verzoekers putten uit artikel 8, lid 1, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, hetzij als een inmenging van een overheid die moet worden verantwoord volgens de in het tweede lid van dat artikel opgesomde criteria. Er dient ter zake rekening te worden gehouden met een billijk evenwicht dat moet worden tot stand gebracht tussen de belangen van het individu en die van de maatschappij in haar geheel, waarbij de Staat, in de beide gevallen, een beoordelingsmarge geniet om te bepalen welke maatregelen dienen te worden genomen, in het bijzonder wanneer met de uitbating van een luchthaven een wettig doel wordt nagestreefd en men de negatieve gevolgen daarvan voor het leefmilieu niet volledig kan uitsluiten.

B.4.7. Onder dat voorbehoud kan worden aangenomen dat, wanneer geluidshinder afkomstig van vliegtuigen een ondraaglijk niveau bereikt, die hinder afbreuk kan doen aan de rechten die de omwonenden van een luchthaven aan artikel 22 van de Grondwet ontlener.

B.4.8. Het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu is weliswaar vervat in artikel 23 van de Grondwet. Daaruit zou echter niet kunnen worden afgeleid dat artikel 22 niet meer zou kunnen worden aangevoerd wanneer geluidshinder afbreuk kan doen aan de in dat artikel gewaarborgde eerbiediging van het privé-leven en het gezinsleven.

B.4.9. Uit de tekst zelf van artikel 22 van de Grondwet volgt dat de gewesten, bij de uitoefening van hun bevoegdheden, de eerbiediging van het privé-leven moeten waarborgen.

B.4.10. Krachtens artikel 6, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de gewesten bevoegd inzake de bescherming van het leefmilieu en de strijd tegen de geluidshinder. Artikel 6, § 1, X, 7°, van dezelfde bijzondere wet verleent hun bevoegdheid inzake de uitrusting en de uitbating van de luchthavens en de openbare vliegvelden, met uitzondering van de luchthaven Brussel-Nationaal.

B.4.11. Door de bestreden bepalingen aan te nemen heeft de decreetgever bevoegdheden uitgeoefend in aangelegenheden die hem toebehoren. Hierbij moest hij de eerbiediging van het privé-leven garanderen, overeenkomstig artikel 22, tweede lid, van de Grondwet. Dat is de doelstelling die met de bestreden bepalingen wordt nagestreefd. Deze willen immers de omwonenden van luchthavens beschermen tegen de geluidshinder die wordt veroorzaakt door de uitbating daarvan.

B.4.12. Weliswaar vloeit uit artikel 22, eerste lid, van de Grondwet voort dat enkel de federale wetgever kan bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden het recht op de eerbiediging van het privé-leven en het gezinsleven kan worden beperkt, maar die bevoegdheid kan redelijkerwijze slechts betrekking hebben op de algemene beperkingen van dit recht, die van toepassing zijn op welke aangelegenheid ook. Daarover anders oordelen zou betekenen dat bepaalde bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten zouden worden uitgehold. De omstandigheid dat een inmenging in het privé-leven en het gezinsleven het gevolg is van de regeling van een welbepaalde aan de decreetgever toegewezen aangelegenheid doet geen afbreuk aan diens bevoegdheid.

B.4.13. Het middel dat is afgeleid uit de onbevoegdheid van de decreetgever is niet gegrond.

Ten aanzien van het eerste middel in de zaken nrs. 2303, 2432 en ten aanzien van het eerste onderdeel van het eerste middel in de zaken nrs. 2304 en 2431 samen

B.5.1. De verzoekende partijen in de vier zaken voeren de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 22 en 23, derde lid, 2° en 4°, ervan, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Zij verwijten de twee bestreden decreten dat zij de Waalse Regering het gebruik opleggen van de gemiddelde geluidsindicator L_{dn} om de zones met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder af te bakenen. Dat criterium zou niet aangepast zijn om geluidshinder te beoordelen die wordt veroorzaakt door de exploitatie van een luchthaven die hoofdzakelijk 's nachts werkzaam is. Het zou tot gevolg hebben dat een discriminatie in het leven wordt geroepen ten aanzien van de omwonenden die in zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder zijn gevestigd, in vergelijking met diegenen die in zone A zijn gevestigd, aangezien die beide categorieën van omwonenden aan juridisch verschillende stelsels zijn onderworpen terwijl zij dezelfde geluidspieken ondergaan.

De toepassing van de L_{dn} -geluidsindicator zou bovendien een discriminatie in het leven roepen, doordat zij de omwonenden die hoofdzakelijk 's nachts geluidshinder ondergaan en diegenen die hoofdzakelijk overdag geluidshinder ondergaan, op dezelfde wijze behandelt.

B.5.2. De verzoekende partijen zijn van mening dat enkel de toepassing van het L_{max} -criterium het mogelijk zou maken de werkelijke gevolgen van het vliegtuiglawaai op hun nachtrust op adequate wijze te evalueren. Dat criterium beantwoordt aan het maximale geluidsniveau dat door het overvliegen van een vliegtuig wordt veroorzaakt en wordt in dB(A) opgemeten.

B.5.3. Volgens de Waalse Regering faalt het middel in rechte, vermits de L_{dn} -indicator reeds is aangewend in het decreet van het Waalse Gewest van 1 april 1999 tot wijziging van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, om de zone A van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder af te bakenen. Het middel zou aldus erop neerkomen dat het voormelde decreet bekritiseert, terwijl daartegen geen enkel beroep werd ingesteld.

B.5.4. Artikel 1, 2°, van het decreet van 8 juni 2001 houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder definieert zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder als zijnde die zone waarvoor de L_{dn} -indicator gelijk is aan of hoger dan 65 dB(A) en lager dan 70 dB(A).

Het decreet van 25 oktober 2001 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 bepaalt dat een al dan niet bebouwd onroerend goed, blootgesteld aan geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} die gelijk is aan of hoger dan 70 dB(A), geacht wordt deel uit te maken van zone A. Tevens wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan geluidshinder met een geluidsindicator die gelijk is aan of hoger dan 65 dB(A) en lager dan 70 dB(A), geacht wordt deel uit te maken van zone B.

B.5.5. De bestreden decreten bepalen de omvang van zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder met behulp van de geluidsindicator L_{dn} . De verzoekende partijen zijn gerechtigd om het ongeschikte karakter aan te voeren van het in het decreet aangewende criterium, ook al werd die indicator reeds aangewend in een vorig decreet. De door de Waalse Regering opgeworpen exceptie wordt bijgevolg verworpen.

B.5.6. Het Hof moet echter rekening houden met de parlementaire voorbereiding van het decreet van 1 april 1999 bij het onderzoek van de verantwoording van het door de decreetgever gekozen criterium om de verschillende zones met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder te definiëren, aangezien die verantwoording voor de eerste maal is verwoord naar aanleiding van de aanneming van dat decreet en in de bestreden decreten impliciet is bevestigd door de keuze van het L_{dn} -criterium om de omvang van zone B vast te stellen.

B.5.7. Het Hof moet tevens onderzoeken of er een objectieve en redelijke verantwoording bestaat om omwonenden die hoofdzakelijk overdag geluidshinder ondergaan en diegenen die hoofdzakelijk 's nachts geluidshinder ondergaan op dezelfde wijze te behandelen.

B.5.8. Met de aanneming van de betwiste decreten wilde de decreetgever een evenwicht tot stand brengen tussen de economische belangen van het Gewest en de bescherming van de gezondheid van de omwonenden die geluidshinder ondergaan wegens de uitbating van de luchthavens (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/1, p. 2).

B.5.9. In de parlementaire voorbereiding van het decreet van 1 april 1999 wordt uiteengezet wat volgt :

« het internationaal erkende L_{dn} -criterium is gekozen omdat het rekening houdt met vier parameters die verbonden zijn met het vliegtuiglawaai en die door specialisten als doorslaggevend zijn geïdentificeerd ten aanzien van de hinder die personen kunnen ondervinden :

1. het maximale geluidsniveau bij het overvliegen van elk vliegtuig : de geluidspiek;
2. de overvliegtijd van elk vliegtuig (een minder lawaaierig vliegtuig maar dat minder snel vliegt kan als storender worden ervaren dan een meer lawaaierig vliegtuig dat sneller vliegt);

3. het totale aantal vliegtuigen;

4. het ogenblik waarop het vliegtuig overvliegt (overdag of 's nachts, met dien verstande dat in dat laatste geval, zelfs indien het vliegtuig hetzelfde lawaai maakt als overdag het als storender wordt ervaren. Aldus wordt er in de L_{dn} -berekening een strafpunt van 10 dB toegevoegd aan elke nachtvlucht, waardoor het mogelijk is de hinder die 's nachts wordt ervaren beter in kaart te brengen) » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 1998-1999, nr. 485/4 en nr. 403/2, p. 6).

Wat betreft de keuze van de L_{dn} -geluidsindicator voor de luchthaven van Bierset die momenteel hoofdzakelijk 's nacht operationeel is, wordt in de parlementaire voorbereiding van het decreet van 8 juni 2001 vermeld dat de Waalse wetgever wilde « komen tot de definitie van een maximaal verkeer door zich te baseren op een extrapolatie van een fictieve situatie van volle activiteit op de luchthaven van Bierset » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/5, p. 4; *Hand.*, 2000-2001, nr. 21, p. 6).

B.5.10. Het staat niet aan het Hof zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de decreetgever ten aanzien van de keuze van het criterium dat moet worden aangewend om rekening te houden met de geluidshinder die de omwonenden van de Waalse luchthavens ondergaan. Het Hof is echter ertoe gehouden te onderzoeken of het gekozen criterium niet op een kennelijk onredelijke beoordeling berust.

B.5.11. Naast het feit dat in het L_{dn} -criterium rekening wordt gehouden met de geluidspieken, het aantal vliegtuigen en de overvliegtijd van elk vliegtuig, houdt dat criterium rekening met het volume van de nachtvluchten vermits het voor elke nachtvlucht een strafpunt van 10 dB(A) toepast.

Doordat het Waalse Gewest een criterium heeft aangenomen dat een gemiddelde vormt van het lawaai dat gedurende 24 uur door het luchtverkeer wordt veroorzaakt en doordat het die maatregel verantwoordt door het feit dat de luchthaven van Bierset op dusdanige wijze moet worden uitgebreid dat dit verkeer zowel 's nachts als overdag plaatsvindt, heeft het een maatregel genomen die niet op een beoordeling berust die kennelijk onredelijk is ten aanzien van de in B.5.8 beschreven doelstelling.

B.5.12. Voor het overige stelt het Hof vast dat, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, de decreetgever in zijn decreet van 8 juni 2001 gebruik heeft gemaakt van het L_{Amax} -criterium. Dit criterium bepaalt immers, dat, voor wat betreft de luchthaven van Luik-Bierset, in de zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, de drempel van het maximale lawaai dat wordt veroorzaakt aan de grond 87 dB(A) bedraagt, uitgedrukt in L_{max} .

Het decreet machtigt de Regering bovendien ertoe in L_{max} uitgedrukte geluidsdrempels vast te stellen die niet mogen worden overschreden door de vliegtuigen die van de luchthavens van het Waalse Gewest gebruik maken tussen 22 uur en 7 uur.

Tijdens de parlementaire debatten die vooraf zijn gegaan aan de aanneming van het decreet van 8 juni 2001 is er verklaard dat « zones vaststellen zonder rekening te houden met de L_{max} -waarde een wankel maatregel zou geweest zijn. Voor de omwonenden is het niet alleen belangrijk dat rekening wordt gehouden met het gemiddelde niveau van geluidshinder dat aan de hand van talrijke correctiefactoren wordt berekend; het is evenzeer belangrijk dat rekening wordt gehouden met de geluidspieken » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/5, p. 4).

De L_{max} moest het mogelijk maken om de meest lawaaierige vliegtuigen uit te sluiten, zoals in herinnering werd gebracht naar aanleiding van de debatten die voorafgingen aan de aanneming van het decreet van 25 oktober 2001. De L_{max} moest bovendien een bijkomende waarborg vormen, want « met de enkele L_{dn} -indicator zou het kunnen dat tien vliegtuigen die zeer lawaaierige nachtvluchten uitvoeren en de omwonenden zeer zeker wekken (zelfs indien hun woningen geïsoleerd zijn) de drempel van L_{dn} [70 dB(A)] niet overschrijden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/2, p. 10).

B.5.13. Ten aanzien van de vaststelling van de drempel van 87 dB(A) voor de zone B, werd die grens verantwoord door de omstandigheid dat vanuit het perspectief van de economische ontwikkeling het vereist was om langafstandsvliegtuigen die op andere continenten vliegen te aanvaarden (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/5, p. 4).

Het decreet heeft tevens voorzien in de toepassing van sancties in geval van niet-inachtneming van die maximale geluidsdrempels aan de grond.

B.5.14. Uit wat voorafgaat vloeit voort dat de bestreden decreten, in zoverre zij gebruik maken van de geluidsindicator L_{dn} om de zone B af te bakenen van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, niet discriminerend zijn.

B.6.1. Voorts wordt de bestreden decreten verweten dat ze een discriminatie in het leven roepen ten aanzien van de omwonenden die in de zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder zijn opgenomen, aangezien sommigen onder hen geluidshinder ondergaan die identiek is met die welke de omwonenden van de zone A ondergaan, zonder dat zij een procedure tot terugkoop van hun woning door de Regering kunnen genieten, zoals dat het geval is voor de gebouwen die in de zone A van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder gelegen zijn.

B.6.2. Naar aanleiding van de besprekingen die zijn voorafgegaan aan de aanneming van het decreet van 8 juni 2001, heeft de decreetgever meermaals zijn bekommernis geuit dat ten aanzien van de omwonenden van zone A en die van zone B het billijkheidsbeginsel zo goed mogelijk in acht zou worden genomen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/5, p. 10; *Hand.*, 2000-2001, nr. 22, p. 23).

B.6.3. Het is precies als antwoord op de grief die door de verzoekende partijen is aangevoerd dat het Waalse Gewest het decreet van 25 oktober 2001 heeft aangenomen. Volgens de memorie van toelichting had dat decreet tot doel om « te vermijden dat de verdeling van de zones van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, die gebaseerd is op de omschrijving van omtrekken, het risico zou inhouden, dat situaties met een geluidshinder die gelijk is aan of hoger dan diegene die wordt erkend binnen één van de genoemde zones worden miskend, zonder dat de in de uitvoeringsbesluiten beoogde maatregelen erop kunnen worden toegepast » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/1, p. 2). Die bedoeling is vertaald in die decreetsbepalingen, volgens welke de omwonenden van zone B de maatregel tot terugkoop van hun woning kunnen genieten, wanneer wordt aangetoond dat zij geluidshinder ondergaan waarvan de L_{dn} -indicator gelijk is aan of hoger dan 70 dB(A).

De decreetgever heeft aldus erover gewaakt dat, geval per geval, rekening kan worden gehouden met de situaties waarin de automatische toepassing van de aangenomen criteria ongeschikt zou blijken.

B.7. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2303, het eerste middel en het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaken nrs. 2304 en 2431, het derde middel in de zaak nr. 2304, alsmede het tweede middel in de zaak nr. 2432, samen

B.8.1 De verzoekende partijen in de vier zaken die aan het Hof worden voorgelegd, voeren de ontstentenis van relevantie aan van de op 70 dB(A) vastgestelde drempel om de zone A af te bakenen, ten aanzien van de zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder. Er wordt aangevoerd dat volgens door deskundigen uitgevoerde wetenschappelijke studies, de geluidshinder als ondraaglijk wordt omschreven boven de drempel van 66 dB(A) volgens de L_{dn} -indicator. Daaruit zou een discriminatie voortvloeien tussen de omwonenden van zone A en die van zone B, aangezien laatstgenoemden niet de gunstige maatregelen kunnen genieten die eerstgenoemden genieten, terwijl zij aan geluidshinder zouden worden blootgesteld die net zo schadelijk is voor hun gezondheid.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 2304 beklagen zich bovendien erover dat de isolatiemaatregelen voor de gebouwen die gelegen zijn in zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, niet geschikt zijn wegens de graad van de geluidshinder die zij ondergaan en doordat die maatregelen de bewoners van de gebouwen het volle en volledige genot van hun woning ontzeggen, vermits zij erin opgesloten zullen moeten blijven, zonder mogelijkheid om hun tuin of terras te benutten, vanwege de ernstige en zelfs ondraaglijke geluidshinder die zij anders zouden moeten ondergaan.

B.8.2. De bestreden decreten definiëren de zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder als zijnde de zone waarvoor de L_{dn} -indicator gelijk is aan of hoger dan 65 dB(A) en lager dan 70 dB(A).

Zoals het Hof reeds heeft aangegeven in B.5.12, heeft de decreetgever bovendien een maximumdrempel vastgesteld voor het lawaai dat aan de grond wordt veroorzaakt, die 87 dB(A) bedraagt en wordt uitgedrukt in L_{max} , voor de vliegtuigen die 's nachts overvliegen en die 93 dB(A) bedraagt voor diegenen die tussen 7 uur en 22 uur overvliegen.

Het decreet van 8 juni 2001 bepaalt dat voor de voornaamste nachtruimten van de in zone B gelegen woningen isolatiewerken moeten worden uitgevoerd waarbij, via geëigende technieken, de inachtneming van een geluidsvermindering met 42 dB(A) wordt gewaarborgd. De vermindering van het lawaai in de voornaamste dagruimten van de woningen is vastgesteld op 38 dB(A).

B.8.3. Uit de parlementaire voorbereiding van het decreet van 8 juni 2001 volgt dat die maatregelen zijn ingevoerd teneinde te voldoen aan de door de Wereldgezondheidsorganisatie uitgevaardigde normen, zijnde een norm van 55 dB(A) overdag en 45 dB(A) 's nachts : geen enkel ontwaken zou te wijten zijn aan geluidshinder die gelijk is aan of lager ligt dan die waarde (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 184/5, pp. 5 en 6). Tijdens de parlementaire voorbereiding van het decreet van 25 oktober 2001 is gepreciseerd dat het daar om een resultaatverbintenis ging (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/2, p. 4).

De drempel van 70 dB(A) die de zone A afbakt van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder werd als volgt verantwoord : « [...] medische onderzoeken hebben aangetoond dat de geluidsniveaus die overeenstemmen met een L_{dn} -indicator = 70 dB(A) en meer, niet geschikt zijn voor woonzones » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 1998-1999, nr. 485/4 en nr. 403/2, p. 6).

Die drempel is in vraag gesteld tijdens de parlementaire debatten die zijn voorafgegaan aan de aanneming van het decreet van 25 oktober 2001. Men heeft zich erover verbaasd dat in het ontwerp is afgestapt van de Bradley-normen die duidelijk aantoonde dat boven de L_{dn} 66 het niet mogelijk was om een redelijke uitbreiding van de luchthaven te overwegen in een woonzone, terwijl die normen voor de vorige Regering als referentie dienden (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/2, p. 9). Er werd op gewezen dat de meeste wetenschappelijke, technische of administratieve rapporten geen voorstaander waren van het L_{dn} 70 criterium voor woonzones. Er werd geantwoord dat « de norm van 70 L_{dn} , aangevuld met het gelijkheidsbeginsel en met aanzienlijke maatregelen voor de woningen die bloot staan aan geluidshinder van minder dan 70 L_{dn} , de goedkeuring zouden wegdragen van de gerechtelijke instanties die zich daarover zullen moeten uitspreken » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/2, p. 10).

B.8.4. Het Hof is niet gemachtigd om zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de wetgever teneinde het geschikte criterium vast te stellen aan de hand waarvan laatstgenoemde de door hem vooropgestelde doelstelling kan bereiken. Daarentegen moet het Hof onderzoeken of de door de wetgever gemaakte keuze niet kennelijk willekeurig of onredelijk is.

B.8.5. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2303 en 2432 leggen, als bijlage bij hun verzoekschrift, verscheidene rapporten in verband met geluidsonderzoek voor.

Dat van het Brussels Instituut voor Milieubeheer merkt op dat, wat betreft het lawaai dat aan de buitenzijde van de woningen is opgemeten, een geluidsniveau tussen 65 en 70 dB(A) ondraaglijk en schadelijk is voor de gezondheid en dat doorgaans wordt aangenomen dat een persoon niet kan wonen in een zone die is blootgesteld aan vliegtuiglawaai van meer dan 65 dB(A) (pp. 30-1 en 30-3 van het rapport).

Een effectenstudie die is uitgevoerd door het bureau POLY'ART geeft aan dat de oplossing die erin bestaat om de bestaande woningen te voorzien van geluidsisolatie, zodat de drempel van 45 dB(A) in de slaapkamers niet wordt overschreden, de burgers zou verplichten om te leven in omstandigheden die ondraaglijk zouden zijn (p. 17 van het rapport). Hetzelfde bureau heeft tevens onderstreept dat de geluidsniveaus van meer dan L_{dn} = 66 dB(A) niet geschikt waren voor woonzones (pp. 17 en 45 van het rapport). Dit laatste standpunt werd tevens bevestigd door de werkgroep A-Tech (Acoustic Technologies), die door het Waalse Gewest is opgericht (punt 1.2., vierde alinea), evenals door de deskundige J.-S. Bradley, naar wie is verwezen in de parlementaire voorbereiding van de bestreden decreten.

B.8.6. De Waalse Regering betoogt in haar memorie dat de conclusies van het rapport Bradley verkeerd zijn vertaald. In dat rapport zou men onder ogen hebben gezien dat het onmogelijk was om woonzones die blootstaan aan geluidshinder van 66 dB(A) en meer uit te breiden maar niet om ze te handhaven. De Regering onderstreept tevens dat de conclusies van dat rapport gebaseerd zijn op de Canadese woonsituatie, zijnde huizen in hout die minder geluidsbestendig zijn dan gebouwen die bij ons worden opgetrokken, wat een verklaring zou vormen voor het feit dat het maximale geluidsniveau dat in Canada buiten is toegelaten wordt vastgesteld op 66 dB(A).

Ten aanzien van de grens van 70 dB(A), die het mogelijk maakt zone A van zone B te onderscheiden, verwijst de Regering naar het rapport van A-Tech om uit te leggen dat het om een drempel gaat boven welke de werken van geluidsdemping technisch moeilijk en duur zouden blijken, en zelfs onmogelijk, indien ze niet gepaard gaan met een versteviging van de structuur zelf van de gebouwen.

B.8.7. Het staat niet aan het Hof een beoordeling te geven van de conclusies van de verschillende door de deskundigen opgemaakte rapporten. Het Hof stelt echter vast dat geen enkel van die rapporten het mogelijk maakt te besluiten dat de omwonenden van de luchthaven van Bierset in hun woning zouden kunnen leven zonder dat hun recht op privé-leven op buitensporige wijze zou worden aangetast, wanneer zij worden blootgesteld aan geluidshinder die tussen 65 en 70 dB(A) bedraagt.

B.8.8. Wellicht is de indeling in zone B van de woningen waarin men aan dergelijke hinder wordt blootgesteld gemotiveerd door de technische mogelijkheid om ze te isoleren, terwijl boven 70 dB(A) die isolatie een versteviging van de structuur van de gebouwen zou vergen. Uit alle rapporten blijkt echter dat die isolatiewerken het mogelijk zouden maken om de hinder op dusdanige wijze te verminderen dat de gezondheid van de omwonenden niet langer erdoor in gevaar wordt gebracht, maar op voorwaarde dat zij in hun woningen leven met gesloten ramen en deuren, wat overigens is bevestigd tijdens de parlementaire voorbereiding van het decreet van 25 oktober 2001 (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, 184/5, pp. 12-14; *Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 21, p. 8; *Parl. St.*, Waals Parlement, 2001-2002, nr. 22, p. 16).

B.8.9. Hieruit volgt dat de bewoners van de zone B zich, vanuit het oogpunt van het recht op eerbiediging van hun privé-leven en hun gezinsleven, niet in een wezenlijk verschillende toestand bevinden dan die waarin de bewoners van zone A zich bevinden, zodat het bekritiseerde verschil in behandeling niet redelijk verantwoord is.

B.9. Het middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 22 van de Grondwet, is gegrond.

Ten aanzien van het derde middel in de zaak nr. 2431

B.10.1. De verzoekende partijen voeren de schending aan, door het decreet van 25 oktober 2001, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, bijzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 22 en 23 ervan, alsmede met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre de omwonenden van zone B, die worden beschouwd als wonende in een zone « met risico » een gratis opmeting kunnen genieten van de geluidshinder waaraan ze worden blootgesteld, terwijl de andere omwonenden de kosten in verband met de individuele opmetingen die op hen van toepassing zijn moeten voorschieten en die enkel terugbetaald krijgen indien hun beweringen gegrond worden verklaard.

B.10.2. Artikel 1, § 3, van het decreet van 25 oktober 2001 voegt een derde lid toe aan artikel 1*bis*, § 3, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, waarvan punt 10 bepaalt dat de Regering kan overgaan tot opmetingen van het geluidsniveau op verschillende plaatsen of in verschillende wijken die met name in de rand van de zones gelegen zijn. Wanneer de opmetingen waartoe de Regering is overgegaan aangeven dat de aanspraak op het voordeel van één van de maatregelen waarin het decreet voorziet *op het eerste gezicht* gegrond blijkt, gaat de Regering op haar kosten over tot de noodzakelijke opmetingen. Indien echter de studie van de opmetingen van geluidsniveaus waartoe de Regering is overgegaan het niet mogelijk maakt om tot een dergelijke conclusie te komen, moet diegene die van mening is aanspraak te kunnen maken op het voordeel van dergelijke opmetingen de desbetreffende kosten voorschieten en krijgt hij die terugbetaald indien zijn bewering gegrond blijkt.

B.10.3. De bekritiseerde bepaling is in het decreet ingevoerd met een voorstel van amendement dat werd verantwoord als volgt :

« Het eerste deel van punt 10 maakt het nog mogelijk om niet de situatie te benadelen van diegene die, aangezien zij niet over de middelen beschikt om de noodzakelijke kosten voor de uitvoering van opmetingen van geluidsniveaus voor te schieten, aan zijn aanspraak zou verzaken, terwijl de individuele aanvraag in redelijkheid niet onzinnig blijkt. » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2000-2001, nr. 257/2, amendement nr. 3, p. 3)

B.10.4. De decreetgever vermocht te oordelen dat teneinde rekening te houden met de aanspraken van de omwonenden zonder de openbare middelen bloot te stellen aan ondoordachte aanvragen, het noodzakelijk was om kosteloze opmetingen enkel toe te staan voor bepaalde plaatsen of wijken waarvoor de aanvragen van de omwonenden *op het eerste gezicht* gegrond blijken. Zoals in het decreet zelf wordt aangegeven, beogen de in aanmerking genomen plaatsen en wijken, plaatsen die met name gelegen zijn in de rand van de zones van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder, waarvoor de Regering individuele aanvragen tot opmeting vanwege de omwonenden ontvangt.

Een dergelijke bepaling, die ertoe strekt de eventuele onvolmaaktheden te corrigeren van een situatieschets die op theoretische wijze is gemaakt met behulp van software, door aan de Regering toe te staan over te gaan tot gratis opmetingen voor de omwonenden zonder zich bloot te stellen aan roekeloze aanvragen, is redelijkerwijze verantwoord ten aanzien van de nagestreefde doelstelling.

B.11. Daaruit volgt dat het middel niet gegrond is.

Ten aanzien van het derde middel in de zaken nrs. 2303 en 2432

B.12. De verzoekende partijen verwijten de decreetgever dat hij geen effectenstudie of deskundigenonderzoek heeft uitgevoerd in verband met de weerslag die de uitbreiding van de nachtelijke activiteiten van de luchthaven zou hebben op de nachtrust van de omwonenden en de economie van het Gewest. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 22 van de Grondwet zouden aldus zijn miskend. De verzoekende partijen steunen hun stelling op het arrest dat op 2 oktober 2001 is gewezen door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in de zaak Hutton en andere t/Verenigd Koninkrijk.

B.13. Het middel dat geen enkel artikel van het bestreden decreet beoogt, is niet gericht tegen de inhoud daarvan maar tegen de ontstentenis van maatregelen waarmee de voorbereiding ervan had moeten gepaard gaan. Het Hof is niet bevoegd om te oordelen of de aanneming van een decreet had moeten zijn voorafgegaan door raadplegingen, studies of deskundigenonderzoeken.

Ten aanzien van het vierde middel in de zaak nr. 2304

B.14.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2304 verwijten het decreet van 8 juni 2001 dat het in geen enkele steunmaatregel voorziet ten gunste van personen die eigenaar zijn van gebouwen die zij verhuren voor commerciële doeleinden of die zij gedeeltelijk gebruiken voor beroepsdoeleinden.

B.14.2. In tegenstelling tot wat de Waalse Regering in haar memorie beweert, is één van de verzoekende partijen een naamloze vennootschap die eigenaar is van een gebouw dat hoofdzakelijk bestemd is voor professioneel gebruik, zodat haar beroep ontvankelijk is.

B.14.3. Artikel 1*bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van het Waalse Gewest van 1 april 1999, machtigt de Waalse Regering ertoe maatregelen te nemen teneinde de omwonenden te beschermen die aan geluidshinder worden blootgesteld door de uitbating van de luchthavens en vliegvelden in het Waalse Gewest, zonder uitsluiting van de gebouwen die voor een handels- of beroepsactiviteit bestemd zijn.

B.14.4. Het staat niet aan het Hof de wijze te vermoeden waarop de in het voormelde artikel 1bis vervatte machtiging in werking zal worden gesteld. Het is evenmin bevoegd om een mogelijk nalaten door de Regering om van die machtiging gebruik te maken af te keuren wat betreft de gebouwen die gelegen zijn in zone B van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder en die bestemd zijn voor een handels- of beroepsactiviteit.

B.15. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het verzoekschrift tot tussenkomst in de zaken nrs. 2431 en 2432

B.16.1. De tussenkommende partijen verzoeken het Hof om gebruik te maken van artikel 91, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, door van het Waalse Gewest te vorderen dat het een aantal stukken overlegt.

De tussenkommende partijen vorderen tevens dat een deskundigenonderzoek zou worden uitgevoerd op grond van de artikelen 91, 5°, en 94, van dezelfde bijzondere wet.

B.16.2. In de veronderstelling dat de tussenkommende partijen om onderzoeksmaatregelen zouden kunnen verzoeken die niet werden gevorderd in de verzoekschriften, ter staving waarvan zij tussenkomen, blijkt niet dat die maatregelen nodig kunnen zijn voor de oplossing van de rechtsvragen die het Hof moet beslechten.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van het Waalse Gewest van 1 april 1999, en bij de decreten van het Waalse Gewest van 8 juni 2001 en 25 oktober 2001 :

a) paragraaf 2, derde laatste lid, luidend als volgt : « De tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, vertoont een geluidsindicator L_{dn} van minimum 65 dB(A) die minder bedraagt dan 70 dB(A) »;

b) paragraaf 3, tweede lid, 2°, luidend als volgt : « 2° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator L_{dn} van 65 dB(A) of meer en minder dan 70 dB(A), geacht deel uit te maken van zone B »;

2. verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 april 2003.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2003 — 2372

[2003/200631]

Urteil Nr. 51/2003 vom 30. April 2003

Geschäftsverzeichnissrn. 2303, 2304, 2431 und 2432

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung

- des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Juni 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, erhoben von L. Beckers und anderen und von der VoG Net Sky und anderen;

- des Dekrets der Wallonischen Region vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, erhoben von der VoG Net Sky und anderen und von L. Beckers und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen*

a. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 14. und 17. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 17. und 18. Dezember 2001 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben L. Beckers, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue du Cowa 165, L. Desneux, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, wohnhaft in 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, wohnhaft in 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16, P. Hisette, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33, und S. Cerkiewicz, wohnhaft in 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, einerseits und die VoG Net Sky, mit Vereinigungssitz in 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, wohnhaft in 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, Hr. Oly, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, und die Goupil Immo AG, mit Gesellschaftssitz in 4431 Loncin, rue des Héros 50, andererseits Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Juni 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Juni 2001).

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2303 und 2304 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 30. April 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 2. Mai 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die VoG Net Sky, mit Vereinigungssitz in 4340 Awans, rue du Domaine de Waroux 27, L. Beckers, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, R. Arrigo, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 66, L. Giltay, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue des Awirs 283, A. Lejeune, wohnhaft in 4450 Lantin, rue J. Martin 12, A. Bourgeois, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 34, Hr. Oly, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, und J. Starck, wohnhaft in 4450 Lantin, rue Haut Cornillon 1, einerseits und L. Beckers, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 68, P. Poncin, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue du Cowa 165, L. Desneux, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue du Tirogne 12, J. Le Bussy, wohnhaft in 4432 Alleur, avenue François Bovesse 9, M. Delcominette, wohnhaft in 4042 Herstal, rue des Cyclistes Frontières 16,

P. Hisette, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Centre 36, J.-L. Tromme, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue En Bois 33, und S. Cerkiewicz, wohnhaft in 4432 Alleur, rue Al Trappe 62, andererseits Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Oktober 2001).

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2431 und 2432 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

a) In den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2304

Durch Anordnungen vom 17. und 18. Dezember 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 16. Januar 2002 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssachen dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 7. März 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. April 2002.

Die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, hat in den jeweiligen Rechtssachen mit am 22. April 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen einen Schriftsatz und mit am 23. August 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen berechtigten Schriftsatz eingereicht.

b) In den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432

Durch Anordnungen vom 2. Mai 2002 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 8. Mai 2002 hat der Hof die Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432 mit den bereits verbundenen Rechtssachen Nrn. 2303 und 2304 verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 24. Mai 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Juni 2002.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- G. Legros, wohnhaft in 4431 Loncin, rue Alfred Defuisseaux 140, G. Compere, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Fond du Ruisseau 46, B. Page, wohnhaft in 6043 Ransart, rue Delhaize 45, und A. Tondeur, wohnhaft in 6040 Jumet, rue Bivort 30, mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, in den jeweiligen Rechtssachen, mit am 8. Juli 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen.

c) In allen Rechtssachen

Durch Anordnung vom 24. Juli 2002 hat der amtierende Vorsitzende die für die Einreichung eines Erwidierungsschriftsatzes vorgesehene Frist bis zum 9. September 2002 verlängert.

Die in den jeweiligen Rechtssachen eingereichten Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 26. und 30. Juli 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Anordnung vom 24. Juli 2002 wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Erwidierungsschriftsätze wurden eingereicht von

- G. Legros und anderen, mit am 2. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432, mit am 9. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2304, mit am 9. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2431, mit am 9. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, mit am 9. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 30. Mai 2002 und vom 28. November 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 14. Dezember 2002 bzw. 14. Juni 2003 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. Oktober 2002 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 13. November 2002 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 24. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 13. November 2002

- erschienen

. RA X. Close *loco* RA L. Misson, in Lüttich zugelassen, für die klagende Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432,

. RA L. Cambier und RA R. Born, in Brüssel zugelassen, für die klagende Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431,

. RA A. Lebrun, in Lüttich zugelassen, für G. Legros und andere,

. RA P. Van Ommeslaghe, beim Kassationhof zugelassen, RA F. Haumont, RA A. Tossens und RAin F. Alen, in Brüssel zugelassen, und RAin F. Guerenne, in Nivelles zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter P. Martens und L. Lavrysen Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwältinnen angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

In bezug auf das Interesse

A.1.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432 haben alle eine Wohnung in der Zone B des Lärmbelastungsplans des Flughafens Bierset. Sie rechtfertigen ihr Interesse an den beiden eingereichten Klagen damit, daß sie angeblich unter der gleichen Belastung litten wie die Flughafenanwohner, die sich in der Zone A befänden. Sie möchten daher in den Genuß des Verfahrens zum Rückkauf ihrer Immobilien gelangen, so wie die Anwohner der Zone A.

A.1.2. Die erste klagende Partei in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431 ist die VoG Net Sky. Es handelt sich um eine Vereinigung mit dem Ziel, «die harmonische Einfügung der Wirtschaftstätigkeiten des Lütticher Flughafens zu fördern, indem die Bevölkerung des Lütticher Raumes vor den direkt oder indirekt mit allen Formen des Betriebs des Lütticher Flughafens verbundenen Belastungen geschützt wird». Sie habe es sich zum Ziel gesetzt, die Umwelt und die Lebensqualität zu schützen; sie bemühe sich, die Beachtung aller auf das Leben in der Gesellschaft anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen durchzusetzen, und unternehme alle notwendigen Schritte, um ihre Zielsetzung zu gewährleisten, falls das Gesetz nichts aussage oder nicht bestehe. Sie ist daher der Auffassung, ein sich vom Gemeinwohl unterscheidendes Interesse aufzuweisen, und führt an, die angefochtene Norm beeinträchtige tatsächlich ihren Vereinigungszweck.

A.1.3. Die anderen klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431 sind alle Eigentümer eines in unmittelbarer Nachbarschaft zum Flughafen Bierset gelegenen, aber nicht in die Zone A aufgenommenen Immobiliargutes.

Sie sind der Auffassung, das Dekret vom 8. Juni 2001 schade ihnen, einerseits, insofern der Lärmindikator, dessen Anwendung es vorschreibe, das tatsächliche Ausmaß der Belastungen dieser Anwohner verringere, und andererseits, insofern es kein Verfahren zum Rückkauf der in der Zone B gelegenen Immobiliargüter durch die Wallonische Region vorsehe, sondern ihnen lediglich eine Isolierprämie gewähre. Die mit Hilfe dieser Prämie ausgeführten Arbeiten gewährleisteten außerdem keineswegs einen Lärmpegel, der den Normen der Weltgesundheitsorganisation entspreche. Die angeprangerten Diskriminierungen seien um so größer, als vorgesehen sei, daß der Flughafen langfristig noch mehr Tätigkeiten tagsüber und nachts entwickeln solle.

A.1.4. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431 sind der Auffassung, ebenfalls durch das Dekret der Wallonischen Region vom 25. Oktober 2001 «zur Abänderung des Artikels 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung» diskriminiert zu werden, weil es die Verwendung des L_{dn} -Indikators zur Abgrenzung der Zonen im Lärmbelastungsplan sowie die notwendige Dezibelzahl zur Bestimmung der Ausdehnung der Zone B bestätige. Das Dekret sei ferner diskriminierend, insofern es die nicht in die Zone A aufgenommenen Anwohner verpflichte, die Kosten der für die Inanspruchnahme des in diesem Dekret bestätigten Billigkeitsgrundsatzes durchzuführenden Studien vorzustrecken sowie diese Kosten zu übernehmen, falls ihre Ansprüche sich als unbegründet erweisen sollten.

A.1.5. Die Wallonische Regierung stellt das Interesse der VoG Net Sky am Einreichen einer Klage, die den Schutz der Umwelt und der Lebensqualität bezwecke, in Abrede. Sie führt an, das von der Vereinigung geltend gemachte kollektive Interesse unterscheide sich nicht von der Summe der individuellen Interessen ihrer Mitglieder. Die Wallonische Regierung erkenne im übrigen nicht, inwiefern das Dekret den Zweck der Vereinigung beeinträchtige.

Zur Hauptsache

Standpunkt der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432

A.2.1. Die klagenden Parteien führen in einem ersten Klagegrund einen Verstoß von Artikel 1 2° des Dekrets vom 8. Juni 2001 und von Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 25. Oktober 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 22 und 23 Absatz 3 Nrn. 2 und 4 der Verfassung, mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention. Sie bemängeln, daß die obenerwähnten Bestimmungen der Wallonischen Regierung eine in L_{dn} berechnete Messung als einziges Kriterium zur Unterscheidung der Anwohner ein und desselben Flughafens vorschreibe, was zur Folge habe, daß einerseits Anwohner mit einer identischen Lärmbelastung rechtlich nicht auf die gleiche Weise behandelt würden und andererseits Anwohner mit einer im wesentlichen tagsüber herrschenden Belastung auf die gleiche Weise behandelt würden wie diejenigen, die einer im wesentlichen nachts herrschenden Belastung unterlägen.

A.2.2. Die klagenden Parteien führen zunächst eine Reihe technischer Definitionen im Zusammenhang mit der Akustik an. So wird dargelegt, daß die Intensität eines Geräusches in Dezibel (dB) ausgedrückt werde, ausgehend von einer logarithmischen Funktion der Geräuschamplitude, die in Pascal (Pa) berechnet werde. Zur Bestimmung der mit einem Geräusch verbundenen Belastung würden die Dezibel anhand eines Frequenzfilters «A» gewichtet, um möglichst genau der Empfindlichkeit des menschlichen Ohres zu entsprechen. Nach Darlegung der klagenden Parteien sei die Intensität einer Lärmbelastung von der Belästigung zu unterscheiden, die die betreffende Person subjektiv empfinde.

A.2.3. In bezug auf die dem Lärm ausgesetzten Zonen erinnern die klagenden Parteien daran, daß in der Zone A die Auswirkungen der Lärmbelastung für eine Wohnfunktion unannehmbar seien und es technisch unmöglich sei, eine ausreichende Schallisolierung vorzunehmen, um den Schlaf der Bewohner zu sichern. Die anderen Zonen würden Gebieten entsprechen, in denen diese Schallisolierung möglich bleibe.

A.2.4. Die Wallonische Region habe als Kriterium einen «Day-Night-Level» von 70 Dezibel für die Zone A angenommen, während er für die Zone B zwischen 65 und 70 dB, für die Zone C zwischen 60 und 65 dB und die Zone D zwischen 55 und 60 dB betrage.

Die klagenden Parteien prüfen die Eignung des Unterscheidungskriteriums im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers, die darin bestanden habe, die Volksgesundheit und die Nachtruhe zu schützen, indem entsprechend dem Ausmaß der Belästigung der Anwohner der wallonischen Flughäfen differenziert vorgegangen werde.

Sie verweisen auf mehrere Geräuschindikatoren.

A.2.5. Der L_{Amax} oder der «maximale Schallpegel» sei der maximale Schalldruckpegel, der von einem vorüberfliegenden Flugzeug verursacht und in Dezibel A gemessen werde.

Anhand des L_{Aeq} oder «äquivalenten Schallpegels» sei der durchschnittliche Lärm zu ermitteln, der an einem bestimmten Ort während einer bestimmten Zeit «t» zu ertragen sei.

Der L_{dn} oder Day-Night-Level sei eine besondere Form des L_{Aeq} , bei der man den gleichwertigen Schallpegel über einen Zeitraum von 24 Stunden berechne. Jedes nächtliche Ereignis werde um einen Strafwert von 10 dB erhöht.

Schließlich sei der Night-Level (L_{Night}) eine Form des gleichwertigen Schallpegels (L_{Aeq}), die in einem der Nacht entsprechenden Zeitraum «t» berechnet werde.

A.2.6. Die klagenden Parteien legen dar, daß die Berücksichtigung des L_{dn} -Kriteriums für Flughäfen, die wie Bierset im wesentlichen nachts betrieben würden, den Nachteil aufweise, daß der nächtliche Lärm (9/24stel der in der Gleichung berücksichtigten Zeit) mit dem praktisch vollständigen Fehlen von Tageslärm (15/24stel) gewichtet werde, was zu einer Senkung des L_{Aeq} führe.

Dieses Kriterium reiche nicht aus, um den tatsächlichen Einfluß von Flugzeuggeräuschen auf den Schlaf zu beurteilen. Nach Auffassung der klagenden Parteien müßten die in die Zone A aufgenommenen Wohnungen diejenigen sein, in denen es unmöglich sei, Schallsolierungsmaßnahmen durchzuführen, wenn das Ausmaß des Spitzenlärms, der anhand des Kriteriums L_{Amax} beziffert werde, berücksichtigt werde. Auf sämtliche Gebäude, die diesem Spitzenlärm unterlägen, müsse die gleiche Schutzregelung angewandt werden.

A.2.7. Die klagenden Parteien schlußfolgern in einem ersten Teil, daß Personen, die die gleiche Art von Belästigung erlitten, nicht unterschiedlichen Regelungen unterliegen dürften, ohne eine ungerechtfertigte Diskriminierung zu erleiden. Sie bemängeln ebenfalls in einem zweiten Teil, daß das Dekret die Regierung daran hindere, ein anderes Kriterium als den L_{dn} zu berücksichtigen, so daß sie Anwohner, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, auf gleiche Weise behandeln müsse.

A.3.1. Die klagenden Parteien leiten einen zweiten Klagegrund ab aus dem Verstoß der angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 22 und 23 Absatz 3 Nrn. 2 und 4 der Verfassung, Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls, insofern sie eine unterschiedliche Rechtsregelung für die Anwohner der Zone A und diejenigen der Zone B einführen.

Die Verwendung des Kriteriums von 70 dB(A) sei nicht sachdienlich im Verhältnis zur Zielsetzung des wallonischen Gesetzgebers.

A.3.2. Es wird angeführt, daß die Gefahrenschwelle, die gewöhnlich von der wissenschaftlichen Gemeinschaft festgesetzt werde, einem L_{dn} von 65 dB(A) entspreche. Mehrere Sachverständigenberichte werden zur Untermauerung dieser These zitiert. Die Anwohner der Zone B, die einem L_{dn} von 66 dB(A) oder mehr unterlägen, würden also im Verhältnis zu den Bewohnern der Zone A diskriminiert, obwohl ihre Gesundheit ebenso gefährdet sei.

A.4. Schließlich führen die klagenden Parteien in einem dritten Klagegrund einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 der Verfassung an, da die Dekrete in unverhältnismäßiger Weise ihr Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben sowie der Wohnung verletzt. Die klagenden Parteien verweisen auf das Urteil des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in Sachen Hatton gegen das Vereinigte Königreich vom 2. Oktober 2001 und erklären, daß in diesem Fall die Wallonische Region eine Diskriminierung zwischen den Anwohnern geschaffen habe, indem sie die Zonen festgelegt habe, ohne Verträglichkeitsprüfungen oder Sachverständigenuntersuchungen über die Auswirkungen eines Ausbaus der nächtlichen Tätigkeit des Flughafens auf den Schlaf der Anwohner durchgeführt zu haben und ohne die tatsächlichen wirtschaftlichen Folgen ihrer Entscheidung zu kennen.

In den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431

A.5.1. Im ersten Klagegrund ihrer Klageschriften führen die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431 einen Verstoß der Dekrete vom 8. Juni 2001 und vom 25. Oktober 2001 gegen Artikel 22 der Verfassung sowie die Nichtzuständigkeit des Urhebers der Handlung an.

Die klagenden Parteien verweisen ebenfalls auf das Urteil des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in Sachen Hatton gegen das Vereinigte Königreich vom 2. Oktober 2001.

A.5.2. Sie führen an, daß nur der föderale Gesetzgeber befugt sei, von dem durch Artikel 22 der Verfassung garantierten Recht abzuweichen. Die Gemeinschaften und Regionen seien hingegen nur befugt, den Schutz des durch diesen Artikel festgeschriebenen Grundrechtes zu gewährleisten. Der Dekretgeber habe seine Befugnisse überschritten, indem er Dekrete angenommen habe, die das Recht der Anwohner auf eine gesunde Umwelt, so wie es in der obenerwähnten Verfassungsbestimmung festgeschrieben sei, verletzen.

A.6.1. Ein zweiter Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 22 und 23 der Verfassung, Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention. Ebenso wie die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432 und aus den gleichen Gründen bemängeln sie, daß das Dekret den Lärmindikator L_{dn} und nicht den L_{Amax} angewandt habe. Die klagenden Parteien würden beim Vorüberfliegen der lautesten Flugzeuge Spitzenlärm von bis zu 92 dB(A) erleiden, was sie mehr als zehnmals in der Nacht aufwecke und in einen depressiven Zustand führe.

A.6.2. Sie führen ferner an, die Wallonische Region habe nicht die notwendigen und ausreichenden Schritte unternommen, um die für die Anwohner am wenigsten nachteilige Lösung angesichts der vorliegenden Sachverständigenberichte zu finden, so daß Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 der Verfassung verletzt worden seien.

A.6.3. Im zweiten Teil des zweiten Klagegrunds ihrer Klageschriften führen die klagenden Parteien an, daß die Entscheidung, die Zone B des Lärmbelastungsplans durch eine Lärmbelastung zwischen 65 und 70 dB(A) abzugrenzen, nicht vernünftig gerechtfertigt sei, da gemäß den wissenschaftlichen Untersuchungen von Fachleuten die Belastung jenseits eines Schallpegels von 66 dB gemäß dem Indikator L_{dn} als unerträglich bezeichnet werde.

A.7.1. In der Rechtssache Nr. 2304 wird ein dritter Klagegrund aus dem Verstoß des Dekrets vom 8. Juni 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 16, 17, 22 und 23 der Verfassung, Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention abgeleitet.

A.7.2. Es wird in einem ersten Teil des Klagegrunds angeführt, daß die Arbeiten zur Schallsolierung, die für die in der Zone B gelegenen Wohnungen vorgesehen seien, ungeeignet seien angesichts des Ausmaßes der Belästigung der Anwohner dieser Zone. Auch wenn das Gebäude durch diese Regelung isoliert werden könne — was die klagenden Parteien bezweifelten —, mache es die Benutzung von Terrassen und Gärten unmöglich, so daß den Anwohnern die Nutzung ihres Gutes zu einem erheblichen Teil vorenthalten werde. Die Anwohner der Zone B seien daher Opfer einer Diskriminierung im Verhältnis zu den Anwohnern der Zone A, da ihre Lärmbelastung ebenso hoch sei wie diejenige der Bewohner der Zone A.

A.7.3. In einem zweiten Teil des Klagegrunds wird angeführt, die Zielsetzung des Gesetzgebers, den Lärm um 42 dB(A) beziehungsweise 38 dB(A) zu senken, je nachdem, ob es sich um Nacht- oder Tagesräume handele, sei unangepaßt und führe zu einer Diskriminierung zwischen den Anwohnern der Zone B und denjenigen der Zone A.

A.7.4. Die klagenden Parteien verweisen auf die im Dekret festgelegten maximalen Schallpegel, nämlich 93 dB(A) tagsüber und 87 dB(A) nachts, an die der Gesetzgeber sich angelehnt habe, um das Maß der Lärmsenkung zu bestimmen, damit das von der Weltgesundheitsorganisation empfohlene Ziel von 45 beziehungsweise 55 dB(A) erreicht werde. Nach Darlegung der klagenden Parteien seien die als Spitzenlärmswerte festgelegten Zahlen, die nicht überschritten werden dürften, nur das Ergebnis von unterschiedlichen Durchschnitten von Spitzenlärmswerten, die bisweilen deutlich höher seien als diejenigen, die im angefochtenen Dekret festgelegt seien. Die Wirksamkeit der im Dekret vorgesehenen Sanktionen für den Fall, daß die Flugzeuge nicht die maximalen Schallpegel einhielten, wird im übrigen in Frage gestellt, da noch keine Ausführungsmaßnahme ergriffen worden sei, so daß das System nicht anwendbar sei. Im übrigen seien die vorgesehenen Sanktionen fakultativ und ihr Betrag gering im Verhältnis zu den Investitionen, die bei der Anpassung der Flugzeuge zum Erreichen der vorgeschriebenen Schallpegel getätigt werden müßten.

Die klagenden Parteien schließen daraus, daß die Wallonische Region nicht die für die Anwohner am wenigsten nachteilige Maßnahme ergriffen habe.

A.7.5. In einem dritten Teil beschwerten sich die klagenden Parteien darüber, daß die Schallsolierungsarbeiten an den Gebäuden zur Verringerung der Lärmbelastung jedesmal unzureichend sein würden, wenn der maximale Schallpegel überschritten werde. Dies drücke eine mangelnde Vorsicht der Wallonischen Region aus, was im Widerspruch zu Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 der Verfassung stehe.

A.8. Schließlich führen die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2304 im vierten Klagegrund ihrer Klageschrift einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 16, 17, 22 und 23 der Verfassung sowie mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, da das Dekret keine Hilfsmaßnahmen zugunsten der Personen vorsehe, die Eigentümer von zu kommerziellen Zwecken vermieteten oder zu beruflichen Zwecken benutzten Gebäuden seien. Die Schallsolierungsarbeiten würden von der Wallonischen Region nämlich nur für Wohngebäude übernommen.

A.9. In der Rechtssache Nr. 2431 leiten die klagenden Parteien einen dritten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 22 und 23 der Verfassung sowie mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, da das Dekret vom 25. Oktober 2001 den Anwohnern, die nicht in die Risikozonen aufgenommen worden seien, vorschreibe, die Kosten für die sie betreffenden Einzelmessungen vorzustrecken und da diese Kosten ihnen nur erstattet würden, wenn ihre Ansprüche für begründet erklärt würden. Überdies wird angeführt, daß das Dekret es der Verwaltung überlasse, nach ihrem eigenen Ermessen die Kriterien festzulegen, nach denen eine bestimmte Zone als Risikozone anzusehen sei oder nicht, so daß das Dekret keinerlei objektives Kriterium zur Unterscheidung zwischen den beiden verglichenen Kategorien von Personen festlege.

Das eingesetzte Mittel stehe außerdem nicht im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers, da die durch Lärmbelastung belästigten Personen Gefahr liefen, auf den Vorteil des Billigkeitsgrundsatzes zu verzichten aus Angst, die Kosten für Einzelmessungen übernehmen zu müssen, falls ihr Antrag abgewiesen werde.

In den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432

A.10.1. Eine Interventionsklageschrift wurde durch mehrere Anwohner, die in die Zone B des Flughafens Bierset aufgenommen wurden, sowie durch Anwohner, die nicht in die Zone A des Flughafens Gosselies aufgenommen wurden, eingereicht. Sie verweisen auf die von den klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432 dargelegten Klagegründe, mit Ausnahme des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 2431.

A.10.2. Die intervenierenden Parteien erklären jedoch, daß sie aus diesen Klagegründen nicht die gleichen Schlußfolgerungen zu ziehen wünschten wie die klagenden Parteien.

So wünschten sie die Nichtigklärung der Erwähnung des Indikators L_{dn} in Paragraph 2 von Artikel 1 des Dekrets vom 25. Oktober 2001, damit ein in ihren Augen besser geeigneter Indikator eingefügt werde.

Bezüglich des Umstandes, daß dieser Indikator bereits im Dekret vom 1. April 1999 enthalten sei, wird angeführt, daß bezüglich dieser Bestimmung mehrere präjudizielle Fragen an den Hof gerichtet werden könnten. Diese Fragen würden anschließend die Möglichkeit einer Nichtigklärung auf der Grundlage von Artikel 4 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 eröffnen.

A.10.3. Die intervenierenden Parteien regen ferner an, einen Auslegungsspielraum zu schaffen, damit erklärt werde, daß die in Dezibel ausgedrückten Normen optimale Normen seien, die keineswegs die Regierung daran hinderten, für die betroffenen Anwohner eine flexiblere Haltung einzunehmen.

A.10.4. Die intervenierenden Parteien beantragen ferner die Nichtigklärung von Artikel 1bis § 3 Absatz 2 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung mit der Begründung, daß er für die Anwohner von rund um die Uhr geöffneten Flughäfen diskriminierend sei im Verhältnis zu den Anwohnern von nur tagsüber geöffneten Flughäfen.

A.10.5. Sie schlagen außerdem in bezug auf den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2431 vor, den letzten Satz von Artikel 1bis § 3 Nr. 10 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, der durch Artikel 1 § 3 des angefochtenen Dekrets eingeführt worden sei, für nichtig zu erklären.

Die intervenierenden Parteien beantragen, daß die Nichtigklärung nicht rückwirkend erfolge. Sie bitten den Hof ferner, mehrere Untersuchungsmaßnahmen anzuordnen, insbesondere das Vorlegen von Sachverständigenberichten, auf die sich die Parteien in den verschiedenen Nichtigkeitsklageschriften beriefen.

Die intervenierenden Parteien äußern die gleichen Anregungen bezüglich des Dekrets vom 8. Juni 2001.

Schließlich führen die intervenierenden Parteien, die sich in der Nähe des Flughafens Gosselies befinden, an, der Indikator L_{DN} sei ebenso ungeeignet für den Flughafen Gosselies, da dieser ihres Erachtens nicht vor einer Ausdehnung des nächtlichen Flugverkehrs geschützt sei.

Standpunkt der Wallonischen Regierung in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432

A.11.1. In bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432 führt die Wallonische Regierung an, daß der Lärmindikator L_{dn} nicht durch das angefochtene Dekret, sondern durch dasjenige vom 1. April 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung festgelegt worden sei. Der Klagegrund sei daher rechtlich mangelhaft.

A.11.2. Die Wallonische Regierung legt hilfsweise dar, daß der Indikator L_{dn} geeignet sei und nicht bemängelt werden könne.

Sie verweist auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in bezug auf Artikel 8 der Konvention und versucht anschließend zu beweisen, daß das angefochtene Dekret nicht gegen diese Bestimmung verstoßen habe.

Es wird angeführt, daß, auch wenn man die vom Flughafen Lüttich-Bierset ausgehende Lärmbelastung als Eingriff in das Recht auf Achtung der Wohnung sowie des Privat- und Familienlebens bezeichnet könne, dieser Eingriff dennoch nicht ungerechtfertigt sei. Einerseits sei er im Gesetz vorgesehen, insbesondere in Artikel 6 § 1 X Nr. 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und Artikel 27 § 2 des Gesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen. Andererseits müsse der Ausbau des Flughafens zur wirtschaftlichen Belebung einer Region beitragen, die sich seit einer Reihe von Jahren im Niedergang befinde.

A.11.3. Die Wallonische Regierung hebt auch hervor, daß hinsichtlich der positiven Verpflichtung der Staaten, die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung des Rechtes auf Achtung des Privat- und Familienlebens zu ergreifen, die Anwohner die Gefahren einer Auswirkung des Zustandes des Umfeldes auf ihr Wohlbefinden und die Nutzung ihrer Wohnung unabhängig von jeder Information beurteilen könnten. Das Abhalten von regelmäßigen Informationsversammlungen, die Einsetzung eines Konzertierungsausschusses und die Schaffung verschiedener Außenstellen hätten außerdem zur Einhaltung dieser Informationspflicht beigetragen.

Außerdem sei keineswegs erwiesen, daß das Gleichgewicht zwischen den Interessen der Einzelpersonen und den Wirtschaftsinteressen der Gesellschaft gestört worden sei.

A.11.4. Die Wallonische Regierung wiederholt die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes in bezug auf Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention.

Sie prüft anschließend die Sachdienlichkeit der Wahl des Kriteriums L_{dn} . Sie erinnert daran, daß dieses Kriterium die vier Parameter berücksichtige, nämlich die Spitzenlärmswerte, die Überflugzeit eines jeden Flugzeugs, die Gesamtzahl der Flugzeuge sowie den Zeitraum, in dem die Flugzeuge vorbeifliegen. Ein Richtlinienentwurf des Europäischen Parlamentes und des Rates über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm bestätige, daß anhand des L_{dn} der Lärm erfaßt werden könne. Die Wallonische Region habe folglich einen Vorsprung auf Fristen zur Anwendung des im Richtlinienentwurf empfohlenen Kriteriums. Der Indikator L_{Amax} , der zur Bestimmung des von einem vorüberfliegenden Flugzeug verursachten maximalen Schallpegels angewandt werde, erlaube es nicht, die Größe der von einer Lärmbelastung betroffenen geographischen Zonen zu bestimmen, so wie es durch den L_{dn} möglich sei.

A.11.5. Die Wallonische Region habe ebenfalls die erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen ergriffen, indem sie keine Überschreitung des Geräuschpegels von 45 dB(A) L_{Amax} in Schlafzimmern mehr als 10 bis 15 mal in der Nacht erlaubt habe, als sie das Schutzniveau durch Schallisolierung festgesetzt habe.

A.11.6. Die Wallonische Regierung weist den Bericht des Sachverständigen Plom, auf den die klagenden Parteien verwiesen haben, zurück. Der Bericht sei wissenschaftlich nicht korrekt, da er auf einer Methode beruhe, auf die sich weltweit kein anderer Flughafen gestützt habe, und da er eine Geräuschsituation festgehalten habe, die am Meßtag an der Meßstelle bestanden habe, jedoch nicht den anderen Situationen an Wochenenden oder bei Umkehrung der Abflug-/Anflugrichtung wegen der Wetterbedingungen sowie der Schwankungen des Schallpegels, die festgestellt worden wären, wenn die Messung mehrfach an derselben Stelle durchgeführt worden wäre, Rechnung getragen habe.

A.11.7. Der Behauptung, wonach die angewandte Methode für im wesentlichen nachts betriebene Flughäfen ungeeignet sei, wird entgegengehalten, daß sie nicht einer Entwicklung der künftigen Flughafentätigkeiten Rechnung trage. Das L_{dn} -Kriterium sei gerechtfertigt, da es auf einem Durchschnitt von 24 Stunden unter Berücksichtigung dieser Entwicklung beruhe.

A.11.8. Die Wallonische Regierung schlußfolgert daraus, daß das im Dekret gewählte Kriterium geeignet sei, da die Beurteilung der nächtlichen Belästigung innerhalb der Wohnungen durch eine Verbindung dieses Kriteriums, nämlich des L_{dn} -Indikators, mit dem Indikator L_{Amax} erfolge, damit die Spitzenlärmswerte, über die sich die klagenden Parteien beklagten, berücksichtigt würden.

A.11.9. Die Wallonische Regierung erinnert ferner daran, daß das Dekret der Wallonischen Region vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung es ermögliche, vor Ort den Wert dB(A), ausgedrückt in L_{dn} , zu prüfen, damit eine Person, die sich nicht in der Zone A befinde, aber unter einer 70 dB(A) L_{dn} entsprechenden Lärmbelastung leide, in eine Zone A übertragen werde und die auf diese anwendbaren Begleitmaßnahmen in Anspruch nehmen könne.

A.11.10. In bezug auf den zweiten Teil des ersten Klagegrunds führt die Wallonische Regierung an, daß in der Argumentation die Auswirkung der als Strafe auf jeden Nachtflug anwendbaren 10 dB unterschätzt werde.

Sie hebt ebenfalls hervor, daß es dem Hof nur dann obliege, die Wahl des Gesetzgebers zu bemängeln, wenn die sich daraus ergebenden Unterscheidungen offensichtlich willkürlich oder unvernünftig wären. Dies treffe im vorliegenden Fall jedoch nicht zu.

A.11.11. In bezug auf den zweiten Klagegrund der klagenden Parteien führt die Wallonische Regierung ebenfalls an, daß in Wirklichkeit das Dekret vom 1. April 1999 bemängelt werde, da dieses Dekret den Schwellenwert von 70 dB(A) für die erste Zone des Lärmbelastungsplans, nämlich die Zone A, festgelegt habe.

Hilfsweise erinnert die Regierung daran, daß der Schwellenwert von 70 dB(A) aus Gründen der Machbarkeit der Schallisolierungsmaßnahmen in den zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden gewählt worden sei, da es jenseits dieses Grenzwertes praktisch unmöglich werde, die betreffenden Arbeiten angesichts des Verkaufswertes des Gutes zu vernünftigen Kosten auszuführen.

A.11.12. Die Wallonische Regierung hebt hervor, es sei nicht erwiesen, daß ein Anwohner in der Zone B mit einer Lärmbelastung zwischen 65 und 70 dB(A) gemäß dem L_{dn} -Indikator sich in einer ungünstigeren Lage befinde als ein Anwohner mit einer Lärmbelastung von 70 dB(A), der nicht in den Genuß einer wirksamen Isolierung gelangen könne.

A.11.13. Die Wallonische Regierung erwidert auf den dritten Klagegrund der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2303, daß die Tragweite von Artikel 22 der Verfassung nicht einfach mit derjenigen von Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gleichgesetzt werden könne. Die oben erwähnte Verfassungsbestimmung beinhalte keineswegs das Recht auf eine gesunde Umwelt. Es wird daran erinnert, daß nach der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte auf ein billiges Gleichgewicht zwischen den Interessen des Einzelnen und denjenigen der Gemeinschaft zu achten sei. Diesbezüglich verfügten die Staaten über eine gewisse Ermessensfreiheit.

A.11.14. Die Wallonische Region habe im vorliegenden Fall gewisse Voruntersuchungen durchführen lassen, die den wirtschaftlichen Auswirkungen des nächtlichen Luftfrachtverkehrs auf dem Flughafen Bierset Rechnung getragen hätten. Der Schwerpunkt sei auf die Notwendigkeit, den Flughafen rund um die Uhr zu betreiben, gelegt worden. Es seien ebenfalls Berichte erstellt worden, um die Lärmbelastung der Anwohner zu beurteilen, und daraufhin sei das Kriterium L_{dn} angenommen worden, um die Lärmbelastung durch die derzeitigen und künftigen Tätigkeiten des Flughafens zu ermitteln.

A.11.15. Als Erwiderung auf den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2432 bemerkt die Wallonische Regierung, daß der Dekretgeber angesichts dessen, daß der Lärmbelastungsplan auf der Grundlage einer Flugsimulation erstellt worden und die Abgrenzung der Zonen anhand einer Software vorgenommen worden sei, eine Korrekturmaßnahme an dieser Simulation habe vornehmen wollen. Die Regierung hebt ebenfalls hervor, daß das Maß der Lärmbelastung sehr unterschiedlich von den Anwohnern des Flughafens empfunden werde und daß Maßnahmen zur individuellen Überprüfung mit einem erheblichen Kostenaufwand einhergingen, so daß der Dekretgeber die öffentlichen Mittel der Gefahr des Mißbrauchs ausgesetzt hätte, wenn er für alle Anwohner ein System der kostenlosen Messungen zugelassen hätte. Diese Maßnahmen müßten sich jedoch hauptsächlich auf die Bewohner der Zone B beziehen, die sich in der Nähe der Zone A befänden, sowie auf diejenigen der Zone C am Rand der Zone B.

A.11.16. Der Gesetzgeber habe die Begriffe «Orte und Viertel» verwendet, damit vorherige Messungen an Stellen in der Nähe der Peripherie der Zone, wo sich Wohngebiete befänden, durchgeführt werden, statt von Punkten mit gleichem Abstand zur Referenzzone auszugehen, die gegebenenfalls unbewohnte Gebiete darstellen könnten. Es obliege somit der Regierung, darüber zu entscheiden, ob Viertel, die durch die Grenze einer Zone durchquert würden, oder Viertel mit einer hohen Bevölkerungsdichte Vorrang haben sollten. Die Regierung müsse ebenfalls über die Zahl der vorherigen Meßpunkte entscheiden. Diese Messungen würden es der Regierung ermöglichen, die Orte oder Viertel zu bestimmen, in denen die Ansprüche der Anwohner sich als begründet erweisen könnten. Wenn dies *prima facie* der Fall sei, würde die Regierung die erforderlichen Einzelmessungen auf ihre Kosten durchführen lassen. Falls dies hingegen nicht der Fall sei, sei der Anwohner gezwungen, die Kosten der Einzelmessungen vorzustrecken, wobei sie ihm erstattet würden, wenn sein Anspruch für begründet erklärt werde.

Das Dekret beruhe folglich auf einem objektiven und vernünftig gerechtfertigten Kriterium, da die betreffenden Orte eine Zone bildeten, in der individuelle Anträge auf Maßnahmen sich *prima facie* als begründet erweisen könnten.

In den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431

A.12.1. Auf den ersten Klagegrund der klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen erwidert die Wallonische Regierung, daß gemäß Artikel 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen die Region für den Schutz der Umwelt zuständig sei, einschließlich der Lärmbekämpfung sowie der Ausrüstung und des Betriebs der Flughäfen und öffentlichen Flugplätze. Die Wallonische Region habe folglich durch die Annahme des angefochtenen Dekrets keineswegs ihre Befugnisse überschritten.

A.12.2. Die Wallonische Regierung führt ferner an, daß die Europäische Menschenrechtskonvention keine spezifische Bestimmung enthalte, die das Recht auf eine gesunde Umwelt festschreibe. Dieses Recht sei vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention eingefügt worden. Artikel 23 der Verfassung könne seinerseits nicht als eine Regel der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und Regionen angesehen werden.

A.12.3. Nach Darlegung der Regierung könne man ebenfalls nicht davon ausgehen, daß Artikel 22 der Verfassung das Recht auf eine gesunde Umwelt festschreibe, selbst wenn der Verfassungsgeber auf die Auslegung von Artikel 8 der Konvention durch den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte verwiesen habe. Daraus wird abgeleitet, daß die Artikel 22 und 23 der Verfassung eine unterschiedliche Tragweite hätten.

A.12.4. Zum zweiten Klagegrund der Klageschriften nimmt die Wallonische Regierung die gleiche Haltung ein wie in ihrer Erwiderung auf den ersten und zweiten Klagegrund der Klageschriften in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432.

A.12.5. In bezug auf den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2304 führt die Wallonische Regierung an, der Behandlungsunterschied zwischen den Anwohnern der Zone A und denjenigen der Zone B sei durch die unterschiedlichen Situationen dieser Anwohner zu erklären. Es sei nämlich nicht möglich, Schallisierungsarbeiten für die Gebäude in der Zone A vorzusehen, während diese Arbeiten in den in Zone B des Lärmbelastungsplans gelegenen Gebäude ausgeführt werden könnten. Darüber hinaus erinnert die Regierung an das Dekret vom 25. Oktober 2001, aufgrund dessen die Anwohner der Zone B in den Genuß der für die Zone A vorgesehenen Maßnahmen gelangen könnten, wenn sie nachwiesen, daß sie unter einer identischen Belastung litten.

Die Wallonische Regierung erinnert ferner daran, daß die Maßnahmen zur Verringerung des Lärms um 42 dB für Nachträume und um 38 dB für Tagesräume mit den Kriterien der Weltgesundheitsorganisation übereinstimmen.

A.12.6. Schließlich erwidert die Wallonische Regierung auf den Klagegrund, der aus dem Fehlen von Bestimmungen für die Eigentümer von zu gewerblichen Zwecken vermieteten oder teilweise zu beruflichen Zwecken benutzten Gebäuden abgeleitet sei, daß der Behandlungsunterschied gerechtfertigt werden könne, da er auf einem objektiven Kriterium beruhe, das zur Verwirklichung der von den Behörden angestrebten legitimen Zielsetzung geeignet sei.

Erwiderung der klagenden Parteien

In den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432

A.13.1. Auf die Einrede der zu späten Kritik an dem L_{dn} -Kriterium in den angefochtenen Dekreten erwidern die klagenden Parteien, der Hof habe mehrfach angenommen, daß der Gesetzgeber, wenn er eine alte Bestimmung in einer neuen Bestimmung übernehme, seinen Willen ausdrücke, auf diesem Gebiet gesetzgeberisch aufzutreten, so daß der Hof befugt sei, diese neue Norm zu überprüfen.

A.13.2. In bezug auf die Wahl des L_{dn} -Kriteriums erinnern die klagenden Parteien daran, daß die Anwohner des Flughafens Bierset seit 1998 einer erheblichen Lärmbelastung ausgesetzt seien, die Schlafstörungen verursache. Diese Schlafstörungen seien jedoch auf sehr hohe Spitzenlärmswerte zurückzuführen, die durch das L_{dn} -Kriterium nicht ausreichend berücksichtigt werden könnten, da es von einer Vermutung des maximalen Betriebs des Flughafens ausgehe.

A.13.3. Die klagenden Parteien verweisen ferner auf einen Bericht der Weltgesundheitsorganisation, in dem der Standpunkt vertreten werde, man müsse mit offenem Fenster schlafen können. Dies sei angesichts der im Dekret vorgesehenen Schallisierungsmaßnahmen jedoch nicht der Fall. Der Bericht der Weltgesundheitsorganisation besage ebenfalls, daß die Lärmbelastung durch Flugzeuglärm nicht anhand eines mittleren Lärmpegels beurteilt werden könne, und empfehle eine getrennte Ermittlung der Lärmbelastung nachts.

Es wird auf wissenschaftliche Berichte verwiesen, in denen eine Erhöhung um mehrere dB angeregt werde entsprechend der Belästigung, die subjektiv von Personen, die einer Lärmbelastung ausgesetzt seien, empfunden werde. Es wird angeführt, daß bei Anwendung dieser Vorgehensweise die Anwohner der Zone D in die Zone A des Lärmbelastungsplans aufgenommen würden.

A.13.4. Der Bericht von Professor Bradley, auf den die Wallonische Region sich stütze, entspreche nicht der Beschwerde, die aus der spezifischen Situation des im wesentlichen nachts betriebenen Flughafens Bierset abgeleitet sei. Die Europäische Union habe in ihrer Richtlinie 2002/49/EG vom 25. Juni 2002 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm sachdienlichere Kriterien gewählt. Zusätzlich zum L_{den} -Indikator schreibe diese Richtlinie den Staaten die Anwendung des L_{night} -Indikators vor, der einen spezifischen nächtlichen Lärm berücksichtige. Die Richtlinie empfehle außerdem die Anwendung anderer Indikatoren, wenn der Lärm bestimmte Merkmale aufweise.

A.13.5. Die klagenden Parteien schlagen dem Hof vor, einen oder mehrere Sachverständige zu bestimmen in Anwendung von Artikel 91 Absatz 2 Nr. 5 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

Sie führen ferner an, daß der Schwellenwert von 70 dB(A) L_{dn} nicht zu vertreten sei, da er auf keinerlei wissenschaftlichem Schwellenwert beruhe. Dem Umstand, daß Professor Bradley seinen Bericht auf kanadische Wohnungen gestützt habe, halten die klagenden Parteien entgegen, daß diese Wohnungen im Gegensatz zu den Behauptungen der Wallonischen Regierung nicht ausschließlich aus Holzgebäuden bestünden, sondern ebenfalls aus Gebäuden, die mit Baustoffen wie Beton, Glas oder Stahl errichtet worden seien.

A.13.6. In ihrer Erwiderung an die Regierung bezüglich des dritten Klagegrunds erinnern die klagenden Parteien daran, daß die Wallonische Region vor der Annahme der angefochtenen Dekrete nicht über ausreichend Untersuchungen verfügt habe. Sie habe daher nicht in angemessener Weise den wirtschaftlichen Vorteil der Flughafentätigkeit mit der Beeinträchtigung der Rechte der Anwohner abwägen können.

In den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431

A.14.1. In bezug auf das Interesse der VoG Net Sky an der Klageerhebung erinnern die klagenden Parteien daran, daß der Vereinigungszweck der VoG unmittelbar durch die angefochtenen Dekrete beeinträchtigt werde und daß das von ihr geltend gemachte kollektive Interesse sich vom individuellen Interesse ihrer Mitglieder unterscheide.

A.14.2. In bezug auf den ersten Klagegrund wird angeführt, daß Artikel 22 der Verfassung dem föderalen Gesetzgeber die Zuständigkeit vorbehalte, das Recht auf eine gesunde Umwelt zu gewährleisten, so daß die Region keine Abweichungen von diesem Recht einführen könne, so wie sie es in den angefochtenen Dekreten getan habe. Die gleiche Schlußfolgerung gelte in bezug auf Artikel 23 der Verfassung.

A.14.3. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds fechten die klagenden Parteien die Auslegung von Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention durch die Wallonische Regierung an. Sie heben hervor, daß ein Umschwung in der Rechtsprechung durch das Urteil in Sachen Hatton eingetreten sei, so daß man nicht mehr auf die vorherige Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes verweisen könne. Die klagenden Parteien stützen sich auf dieses Urteil und führen an, daß die Staaten grundsätzlich Untersuchungen über die möglichen wirtschaftlichen Auswirkungen des Betriebs eines Flughafens durchführen und gleichzeitig die Lösung annehmen müßten, die für die Anwohner die geringsten Nachteile aufweise, was für den Flughafen Bierset nicht der Fall gewesen sei.

A.14.4. Die klagenden Parteien heben anschließend hervor, daß an gewissen Tagen das Ausmaß der Lärmbelastung höher sei als an anderen Tagen, so daß die Methode der durchschnittlichen Lärmbelastung nicht angenommen werden könne. Die im Auftrag der Wallonischen Region erstellten wissenschaftlichen Gutachten hätten eindeutig den L_{Amax} -Indikator vorgezogen. Doch gerade die Spitzenlärmmwerte würden die Anwohner aufwecken und nicht die durchschnittliche und theoretische Lärmbelastung, die durch den L_{dn} -Indikator ausgedrückt werde.

A.14.5. Die klagenden Parteien machen ferner geltend, daß das von der Europäischen Union gewählte Kriterium, nämlich L_{den} , von dem L_{dn} -Kriterium zu unterscheiden sei, da es zusätzlich zur nächtlichen Belästigung stärker die abends vorkommenden Belästigungen berücksichtige.

A.14.6. Die klagenden Parteien fechten an, daß die Wallonische Region ausreichende Vorbeugungsmaßnahmen ergriffen habe, um das Recht der Anwohner auf eine gesunde Umwelt zu gewährleisten. Sie bezweifeln ebenfalls, daß die Belästigung der Anwohner durch die wirtschaftlichen Auswirkungen der Nachtflüge auf den Flughafen Lüttich-Bierset ausgeglichen werden könnten. Sie verweisen auf die schlechte finanzielle Lage der Transportgesellschaften, die diese Nachtflüge ausführten, und auf die wenigen Arbeitsstellen, die seit der Entwicklung dieser Tätigkeiten geschaffen worden seien.

A.14.7. Die klagenden Parteien erinnern überdies daran, daß die Verpflichtung zur Information der Anwohner nicht eingehalten worden sei.

A.14.8. In bezug auf den Schwellenwert der Unbewohnbarkeit, der auf 70 dB(A) festgesetzt worden sei, wird der Wallonischen Region vorgeworfen, den Bericht des Sachverständigen Bradley falsch auszulegen. Die klagenden Parteien führen an, es sei irrelevant, davon auszugehen, daß die bestehenden Wohngebäude Gegenstand von Isolierungsmaßnahmen sein könnten, während man den Bau neuer Häuser nicht ins Auge fassen könne, obwohl darin von Anfang an die erforderliche Schallisolierung eingebaut werden könne. Eine solche Lösung würde ebenfalls eine Diskriminierung zwischen den Bewohnern der alten Gebäude und denjenigen der neuen Gebäude schaffen.

A.14.9. Die klagenden Parteien verweisen ebenfalls auf Sachverständigenberichte, wonach erwiesen sei, daß ein Lärmpegel über 66 dB(A) nicht für ein Wohngebiet geeignet sei. Sie erwähnen einen Bericht der Weltgesundheitsorganisation, wonach zwischen 65 und 70 dB(A) Herz- und Kreislaufbeschwerden bei den Anwohnern auftreten könnten.

A.14.10. Hinsichtlich des dritten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 2304 erwidern die klagenden Parteien zunächst auf die von der Wallonischen Regierung aus dem mangelnden Interesse der siebten und achten klagenden Partei abgeleitete Einrede.

Anschließend heben sie hervor, daß die Arbeiten zur Schallisolierung zur Folge hätten, ihnen einen bedeutenden Teil der Nutzung ihrer Güter zu entziehen.

In bezug auf die Maßnahme zur Senkung der Lärmbelastung auf einen Pegel von 45 dB(A) führen die klagenden Parteien erneut an, dies setze voraus, daß die Flugzeuge Spitzenlärmmwerte von 87 und 92 dB(A) nicht überschreiten würden, was in der Praxis nicht möglich sei. Die im Fall der Überschreitung dieser Spitzenlärmmwerte vorgesehenen Sanktionen seien im übrigen eine bloße Illusion.

A.14.11. In bezug auf den vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2304 führen die klagenden Parteien schließlich an, daß in dem Fall, wo ein Ziel der Volksgesundheit angestrebt werde, nicht mehr zwischen Gebäuden zu unterscheiden sei, die zu privaten oder beruflichen Zwecken bestimmt seien.

A.14.12. In der Rechtssache Nr. 2431 erwidern die klagenden Parteien in bezug auf den dritten Klagegrund, daß im Dekret vom 25. Oktober 2001 keine Regel vorgesehen und keine Präzisierung enthalten sei zu den Begriffen «Orte und Viertel», in denen die Ansprüche der Anwohner *prima facie* als begründet erscheinen könnten. Es gebe folglich kein objektives Unterscheidungskriterium zwischen den beiden Kategorien von Personen, denen das Dekret unterschiedliche Behandlungen auferlege.

Schriftsatz der Wallonischen Regierung als Erwiderung auf die in den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432 eingereichte Interventionsklageschrift

A.15.1. Die Wallonische Regierung erinnert in bezug auf die verschiedenen Klagegründe der intervenierenden Parteien daran, daß die Interventionsklageschrift aufgrund von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 keinesfalls die ursprüngliche Klage abändern oder erweitern dürfe. Die Regierung fordert daher, die von den intervenierenden Parteien vorgeschlagenen Änderungen nicht zu berücksichtigen.

A.15.2. Hilfsweise unterstreicht die Wallonische Regierung in bezug auf den zweiten Klagegrund, daß die einfache Nichtigerklärung des Vermerks L_{dn} im Dekret dieses unanwendbar machen würde. Sie würde überdies keineswegs zur Nichtigerklärung der mathematischen Gleichung führen, die in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 enthalten und durch das Dekret vom 1. April 1999 eingeführt worden sei, welches im übrigen vor dem Hof nicht angefochten werde.

A.15.3. In bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrunds macht die Regierung geltend, es könne nicht ernsthaft behauptet werden, daß die in Dezibel ausgedrückten Schallpegel, wenn sie ohne Referenzindikator anwendbar wären, als optimale Normen anzusehen sein könnten, unterhalb deren der Billigkeitsgrundsatz trotzdem angewandt werden könnte.

A.15.4. Im Zusammenhang mit dem dritten Klagegrund behauptet die Wallonische Regierung, daß die Nichtigerklärung von Nr. 10 von Artikel 1 § 3 des angefochtenen Dekrets gerade bewirken würde, daß unter den Anwohnern eine Diskriminierung entstehen würde.

A.15.5. In bezug auf den neuen Klagegrund der intervenierenden Parteien verweist die Wallonische Regierung auf die Vorarbeiten, um den Behandlungsunterschied zwischen den Anwohnern eines rund um die Uhr betriebenen Flughafens und den Anwohnern eines Flughafens, für den dies nicht zutrefte, zu rechtfertigen. Sie fügt hinzu, es müsse ausgeschlossen werden, daß Isolierarbeiten für die in Zone A gelegenen oder damit gleichgestellten Gebäude genehmigt würden, solange der Flughafen nicht die maximale Auslastung erreicht habe.

A.15.6. In bezug auf die nicht rückwirkende Kraft der vom Hof gegebenenfalls ausgesprochenen Nichtigerklärung richte sich die Regierung nach dem Ermessen des Hofes, wobei sie jedoch die Tatsache hervorhebe, daß er zwar die Wirkungen gewisser Verwaltungshandlungen aufrechterhalten, jedoch nicht erklären könne, welche Handlungen für nichtig zu erklären seien oder nicht.

A.15.7. Bezüglich der von den intervenierenden Parteien vorgeschlagenen Untersuchungsmaßnahmen vertritt die Regierung den Standpunkt, die klagenden und die intervenierenden Parteien seien im Besitz aller Sachverständigenunterlagen sowie der diesbezüglichen Verordnungsnormen, die zur Lösung des Konfliktes erforderlich seien.

A.15.8. Im übrigen erinnert die Regierung erneut daran, daß der Gesetzgeber bei der Entscheidung für das L_{dn} -Kriterium lediglich der Anwendung des im Entwurf der europäischen Richtlinie empfohlenen L_{den} vorgegriffen habe.

Die Regierung schlußfolgert, daß dem Antrag der intervenierenden Parteien auf eine Sachverständigenuntersuchung nicht stattzugeben sei, solange eine solche Untersuchung sich nicht als notwendig erweise.

A.15.9. Was die Forderungen der intervenierenden Parteien in bezug auf das Dekret vom 8. Juni 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung betrifft, führt die Wallonische Region an, diese Forderungen seien unzulässig, da die intervenierenden Parteien lediglich einen Interventionsantrag in den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432 im Zusammenhang mit dem Dekret vom 25. Oktober 2001 eingereicht hätten, und nicht in den Rechtssachen bezüglich des genannten Dekrets vom 8. Juni 2001.

In bezug auf die Beschwerde der dritten und der vierten intervenierenden Partei, die beide Anwohner des Flughafens Charleroi sind, macht die Wallonische Regierung die Unzulässigkeit geltend, da eine Intervention die ursprüngliche Klage weder abändern noch erweitern könne. Die Beschwerde beziehe sich im übrigen auf das Dekret vom 8. Juni 2001, das die Betriebszeiten der Flughäfen festlege. Die klagenden Parteien seien jedoch in der gegen dieses Dekret gerichteten Nichtigkeitsklage nicht interveniert. Die Wallonische Regierung schlußfolgert daraus, daß der Interventionsantrag in bezug auf diesen Punkt für unzulässig zu erklären sei.

Erwiderungsschriftsatz der intervenierenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2431

A.16. Die intervenierenden Parteien heben hervor, daß die Wallonische Region ihren Schriftsatz dem Flughafen Bierset gewidmet habe, während zwei von ihnen Anwohner des Flughafens Charleroi seien.

Sie vergleichen sodann das System der vom Dekret geschaffenen Verwaltungsstrafen mit dem gemeinrechtlichen Strafsystem, nämlich dem von den Artikeln 42, 43 und 43bis des Strafgesetzbuches organisierten System, und schlußfolgert, daß dieses System der Verwaltungsstrafen ein hohes Maß an Laschheit aufweise.

— B —

Die Zulässigkeit

In bezug auf das Interesse der VoG Net Sky

B.1.1. Die Wallonische Regierung stellt das Interesse der VoG Net Sky an der Klageerhebung in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2432 in Abrede, und zwar einerseits deshalb, weil sich das von der Vereinigung geltend gemachte kollektive Interesse auf die Summe der individuellen Interessen ihrer Mitglieder beschränke, und andererseits, weil der Vereinigungszweck der VoG nicht direkt durch die angefochtenen Rechtshandlungen beeinträchtigt werde.

B.1.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß nicht ersichtlich wird, daß dieser Vereinigungszweck nicht bzw. nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.1.3. Gemäß ihrer Satzung bezweckt die VoG Net Sky, «die harmonische Einfügung der Wirtschaftstätigkeiten des Lütticher Flughafens zu fördern, indem die Bevölkerung des Lütticher Raumes vor den direkt oder indirekt mit allen Formen des Betriebs des Lütticher Flughafens verbundenen Belastungen geschützt wird». Sie «setzt sich zum Hauptziel, die Umwelt und die Lebensqualität zu schützen», und «sie bemüht sich, die Beachtung aller auf das Leben in der Gesellschaft anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen durchzusetzen, und sie unternimmt alle notwendigen Schritte, um ihre Zielsetzung zu gewährleisten, falls das Gesetz nichts aussagt oder nicht besteht».

Es besteht ein ausreichender Zusammenhang zwischen dem obenerwähnten Vereinigungszweck und den in beiden Klageschriften angefochtenen Bestimmungen. Diese betreffen nämlich Maßnahmen, die darauf abzielen, den Lärm der Luftfahrzeuge zu bekämpfen, die die Flughäfen der Wallonischen Region benutzen, darunter derjenige von Lüttich-Bierset.

Das Interesse der Vereinigung unterscheidet sich überdies vom individuellen Interesse ihrer Mitglieder, da sie die Anwohner des Flughafens insgesamt gegen die mit dem Betrieb des Flughafens verbundene Lärmbelastung schützen möchte.

B.1.4. Die von der VoG Net Sky eingereichten Klagen sind zulässig.

In bezug auf die Interventionsklageschrift

B.2.1. Die intervenierenden Kläger wohnen in der Zone B des Flughafens Bierset oder in der Nähe der Zone A des Flughafens Gosselies. Sie laufen Gefahr, direkt und in ungünstigem Sinne durch das Dekret vom 25. Oktober 2001 betroffen zu sein, da dieses Dekret Maßnahmen in bezug auf die Anwohner vorsieht, die der durch den Betrieb der wallonischen Flughäfen hervorgerufenen Lärmbelastung ausgesetzt sind.

B.2.2. Sie haben somit ein Interesse, dem Verfahren auf Nichtigerklärung von Bestimmungen, die unmittelbar auf sie Anwendung finden können, beizutreten.

Zur Hauptsache

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.3.1. Das Dekret vom 8. Juni 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung bestimmt:

«Artikel 1. Der durch das Dekret vom 1. April 1999 eingefügte Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung wird folgendermaßen abgeändert:

1° In § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut ' die Lärmschwellen entsprechen ' gestrichen.

2° § 2 wird durch folgende Absätze ergänzt:

' Die zweite Zone B genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärminde L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.

Die dritte Zone C genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärminde L_{dn} eine Lärmbelastung von 60 dB(A) oder mehr und von weniger als 65 dB(A) aufweist.

Die vierte Zone D genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärminde L_{dn} eine Lärmbelastung von 55 dB(A) oder mehr und von weniger als 60 dB(A) aufweist. '

3° Ein § 4 und ein § 5 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

' § 4. In diesen Lärmbelastungszonen kann die Wallonische Regierung in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen bestimmen, welche die Luftfahrzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

[...]

- Der maximale Schallpegel eines Luftfahrzeugs, L_{max} : der Höchstwert des Schalldruckpegels $L_{Aeq}(1s)$, der bei dem Vorüberfliegen eines Luftfahrzeugs gemessen wird, und spezifisch durch dieses in einem bestimmten geographischen Ort erzeugt wird, d.h.: $\{ [L_{Aeq}(1s)]_{Flugzeug} \}_{max}$.

Was den Flughafen von Lüttich-Bierset angeht, beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden in der Zone B genannten zweiten Zone des Lärmbelastungsplans 87 dB(A).

In der Zone C genannten dritten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 82 dB(A).

In der Zone D genannten vierten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 77 dB(A).

Was den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd angeht, beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden in der Zone B genannten zweiten Zone des Lärmbelastungsplans 87 dB(A).

In der Zone C genannten dritten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 82 dB(A).

In der Zone D genannten vierten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 77 dB(A).

§ 5. Außerhalb der Lärmbelastungszonen, die von der Regierung bestimmt werden können, ist letztere befugt, in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen festzulegen, welche die Flugzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

Außerhalb der Lärmbelastungszonen, die für den Flughafen von Lüttich-Bierset und den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd bestimmt werden, liegt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden unter 77 dB(A).'

4° Ein § 6, ein § 7, ein § 8 und ein § 9 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

' § 6. Der oder die Hauptschlafräume der Wohnungen, die sich in den Zonen B, C und D des Lärmbelastungsplans von Lüttich-Bierset befinden, bilden den Gegenstand von Isolierungsarbeiten die durch die Anwendung geeigneter Techniken die Einhaltung einer Lärmschwächung von 42 dB(A) für die Wohnungen in der Zone B, 37 dB(A) in der Zone C und 32 dB(A) in der Zone D gewährleisten.

Die Kosten für diese Arbeiten werden von der Wallonischen Region übernommen, unter Einhaltung der Leistungsgrenzen, Bedingungen und des Verfahrens, die von der Regierung bestimmt werden.

So wird auch die Isolierung des oder der Haupttagesräume der Wohnungen, die sich in der Zone B, C und D von Lüttich-Bierset oder in den Zonen A, B, C und D von Charleroi-Brüssel Süd befinden, unter Einhaltung einer erforderlichen Lärmschwächung vorgenommen, wobei die Regierung zusätzlich die in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden zwischen 7 Uhr und 22 Uhr zu bestimmen hat, wobei die Lärmschwelle für die Zonen B am höchsten 93 dB(A) und die Lärmschwächung auf 38 dB(A) festgelegt ist.

§ 7. Die in Art. 6 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gemeinten Strafen sind im Falle der Nichteinhaltung der in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden anwendbar.

§ 8. Die in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden sind nur ab dem 1. Juli 2002 anwendbar für die Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets auf diesen Flughäfen Luftfahrzeuge betrieben haben.

§ 9. Die Regierung kann in L_{\max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen am Boden bestimmen, die die in dem vorliegenden Dekret bestimmten Schwellenwerte unterschreiten. '

Art. 2. Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.»

B.3.2. Das Dekret vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung des Artikels 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung bestimmt:

«Artikel 1. § 1. In Artikel 1bis § 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung ist der Satz ' Der derart erreichte Umkreis der Lärmbelastungszone wird insbesondere auf der Grundlage der Ansiedlungseigenschaften der Bauten, ihrer Ausrüstung und ihrer Zweckbestimmung gewichtet. ' durch den Satz ' Der derart erreichte Umkreis der Lärmbelastungszone kann von der Regierung insbesondere auf der Grundlage der Ansiedlungseigenschaften der Bauten, ihrer Ausrüstung und ihrer Zweckbestimmung angepaßt werden. ' zu ersetzen.

§ 2. In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

' Im Rahmen der von der Regierung getroffenen Maßnahmen gemäß dem oben erwähnten Absatz 1:

1° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 70 dB(A) oder mehr aufweist, als zu der Zone A gehörend;

2° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 65 dB(A) oder mehr und weniger als 70 dB(A) aufweist, als zu der Zone B gehörend;

3° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 60 dB(A) oder mehr und weniger als 65 dB(A) aufweist, als zu der Zone C gehörend;

4° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 55 dB(A) oder mehr und weniger als 60 dB(A) aufweist, als zu der Zone D gehörend;

5° für die rund um die Uhr geöffneten Flughäfen sind die Punkte 2° bis 4° nur auf die außerhalb der Zone A gelegenen bebauten und unbebauten Immobiliengüter anwendbar. '

[...]

§ 3. In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

' [...]

8. die Zugehörigkeit durch Gleichstellung zu einer Lärmbelastungszone (A, B, C oder D) erfolgt durch den Vergleich der in dem in Punkt 7° erwähnten Meßbericht angegebenen erzielten Ergebnisse mit dem Lärmindex L_{dn} der Referenzzone (A, B, C oder D). Falls die im Meßbericht angegebenen Lärmindize L_{dn} den Referenzindex (70, 65, 60 oder 55 dB(A)) mindestens vier Mal erreichen oder überschreiten, wird das betreffende Gebäude zu der Referenzzone (A, B, C oder D) gezählt;

9. in dem in Punkt 8 erwähnten Fall gibt das Protokoll der erzielten Ergebnisse Anspruch auf die in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen, deren Durchführung unter den von der Regierung verabschiedeten Bedingungen erfolgt;

10. unter Einhaltung der oben angeführten Methoden läßt die Regierung Schallpegelmessungen an verschiedenen Orten oder in verschiedenen Vierteln vornehmen, die insbesondere am Rande der Zonen liegen. Durch diese vorhergehenden Messungen kann sie beurteilen, an welchen Orten oder in welchen Vierteln sich der Anspruch auf die Vorteile des Absatzes 2 als gerechtfertigt erweisen kann. Falls die von der Regierung in dieser Weise durchgeführten Messungen angeben, daß sich der Anspruch auf eine der in Absatz 2 des vorhergehenden Paragraphen 3 vorgesehenen Bestimmungen *prima facie* als gerechtfertigt erweist, leitet die Regierung auf ihre Kosten die erforderlichen individuellen Maßnahmen ein. Falls die Untersuchung der von der Regierung durchgeführten Schallpegelmessungen eine derartige Schlußfolgerung ausschließt, legt derjenige, der dennoch der Auffassung ist, daß er den Vorteil des Absatzes 2 beanspruchen kann, die mit den ihn betreffenden individuellen Maßnahmen verbundenen Kosten vor und bekommt sie zurückerstattet, insofern sich sein Anspruch als gerechtfertigt erweist. '

§ 4. In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes, wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

' Die Regierung verabschiedet das Verfahren zur Durchführung der Absätze 2 und 3, sowie alle anderen zweckdienlichen Maßnahmen. '

Art. 2. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.»

B.3.3. Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999 und abgeändert durch die vorgenannten Dekrete, lautet nunmehr folgendermaßen:

«§ 1. Die Wallonische Regierung ist befugt, Maßnahmen zu treffen, um in der Nähe der Flughäfen und Flugplätze der Wallonischen Region die Anlieger, die der infolge ihres Betriebs anfallenden Lärmbelastung ausgesetzt sind, zu schützen.

§ 2. Zu diesem Zweck kann die Wallonische Regierung Kategorien von Lärmbelastungszone degressiv bestimmen.

Die Lärmbelastungszone werden je nach dem Wert des Lärmindikator L_{dn} bestimmt, nämlich auf der Grundlage der folgenden Angaben:

[...]

Die dem Lärm am meisten ausgesetzte und Zone A genannte Zone ist diejenige, für die der Lärmindikator L_{dn} eine Lärmbelastung von mindestens 70 dB(A) gibt.

Die zweite Zone B genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.

Die dritte Zone C genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex L_{dn} eine Lärmbelastung von 60 dB(A) oder mehr und von weniger als 65 dB(A) aufweist.

Die vierte Zone D genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex L_{dn} eine Lärmbelastung von 55 dB(A) oder mehr und von weniger als 60 dB(A) aufweist.

§ 3. In diesen Lärmbelastungszone kann die Wallonische Regierung unter anderem:

1° bebaute oder unbebaute Immobiliengüter gleich welcher Art erwerben;

2° das Anbringen von Anlagen fördern, die dazu bestimmt sind, den Lärm oder die Vibrationen zu verringern, zu dämpfen oder ihren nachteiligen Folgen abzuwehren, gegebenenfalls durch die Gewährung eines Zuschusses oder einer Prämie;

3° dem Inhaber eines Hauptwohnsitzmietvertrags eine Umzugsprämie vorschlagen;

4° gegebenenfalls Schalldämmungsnormen und die Benutzung von für die Erbauung und den Umbau von Gebäuden spezifischen Baustoffen vorschreiben.

Im Rahmen der von der Regierung getroffenen Maßnahmen gemäß dem oben erwähnten Absatz 1:

1° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastigung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 70 dB(A) oder mehr aufweist, als zu der Zone A gehörend;

2° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastigung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 65 dB(A) oder mehr und weniger als 70 dB(A) aufweist, als zu der Zone B gehörend;

3° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastigung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 60 dB(A) oder mehr und weniger als 65 dB(A) aufweist, als zu der Zone C gehörend;

4° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastigung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 55 dB(A) oder mehr und weniger als 60 dB(A) aufweist, als zu der Zone D gehörend;

5° für die rund um die Uhr geöffneten Flughäfen sind die Punkte 2° bis 4° nur auf die außerhalb der Zone A gelegenen bebauten und unbebauten Immobiliengüter anwendbar.

Im Hinblick auf die Anwendung des oben erwähnten Absatzes 2 werden die Messungen der vom zivilen und gewerblichen Flugverkehr aus oder nach den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ausgelösten Schallpegel unter folgenden Bedingungen aufgenommen:

[...]

8. die Zugehörigkeit durch Gleichstellung zu einer Lärmbelastigungszone (A, B, C oder D) erfolgt durch den Vergleich der in dem in Punkt 7° erwähnten Meßbericht angegebenen erzielten Ergebnisse mit dem Lärmindex L_{dn} der Referenzzone (A, B, C oder D). Falls die im Meßbericht angegebenen Lärmindize L_{dn} den Referenzindex (70, 65, 60 oder 55 dB(A)) mindestens vier Mal erreichen oder überschreiten, wird das betreffende Gebäude zu der Referenzzone (A, B, C oder D) gezählt;

9. in dem in Punkt 8 erwähnten Fall gibt das Protokoll der erzielten Ergebnisse Anspruch auf die in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen, deren Durchführung unter den von der Regierung verabschiedeten Bedingungen erfolgt;

10. unter Einhaltung der oben angeführten Methoden läßt die Regierung Schallpegelmessungen an verschiedenen Orten oder in verschiedenen Vierteln vornehmen, die insbesondere am Rande der Zonen liegen. Durch diese vorhergehenden Messungen kann sie beurteilen, an welchen Orten oder in welchen Vierteln sich der Anspruch auf die Vorteile des Absatzes 2 als gerechtfertigt erweisen kann. Falls die von der Regierung in dieser Weise durchgeführten Messungen angeben, daß sich der Anspruch auf eine der in Absatz 2 des vorhergehenden Paragraphen 3 vorgesehenen Bestimmungen *prima facie* als gerechtfertigt erweist, leitet die Regierung auf ihre Kosten die erforderlichen individuellen Maßnahmen ein. Falls die Untersuchung der von der Regierung durchgeführten Schallpegelmessungen eine derartige Schlußfolgerung ausschließt, legt derjenige, der dennoch der Auffassung ist, daß er den Vorteil des Absatzes 2 beanspruchen kann, die mit den ihn betreffenden individuellen Maßnahmen verbundenen Kosten vor und bekommt sie zurückerstattet, insofern sich sein Anspruch als gerechtfertigt erweist.

Die Regierung verabschiedet das Verfahren zur Durchführung der Absätze 2 und 3, sowie alle anderen zweckdienlichen Maßnahmen.

§ 4. In diesen Lärmbelastungszonen kann die Wallonische Regierung in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen bestimmen, welche die Luftfahrzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

[...]

Was den Flughafen von Lüttich-Bierset angeht, beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden in der Zone B genannten zweiten Zone des Lärmbelastungsplans 87 dB(A).

In der Zone C genannten dritten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 82 dB(A).

In der Zone D genannten vierten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 77 dB(A).

Was den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd angeht, beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden in der Zone B genannten zweiten Zone des Lärmbelastungsplans 87 dB(A).

In der Zone C genannten dritten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 82 dB(A).

In der Zone D genannten vierten Zone des Lärmbelastungsplans beträgt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden 77 dB(A).

§ 5. Außerhalb der Lärmbelastungszonen, die von der Regierung bestimmt werden können, ist letztere befugt, in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen festzulegen, welche die Flugzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

Außerhalb der Lärmbelastungszonen, die für den Flughafen von Lüttich-Bierset und den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd bestimmt werden, liegt die in L_{max} ausgedrückte Höchtlärmschwelle am Boden unter 77 dB(A).

§ 6. Der oder die Hauptschlafräume der Wohnungen, die sich in den Zonen B, C und D des Lärmbelastungsplans von Lüttich-Bierset befinden, bilden den Gegenstand von Isolierungsarbeiten die durch die Anwendung geeigneter Techniken die Einhaltung einer Lärmschwächung von 42 dB(A) für die Wohnungen in der Zone B, 37 dB(A) in der Zone C und 32 dB(A) in der Zone D gewährleisten.

Die Kosten für diese Arbeiten werden von der Wallonischen Region übernommen, unter Einhaltung der Leistungsgrenzen, Bedingungen und des Verfahrens, die von der Regierung bestimmt werden.

So wird auch die Isolierung des oder der Haupttagesräume der Wohnungen, die sich in der Zone B, C und D von Lüttich-Bierset oder in den Zonen A, B, C und D von Charleroi-Brüssel Süd befinden, unter Einhaltung einer erforderlichen Lärmschwächung vorgenommen, wobei die Regierung zusätzlich die in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden zwischen 7 Uhr und 22 Uhr zu bestimmen hat, wobei die Lärmschwelle für die Zonen B auf höchstens 93 dB(A) und die Lärmschwächung auf 38 dB(A) festgelegt ist.

§ 7. Die in Art. 6 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gemeinten Strafen sind im Falle der Nichteinhaltung der in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden anwendbar.

§ 8. Die in L_{max} ausgedrückten Höchtlärmschwellen am Boden sind nur ab dem 1. Juli 2002 anwendbar für die Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets auf diesen Flughäfen Luftfahrzeuge betrieben haben.

§ 9. Die Regierung kann in L_{\max} ausgedrückte Höchtlärmschwellen am Boden bestimmen, die die in dem vorliegenden Dekret bestimmten Schwellenwerte unterschreiten.»

In bezug auf den ersten Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431

B.4.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431 leiten einen ersten Klagegrund ab aus dem Verstoß der angefochtenen Dekrete gegen Artikel 22 der Verfassung. Sie führen an, daß dieser Artikel, ebenso wie Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, das Recht auf eine gesunde Umwelt verankere und daß nur der föderale Gesetzgeber Änderungen daran vornehmen könne, da die Gemeinschaften und Regionen lediglich dafür zuständig seien, den Schutz dieses Rechtes zu gewährleisten.

B.4.2. Ehe geprüft wird, ob ein Dekret vereinbar ist mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, ist dessen Vereinbarkeit mit den Zuständigkeitsregeln zu prüfen.

B.4.3. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes.»

Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer.»

B.4.4. Das wesentliche Ziel des Rechtes auf Achtung des Privat- und Familienlebens besteht darin, die Menschen vor der Einmischung in ihr Privatleben, ihr Familienleben, ihre Wohnung oder ihren Briefwechsel zu schützen. In dem Vorschlag, der der Annahme von Artikel 22 der Verfassung vorausging, wurde «der Schutz der Person, die Anerkennung ihrer Identität, die Bedeutung ihrer Entfaltung sowie derjenigen seiner Familie» hervorgehoben, sowie die Notwendigkeit, das Privat- und Familienleben vor «den Gefahren einer Einmischung, unter anderem als Folge der ständigen Entwicklung der Informationstechniken, wenn Maßnahmen zur Ermittlung, Untersuchung und Kontrolle durch die Behörden und durch private Einrichtungen bei der Ausführung ihrer Funktionen oder Tätigkeiten durchgeführt werden», zu schützen (*Parl. Dok.*, Senat, außerordentliche Sitzungsperiode, 1991-1992, Nr. 100-4/2°, S. 3).

B.4.5. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 22 der Verfassung geht im übrigen hervor, daß der Verfassungsgeber «eine möglichst weitgehende Übereinstimmung des Vorschlags mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention [angestrebt hat], um jegliche Streitigkeiten über den Inhalt dieses Verfassungsartikels sowie den Inhalt von Artikel 8 der Konvention zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1993-1994, Nr. 997/5, S. 2).

B.4.6. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat angenommen (Urteil in Sachen Powell und Rayner gegen das Vereinigte Königreich vom 21. Februar 1990, Urteil in Sachen Hatton gegen das Vereinigte Königreich vom 2. Oktober 2001), daß die durch Flugzeuge verursachte Lärmbelastung dann, wenn sie übermäßig ist, die Qualität des Privatlebens der Anwohner beeinträchtigen kann und als ein Verstoß gegen die positive Verpflichtung der Staaten, angemessene Maßnahmen zum Schutz der Rechte der Kläger im Sinne von Artikel 8 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention zu ergreifen, oder als eine Einmischung einer Behörde, die gemäß den Kriterien von Absatz 2 dieses Artikels zu rechtfertigen ist, angesehen werden kann. Dabei ist das billige Gleichgewicht zwischen den Interessen der Einzelperson und denjenigen der Gesellschaft insgesamt zu berücksichtigen, wobei der Staat in beiden Fällen über einen Ermessensspielraum verfügt, um die zu ergreifenden Maßnahmen festzulegen, insbesondere wenn mit dem Betrieb eines Flughafens ein rechtmäßiges Ziel verfolgt wird und man dessen negative Auswirkungen auf die Umwelt nicht vollständig ausschließen kann.

B.4.7. Unter diesen Vorbehalten kann davon ausgegangen werden, daß die Lärmbelastung von Flugzeugen die Rechte der Anwohner eines Flughafens, die sie aus Artikel 22 der Verfassung schöpfen, verletzen kann, wenn sie ein unerträgliches Maß erreicht.

B.4.8. Sicherlich ist das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt in Artikel 23 der Verfassung vorgesehen. Daraus ist jedoch nicht abzuleiten, daß Artikel 22 nicht mehr geltend gemacht werden könne, wenn eine Lärmbelastung gegen die in diesem Artikel gewährleistete Achtung vor dem Privat- und Familienleben verstoßen kann.

B.4.9. Aus dem Text von Artikel 22 der Verfassung geht hervor, daß die Regionen bei der Ausübung ihrer Zuständigkeiten die Achtung vor dem Privatleben gewährleisten müssen.

B.4.10. Aufgrund von Artikel 6 § 1 II Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Regionen zuständig für den Sachbereich des Umweltschutzes und der Lärmbekämpfung. Artikel 6 § 1 X Nr. 7 desselben Sondergesetzes verleiht ihnen die Zuständigkeit für die Ausrüstung und den Betrieb von Flughäfen und öffentlichen Flugplätzen, mit Ausnahme des Flughafens Brüssel-National.

B.4.11. Durch die Annahme der angefochtenen Bestimmungen hat der Dekretgeber Befugnisse in seinen eigenen Sachbereichen ausgeübt. Hierbei mußte er die Achtung vor dem Privatleben gemäß Artikel 22 Absatz 2 der Verfassung gewährleisten. Dieses Ziel wird mit den angefochtenen Bestimmungen angestrebt. Sie sollen nämlich die Anwohner von Flughäfen vor der durch den Betrieb dieser Flughäfen verursachten Lärmbelastung schützen.

B.4.12. Zwar geht aus Artikel 22 Absatz 1 der Verfassung hervor, daß nur der föderale Gesetzgeber festlegen kann, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen das Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben eingeschränkt werden darf, doch diese Zuständigkeit kann vernünftigerweise lediglich die allgemeinen Beschränkungen dieses Rechtes betreffen, die auf gleich welchen Sachbereich anwendbar sind. Eine andere Beurteilung würde bedeuten, daß gewisse Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen sinnlos würden. Der Umstand, daß eine Einmischung in das Privat- und Familienleben die Folge der Regelung eines bestimmten, dem Dekretgeber zugewiesenen Sachbereiches ist, tut seiner Zuständigkeit keinen Abbruch.

B.4.13. Der aus der Nichtzuständigkeit des Dekretgebers abgeleitete Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf den ersten Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432 und auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431, gemeinsam

B.5.1. Die klagenden Parteien in den vier Rechtssachen führen den Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit deren Artikeln 22 und 23 Absatz 3 Nrn. 2 und 4, mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention an. Sie werfen den angefochtenen Dekreten vor, daß sie der Wallonischen Regierung die Verwendung des mittleren Geräuschindicators L_{dn} vorschrieben, um die Zonen der Lärmaussetzung abzugrenzen. Dieses Kriterium sei nicht

angemessen, um die Lärmbelastung zu beurteilen, die durch den Betrieb eines hauptsächlich nachts funktionierenden Flughafens verursacht werde. Es schaffe eine Diskriminierung der in der Zone B des Lärmbelastungsplans wohnhaften Anwohner im Vergleich zu den in der Zone A niedergelassenen Anwohnern, da diese beiden Kategorien von Anwohnern einem unterschiedlichen Rechtssystem unterlägen, obwohl sie den gleichen Spitzenlärmswerten ausgesetzt seien.

Die Anwendung des Lärmindikators L_{dn} schaffe außerdem eine Diskriminierung, indem die Anwohner, die hauptsächlich nachts einer Lärmbelastung ausgesetzt seien, und diejenigen, die hauptsächlich tagsüber einer Lärmbelastung ausgesetzt seien, auf die gleiche Weise behandelt würden.

B.5.2. Die klagenden Parteien sind der Ansicht, daß nur die Anwendung des L_{max} -Kriteriums es ermögliche, die Auswirkungen des Flugzeuglärms auf den Schlaf angemessen zu bewerten. Dieses Kriterium entspreche dem maximalen Geräuschpegel, der beim Vorüberfliegen eines Luftfahrzeugs gemessen werde; er werde in dB(A) gemessen.

B.5.3. Nach Darlegung der Wallonischen Regierung sei dieser Klagegrund rechtlich mangelhaft, da der Indikator L_{dn} bereits im Dekret der Wallonischen Region vom 1. April 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung angewandt worden sei, um die Zone A des Lärmbelastungsplans festzulegen. Dies bedeute, daß mit diesem Klagegrund das vorerwähnte Dekret bemängelt würde, obwohl dagegen keinerlei Klage eingereicht worden sei.

B.5.4. Artikel 1^o des Dekrets vom 8. Juni 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung definiert Zone B des Lärmbekämpfungsplans als diejenige, für die der Lärmindikator L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.

Das Dekret vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 besagt, daß ein bebauter oder unbebauter Grundstück, das einer Lärmbelastung mit einem Lärmindikator L_{dn} von 70 dB(A) oder mehr ausgesetzt ist, zur Zone A gehört. Zur Zone B gehört jedes bebaute oder unbebaute Grundstück, für das der Lärmindikator L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.

B.5.5. Die angefochtenen Dekrete legen den Umfang der Zone B des Lärmbelastungsplans anhand des Lärmindikators L_{dn} fest. Die klagenden Parteien sind berechtigt, die unangemessene Geschaffenheit des im Dekret angewandten Kriteriums geltend zu machen, auch wenn dieser Indikator bereits in einem vorherigen Dekret angewandt wurde. Die von der Wallonischen Regierung angeführte Einrede wird somit abgewiesen.

B.5.6. Der Hof muß jedoch die Vorarbeiten zum Dekret vom 1. April 1999 berücksichtigen, um zu prüfen, ob das vom Dekretgeber gewählte Kriterium zur Festlegung der verschiedenen Zonen der Lärmbelastung gerechtfertigt ist, da diese Rechtfertigung zum ersten Mal bei der Annahme dieses Dekrets angeführt wurde und in den angefochtenen Dekreten durch die Entscheidung für das Kriterium L_{dn} zur Festlegung des Umfangs der Zone B implizit bestätigt wurde.

B.5.7. Der Hof muß ebenfalls prüfen, ob eine objektive und vernünftige Rechtfertigung vorliegt, um die Anwohner, die hauptsächlich tagsüber einer Lärmbelastung ausgesetzt sind, und diejenigen, die hauptsächlich nachts einer Lärmbelastung ausgesetzt sind, auf die gleiche Weise zu behandeln.

B.5.8. Mit der Annahme der angefochtenen Dekrete wollte der Dekretgeber ein Gleichgewicht zwischen den wirtschaftlichen Interessen der Region und dem Gesundheitsschutz der Anwohner, die wegen des Betriebs der Flughäfen einer Lärmbelastung ausgesetzt sind, schaffen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/1, S. 2).

B.5.9. In den Vorarbeiten zum Dekret vom 1. April 1999 wird folgendes dargelegt:

«Das international anerkannte Kriterium L_{dn} wurde ausgewählt, da es vier Parameter berücksichtigt, die im Zusammenhang mit dem Flugzeuglärm stehen und von Fachleuten als ausschlaggebend für die von den Menschen gegebenenfalls empfundene Belästigung erkannt wurden:

1. der maximale Geräuschpegel, der beim Vorüberfliegen eines jeden Flugzeugs gemessen wird: der Spitzenlärm;
2. die Überflugzeit eines jeden Flugzeugs (ein weniger lärmendes Flugzeug, das jedoch weniger schnell fliegt, kann als störender empfunden werden als ein lauterer Flugzeug, das schneller fliegt);
3. die Gesamtzahl der Flugzeuge;
4. der Zeitpunkt des Vorüberfliegens des Flugzeugs (tagsüber oder nachts, wobei im letzteren Fall das Flugzeug als störender empfunden wird, selbst wenn es den gleichen Lärm verursacht wie tagsüber. So wird in der L_{dn} -Berechnung die Bewertung eines jeden Nachtflugs um 10 dB erhöht, um die nächtlichen Störungen besser erfassen zu können).» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 1998-1999, Nr. 485/4 und Nr. 403/2, S. 6)

In bezug auf die Entscheidung für den L_{dn} -Geräuschindikator am Flughafen Bierset, der derzeit hauptsächlich nachts betrieben wird, wird in den Vorarbeiten zum Dekret vom 8. Juni 2001 angeführt, daß der wallonische Gesetzgeber «zur Festlegung eines maximalen Verkehrs gelangen [wollte], indem er sich auf die Extrapolation einer fiktiven Situation der vollen Auslastung des Flughafens Bierset stützte» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/5, S. 4; *Ausf. Ber.*, 2000-2001, Nr. 21, S. 6).

B.5.10. Es obliegt nicht dem Hof, anstelle des Dekretgebers die Wahl des Kriteriums für die Berücksichtigung der Lärmbelastung der Anwohner der wallonischen Flughäfen zu bewerten. Der Hof muß jedoch prüfen, ob das gewählte Kriterium nicht auf einer offensichtlich unvernünftigen Beurteilung beruht.

B.5.11. Das Kriterium L_{dn} berücksichtigt nicht nur die Spitzenlärmswerte, die Anzahl Flugzeuge und die Überflugzeit eines jeden Flugzeugs, sondern auch das Volumen der Nachtflüge, da es für jeden Nachtflug die Bewertung um 10 dB(A) erhöht.

Indem die Wallonische Region ein Kriterium angenommen hat, das einen Durchschnitt des vom Flugverkehr während 24 Stunden erzeugten Lärms darstellt, und indem sie diese Maßnahme damit rechtfertigt, daß der Flughafen Bierset so erweitert werden soll, daß dieser Verkehr sowohl nachts als auch tagsüber stattfindet, hat sie eine Maßnahme ergriffen, die nicht offensichtlich unvernünftig ist in bezug auf das in B.5.8 beschriebene Ziel.

B.5.12. Im übrigen stellt der Hof fest, daß der Dekretgeber im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien das L_{max} -Kriterium in seinem Dekret vom 8. Juni 2001 angewandt hat. Es sieht nämlich vor, daß für den Flughafen Lüttich-Bierset in der Zone B des Lärmbelastungsplans die Schwelle des maximalen Lärms, der am Boden verursacht wird, 87 dB(A) beträgt, ausgedrückt in L_{max} .

Das Dekret ermächtigt überdies die Regierung, in L_{max} ausgedrückte Schallpegel festzulegen, die nicht überschritten werden dürfen von den Luftfahrzeugen, die die Flughäfen der Wallonischen Region zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen.

Während der Parlamentsdebatten vor der Annahme des Dekrets vom 8. Juni 2001 wurde erklärt: «Zonen festzulegen ohne Berücksichtigung der L_{\max} -Werte wäre eine anfechtbare Maßnahme gewesen. Für die Anwohner ist es nicht nur wichtig, daß der durchschnittliche Pegel der Lärmbelastung berücksichtigt wird, der anhand von zahlreichen Korrekturfaktoren errechnet wird; auch die Berücksichtigung der Spitzenlärmwerte ist wichtig» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/5, S. 4).

Der L_{\max} sollte es ermöglichen, die lärmintensivsten Flugzeuge auszuschließen, wie bei den Debatten vor der Annahme des Dekrets vom 25. Oktober 2001 in Erinnerung gerufen wurde. Der L_{\max} sollte im übrigen eine zusätzliche Garantie bieten, da «mit dem L_{dn} -Indikator zehn Flugzeuge, die Nachtflüge mit starkem Lärm durchführen und die Anwohner mit Sicherheit aufwecken (auch wenn deren Wohnungen isoliert sind), die L_{DN} -Schwelle von 70 dB(A) möglicherweise nicht überschreiten» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/2, S. 10).

B.5.13. Die Festlegung der Schwelle von 87 dB(A) für die Zone B wurde durch den Umstand gerechtfertigt, daß es vom Gesichtspunkt der wirtschaftlichen Entwicklung her erforderlich war, Langstreckenflugzeuge, die andere Kontinente anfliegen, anzunehmen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/5, S. 4).

Das Dekret hat ebenfalls die Anwendung von Sanktionen bei Nichteinhaltung dieser maximalen Schallpegel am Boden vorgesehen.

B.5.14. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die angefochtenen Dekrete nicht diskriminierend sind, insofern sie den Geräuschindikator L_{dn} anwenden, um die Zone B des Lärmbelastungsplans abzugrenzen.

B.6.1. Sodann wird den angefochtenen Dekreten vorgeworfen, eine Diskriminierung in bezug auf die Anwohner der Zone B des Lärmbelastungsplans zu schaffen, da einige von ihnen einer gleichen Lärmbelastung ausgesetzt seien wie die Anwohner der Zone A, ohne in den Vorteil eines Verfahrens des Rückkaufs ihrer Wohnung durch die Regierung zu gelangen, wie es der Fall sei für die in der Zone A des Lärmbelastungsplans gelegenen Immobilien.

B.6.2. Bei den Diskussionen zur Vorbereitung der Annahme des Dekrets vom 8. Juni 2001 hat der Dekretgeber wiederholt sein Bemühen geäußert, angesichts der Anwohner der Zone A und derjenigen der Zone B den Billigkeitsgrundsatz möglichst genau zu beachten (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/5, S. 10; *Ausf. Ber.*, 2000-2001, Nr. 22, S. 23).

B.6.3. Gerade, um der Beschwerde der klagenden Parteien gerecht zu werden, hat die Wallonische Region das Dekret vom 25. Oktober 2001 angenommen. Gemäß der Begründung hatte dieses Dekret zum Ziel, «zu vermeiden, daß die Aufteilung der Zonen des Lärmbelastungsplans, die auf die Festlegung von Umkreisen beruht, die Gefahr birgt, daß Situationen mit einer gleichen oder höheren Lärmbelastung als diejenige, die innerhalb einer der genannten Zonen anerkannt wird, nicht berücksichtigt werden, ohne daß die in den Ausführungserlassen vorgesehenen Maßnahmen auf sie angewandt werden können» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/1, S. 2). Diese Zielsetzung findet Ausdruck in den Dekretsbestimmungen, wonach die Anwohner der Zone B in den Vorteil der Maßnahme des Rückkaufs ihrer Wohnung gelangen können, wenn erwiesen ist, daß sie einer Lärmbelastung mit einem L_{dn} -Indikator von 70 dB(A) oder mehr ausgesetzt sind.

Der Dekretgeber hat somit darauf geachtet, daß im jeweiligen Fall die Situationen berücksichtigt werden, in denen die automatische Anwendung der angenommenen Kriterien sich als unangemessen erweisen sollte.

B.7. Der Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2303, den ersten Klagegrund und den zweiten Teil des zweiten Klagegrunds in den Rechtssachen Nrn. 2304 und 2431, den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2304 sowie den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2432, gemeinsam

B.8.1 Die klagenden Parteien in den vier Rechtssachen, die dem Hof vorliegen, führen an, die Festlegung des Schwellenwertes auf 70 dB(A) für die Abgrenzung der Zone A von der Zone B des Lärmbelastungsplans sei nicht sachdienlich. Es wird geltend gemacht, daß gemäß wissenschaftlichen Studien von Fachleuten eine Lärmbelastung ab einem Schwellenwert von 66 dB(A) gemäß dem L_{dn} -Indikator als unzumutbar bewertet werde. Daraus ergebe sich eine Diskriminierung zwischen den Anwohnern der Zone A und denjenigen der Zone B, da die Letztgenannten nicht die den Erstgenannten zugestandenen vorteilhaften Maßnahmen in Anspruch nehmen könnten, während sie einer Lärmbelastung ausgesetzt seien, die ebenso nachteilig für ihre Gesundheit sei.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2304 beklagen sich überdies darüber, daß die Isolierungsmaßnahmen für die Gebäude der Zone B des Lärmbelastungsplans nicht geeignet seien wegen des Maßes der Lärmbelastung, dem sie ausgesetzt seien, und weil diese Maßnahmen den Bewohnern dieser Gebäude die volle Nutznießung ihrer Wohnung vorenthielten, da sie darin bleiben müßten und nicht die Möglichkeit hätten, ihren Garten oder ihre Terrasse ohne eine ernsthafte oder sogar unerträgliche Lärmbelastung zu benutzen.

B.8.2. Die angefochtenen Dekrete legen die Zone B des Lärmbelastungsplans als die Zone fest, für die der Lärmindikator L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.

Wie der Hof dies bereits unter B.5.12 angeführt hat, hat der Dekretgeber überdies eine maximale Schwelle für den am Boden verursachten Lärm festgelegt, die 87 dB(A) beträgt und in L_{\max} ausgedrückt wird für die Luftfahrzeuge, die nachts fliegen, und 93 dB(A) beträgt für die Luftfahrzeuge, die zwischen 7 Uhr und 22 Uhr fliegen.

Das Dekret vom 8. Juni 2001 besagt, daß für die Hauptschlafräume der in der Zone B gelegenen Wohnungen Isolierungsarbeiten ausgeführt werden, die durch die Anwendung geeigneter Techniken die Einhaltung einer Lärmverringerung um 42 dB(A) gewährleisten. Die Lärmverringerung für die Haupttagesräume der Wohnungen ist auf 38 dB(A) festgesetzt.

B.8.3. Aus den Vorarbeiten zum Dekret vom 8. Juni 2001 ist ersichtlich, daß diese Maßnahmen eingeführt wurden, um den von der Weltgesundheitsorganisation ausgearbeiteten Normen zu entsprechen, nämlich 55 dB(A) tagsüber und 45 dB(A) nachts; kein Aufwachen soll auf eine Lärmbelastung zurückzuführen sein, die diesem Wert entspricht oder niedriger ist (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 184/5, SS. 5 und 6). Bei den Vorarbeiten zum Dekret vom 25. Oktober 2001 wurde präzisiert, daß es sich dabei um eine Ergebnisverpflichtung handelt (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/2, S. 4).

Der Schwellenwert von 70 dB(A), der die Zone A des Lärmbelastungsplans abgrenzt, wurde wie folgt gerechtfertigt: «[...] medizinische Untersuchungen haben ergeben, daß Lärmpegel, die einem L_{dn} -Indikator = 70 dB(A) entsprechen oder darüber liegen, nicht für Wohngebiete geeignet sind» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 1998-1999, Nr. 485/4 und Nr. 403/2, S. 6).

Diese Schwelle wurde bei den Parlamentsdebatten vor der Annahme des Dekrets vom 25. Oktober 2001 erneut in Frage gestellt. Man war verwundert darüber, daß im Entwurf die Bradley-Normen wieder außer acht gelassen wurden, in denen deutlich angegeben war, daß es nicht möglich sei, über L_{dn} 66 eine vernünftige Flughafenerweiterung in einem Wohngebiet ins Auge zu fassen, während diese Normen der vorherigen Regierung als Referenzwerte gedient hatten (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/1, S. 9). Es wurde darauf hingewiesen, daß die meisten wissenschaftlichen, technischen oder Verwaltungsberichte das Kriterium L_{dn} 70 für Wohngebiete nicht befürworteten. Dem wurde entgegengehalten, daß «die Norm von 70 L_{dn} , ergänzt durch den Gleichheitsgrundsatz und durch erhebliche Maßnahmen für die Wohnungen, die einer Lärmbelastung von weniger als 70 L_{dn} ausgesetzt sind, von den gerichtlichen Instanzen, die sich darüber aussprechen sollen, wahrscheinlich gutgeheißen werden wird» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/2, S. 10).

B.8.4. Der Hof ist nicht befugt, anstelle des Gesetzgebers eine Bewertung vorzunehmen, um das angemessene Kriterium festzulegen, mit dem letzterer sein Ziel erreichen kann. Er muß jedoch prüfen, ob die Wahl des Gesetzgebers nicht offensichtlich willkürlich oder unvernünftig ist.

B.8.5. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432 legen als Anlage zu ihrer Klageschrift verschiedene Berichte im Zusammenhang mit Lärmuntersuchungen vor.

Im Bericht des «Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement» wird in bezug auf den außerhalb der Wohnungen gemessenen Lärm angeführt, daß ein Lärmpegel zwischen 65 und 70 dB(A) unerträglich und gesundheitsschädlich ist und daß üblicherweise davon ausgegangen wird, daß eine Person nicht in einem Gebiet wohnen kann, das einem Flugzeuglärm von mehr als 65 dB(A) ausgesetzt ist (SS. 30-1 und 30-3 des Berichtes).

Eine vom Büro POLY'ART ausgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung gibt an, daß die Lösung, die bestehenden Wohnungen einer Geräuschisolierung zu unterziehen, damit die Schwelle von 45 dB(A) in den Schlafzimmern nicht überschritten wird, die Bürger zu einem Leben unter untragbaren Bedingungen verpflichten würde (S. 17 des Berichtes). Dasselbe Büro hat ebenfalls hervorgehoben, daß Geräuschpegel von mehr als L_{dn} = 66 dB(A) nicht für Wohngebiete geeignet seien (SS. 17 und 45 des Berichtes). Dieser Standpunkt wurde auch bestätigt durch die Arbeitsgruppe A-Tech (Acoustic Technologies), die von der Wallonischen Region eingesetzt wurde (Punkt 1.2., vierter Absatz), sowie durch den Sachverständigen J.-S. Bradley, auf den in den Vorarbeiten zu den angefochtenen Dekreten verwiesen wurde.

B.8.6. Die Wallonische Regierung behauptet in ihrem Schriftsatz, die Schlußfolgerungen des Bradley-Berichtes seien falsch wiedergegeben worden. In diesem Bericht habe man es als unmöglich angesehen, Wohngebiete mit einer Lärmbelastung von 66 dB(A) und mehr zu erweitern, aber nicht, sie aufrechtzuerhalten. Die Regierung hebt ebenfalls hervor, daß die Schlußfolgerungen dieses Berichtes auf der kanadischen Wohnsituation basierten, das heißt Holzhäuser, die weniger geräuschkämmend seien als die bei uns gebauten Häuser, was eine Erklärung dafür biete, daß in Kanada im Außenbereich ein maximaler Geräuschpegel von 66 dB(A) zugelassen sei.

In bezug auf den Schwellenwert von 70 dB(A), der eine Unterscheidung zwischen der Zone A und der Zone B ermögliche, verweist die Regierung auf den Bericht von A-Tech, um zu erklären, daß es sich um einen Schwellenwert handle, bei dessen Überschreitung Schallisolierungsarbeiten sich als technisch schwierig und teuer oder sogar als unmöglich erweisen würden, wenn nicht gleichzeitig die eigentliche Struktur der Gebäude verstärkt werde.

B.8.7. Es obliegt ebenfalls nicht dem Hof, die Schlußfolgerungen der verschiedenen Sachverständigenberichte zu bewerten. Der Hof stellt jedoch fest, daß keiner dieser Berichte die Schlußfolgerung gestattet, daß die Anwohner des Flughafens Bierset in ihrer Wohnung bleiben könnten, ohne daß ihr Recht auf Achtung des Privatlebens übermäßig beeinträchtigt würde, wenn sie einer Lärmbelastung zwischen 65 und 70 dB(A) ausgesetzt seien.

B.8.8. Sicherlich wird die Einstufung der Wohnungen, die einer solchen Belastung ausgesetzt sind, in die Zone B durch die technische Möglichkeit der Schallisolierung begründet, während die Isolierung bei einer Überschreitung von 70 dB(A) eine Verstärkung der Struktur der Gebäude voraussetzt. Aus allen Berichten wird jedoch deutlich, daß die Isolierungsarbeiten eine Senkung der Belastung ermöglichen würden, so daß die Belastung keine Gesundheitsgefährdung mehr für die Anwohner darstellen würde, jedoch unter der Bedingung, daß sie in ihren Wohnungen mit geschlossenen Türen und Fenstern lebten, was im übrigen bei den Vorarbeiten zum Dekret vom 25. Oktober 2001 bestätigt wurde (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, 184/5, SS. 12-14; *Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 21, S. 8; *Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 22, S. 16).

B.8.9. Daraus ergibt sich, daß die Anwohner der Zone B sich hinsichtlich des Rechtes auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens nicht in einer grundverschiedenen Situation befinden, weshalb der Behandlungsunterschied nicht angemessen gerechtfertigt ist.

B.9. Der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 22 abgeleitete Klagegrund ist begründet.

In bezug auf den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2431

B.10.1. Die klagenden Parteien führen einen Verstoß des Dekrets vom 25. Oktober 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikeln 22 und 23 sowie mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention an, insofern die Anwohner der Zone B, bei denen davon ausgegangen wird, daß sie in einer «Risikozone» wohnen, in den Vorteil einer kostenlosen Messung ihrer Lärmbelastung gelangen könnten, während die anderen Anwohner die Kosten für die sie betreffenden Einzelmessungen vorstrecken müßten und diese Kosten ihnen nur erstattet würden, wenn ihre Ansprüche für begründet erklärt würden.

B.10.2. Artikel 1 § 3 des Dekrets vom 25. Oktober 2001 fügt Artikel 1 bis § 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung einen dritten Absatz hinzu, dessen Nr. 10 besagt, daß die Regierung an verschiedenen Orten oder in verschiedenen Vierteln, die insbesondere am Rande der Zonen liegen, Schallpegelmessungen vornehmen kann. Falls die von der Regierung durchgeführten Messungen ergeben, daß sich der Anspruch auf eine der im Dekret vorgesehenen Maßnahmen *prima facie* als gerechtfertigt erweist, veranlaßt die Regierung auf ihre Kosten die erforderlichen Einzelmessungen. Falls die Untersuchung der von der Regierung durchgeführten Schallpegelmessungen eine derartige Schlußfolgerung ausschließt, streckt derjenige, der dennoch der Auffassung ist, daß er den Vorteil solcher Maßnahmen beanspruchen kann, die mit den ihn betreffenden Einzelmessungen verbundenen Kosten vor und bekommt sie zurückerstattet, wenn sich sein Anspruch als gerechtfertigt erweist.

B.10.3. Die angefochtene Maßnahme wurde durch einen wie folgt gerechtfertigten Abänderungsvorschlag in das Dekret eingefügt:

«Der erste Teil von Punkt 10 bietet noch die Möglichkeit, nicht die Situation desjenigen zu benachteiligen, der nicht über die Mittel verfügt, die für die Ausführung der Messungen des Schallpegels erforderlichen Kosten vorzustrecken, und der auf seinen Anspruch verzichten würde, während der Einzelantrag vernünftigerweise nicht unsinnig erscheint.» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 257/2, Abänderungsantrag Nr. 3, S. 3)

B.10.4. Der Dekretgeber konnte den Standpunkt vertreten, daß es, um den Ansprüchen der Anwohner gerecht zu werden, ohne die öffentlichen Mittel unbesonnenen Anträgen auszusetzen, notwendig war, kostenlose Messungen nur für gewisse Orte und Viertel zuzulassen, in denen die Anträge der Anwohner auf den ersten Blick als gerechtfertigt erscheinen. Wie das Dekret selbst besagt, geht es bei den berücksichtigten Orten und Vierteln um Standorte, die insbesondere am Rand der Zonen des Lärmbelastungsplans liegen, für die die Regierung Einzelanträge auf Messung von den Anwohnern erhält.

Eine solche Bestimmung, mit der die etwaigen Mängel einer theoretisch mit einer Software festgelegten Grenze korrigiert werden sollen, indem sie der Regierung gestattet, kostenlose Messungen für die Anwohner durchzuführen, ohne sich vermessenen Anträge auszusetzen, ist vernünftig gerechtfertigt im Verhältnis zum angestrebten Ziel.

B.11. Daraus ist zu schlußfolgern, daß der Klagegrund unbegründet ist.

In bezug auf den dritten Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 2303 und 2432

B.12. Die klagenden Parteien werfen dem Dekretgeber vor, keine Verträglichkeitsprüfungen oder Sachverständigenuntersuchungen über die Auswirkungen eines Ausbaus der nächtlichen Tätigkeit des Flughafens auf den Schlaf der Anwohner und auf die Wirtschaft der Region durchgeführt zu haben. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 der Verfassung seien somit mißachtet worden. Die klagenden Parteien stützen ihre These auf das Urteil vom 2. Oktober 2001 des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in der Rechtssache Hatton u.a. gegen das Vereinigte Königreich.

B.13. Der Klagegrund, der sich auf keinen Artikel des angefochtenen Dekrets bezieht, ist nicht gegen dessen Inhalt gerichtet, sondern gegen das Fehlen von Maßnahmen, mit denen die Vorbereitung hätte einhergehen müssen. Der Hof ist nicht befugt zu beurteilen, ob der Annahme eines Dekrets vorherige Befragungen, Studien oder Sachverständigenuntersuchungen hätten vorausgehen müssen.

In bezug auf den vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2304

B.14.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2304 bemängeln, daß das Dekret vom 8. Juni 2001 keine Hilfsmaßnahme zugunsten der Personen vorsehe, die Eigentümer von Immobilien seien, die sie zu gewerblichen Zwecken vermieteten oder die sie teilweise zu beruflichen Zwecken benutzten.

B.14.2. Im Gegensatz zu dem, was die Wallonische Regierung in ihrem Schriftsatz anführt, ist eine der klagenden Parteien eine Aktiengesellschaft, die Eigentümerin eines im wesentlichen zu beruflichen Zwecken dienenden Gebäudes ist, so daß ihre Klage zulässig ist.

B.14.3. Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, der durch das Dekret der Wallonischen Region vom 1. April 1999 eingefügt wurde, ermächtigt die Wallonische Regierung, Maßnahmen zum Schutz der Anwohner zu ergreifen, die dem durch den Betrieb der Flughäfen und der Flugplätze der Wallonischen Region verursachten Lärm ausgesetzt sind, ohne die zu gewerblichen oder beruflichen Tätigkeiten dienenden Gebäude auszuschließen.

B.14.4. Es obliegt dem Hof nicht, Vermutungen darüber anzustellen, wie die im obengenannten Artikel 1bis enthaltene Ermächtigung angewandt werden wird. Er ist ebenfalls nicht zuständig, einen etwaigen Verzicht der Regierung auf die Anwendung dieser Ermächtigung in bezug auf die in der Zone B des Lärmbelastungsplans gelegenen Wohnungen, die für eine gewerbliche oder berufliche Tätigkeit vorgesehen sind, zu tadeln.

B.15. Der Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf die Interventionsklageschrift in den Rechtssachen Nrn. 2431 und 2432

B.16.1. Die intervenierenden Parteien bitten den Hof, Artikel 91 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof anzuwenden, wobei von der Wallonischen Region die Vorlage einer Reihe von Dokumenten verlangt wird.

Die klagenden Parteien beantragen ebenfalls die Durchführung einer Sachverständigenuntersuchung auf der Grundlage der Artikel 91 Nr. 5 und 94 desselben Sondergesetzes.

B.16.2. Selbst in der Annahme, daß die intervenierenden Parteien Untersuchungsmaßnahmen beantragen könnten, die in den Klageschriften, zu deren Unterstützung sie intervenieren, nicht verlangt worden sind, erweist sich nicht, daß diese Maßnahmen notwendig wären zur Lösung der Rechtsfragen, über die der Hof entscheiden muß.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, eingefügt durch das Dekret der Wallonischen Region vom 1. April 1999 und abgeändert durch die Dekrete der Wallonischen Region vom 8. Juni 2001 und 25. Oktober 2001,

a) Paragraph 2 drittletzter Absatz, der folgendermaßen lautet: «Die zweite Zone B genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex L_{dn} eine Lärmbelastung von 65 dB(A) oder mehr und von weniger als 70 dB(A) aufweist.»,

b) Paragraph 3 Absatz 2 Nr. 2, der folgendermaßen lautet: «2° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex L_{dn} 65 dB(A) oder mehr und weniger als 70 dB(A) aufweist, als zu der Zone B gehörend;»,

für nichtig;

2. weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. April 2003.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.